

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

## Les journées de juin à Berlin

Avec des mains nues...

*MANÈS SPERBER*

Des cadences infernales à l'insurrection

*GUSTAVE STERN*

Nous ne voulons pas être des esclaves !

*PAUL BARTON*

Le sabotage d'une fonderie-pilote

*A. LAVAL*

Simone Weil et les « relations humaines »

*ANDRIEUX et LIGNON*

Après l'exécution des Rosenberg

*G. WALUSINSKI*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 400 fr.  
Un an ..... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 480 fr.  
Un an ..... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)

Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

# Sommaire du N° 74 - Juillet 1953

Les journées de juin à Berlin.

Avec des mains nues .....  
Des cadences infernales à l'insurrection ..  
Nous sommes des ouvriers, nous ne voulons  
pas être des esclaves .....  
L'Angleterre et la France en Afrique.  
Après l'exécution des Rosenberg : notre  
nuit plus profonde .....  
Le patronat à l'œuvre ; le sabotage d'une  
fonderie pilote .....  
Simone Weil et « les relations humaines »

Manès SPERBER  
G. STERN

F. BARTON

G. WALUSINSKI

A. LAVAL  
ANDRIEUX et  
LIGNON

Parmi nos lettres

Le « test de la sincérité russe » .....  
Pour le désarmement .....  
Rectification .....

CHEVIGNY  
FAUCIER  
VASSART

Notes d'économie et de politique

A quand votre tour, Monsieur Bao-Daï ? —  
Front uni des bourgeois — Front uni des  
bourgeois (suite). — A quoi sert la pro-  
ductivité ? .....

R. LOUZON

La renaissance du syndicalisme

Le mois social .....  
Autorité et lutte de classes .....  
On ne défend pas la liberté avec les enne-  
mis de la liberté

H. WILMOTTE  
M. CHAUSSE

Petites notes

Livres et revues

Gérard Walter : Histoire de la Révolution  
russe .....  
Voyage en Icarie .....

A. LIMBOUR  
Y. DELAUNAY

La vie des Cereles

Bulletin de Zimmerwald : causeries de Tas  
et de Jacques Maurice.  
Cercle Zimmerwald de Niort.

Entre nous

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se rejera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

# Les journées de juin à Berlin

Selon la théorie des amateurs de luttes « réglées et disciplinées » d'après un plan et un schéma, de ceux particulièrement qui veulent toujours savoir exactement de loin comment « il aurait fallu faire », la dispersion de la grande action de grève générale politique en janvier 1905 (en Russie) en une infinité de luttes économiques fut probablement une « grosse faute » qui « paralysait » cette action, et la changeait en un « feu de paille »... Mais l'histoire qui avait fait cette « grosse faute » préservait ainsi, sans se soucier des raisonnements de ceux qui se faisaient maîtres d'école sans en avoir le mandat, un travail gigantesque de révolution, aussi inévitable qu'incalculable dans ses conséquences.

Rosa LUXEMBOURG  
(Grève générale, parti et syndicats)

## Avec des mains nues...

Le parti socialiste unifié de l'Allemagne orientale n'est plus. Les trois mots de son nom signifiaient trois mensonges : il n'était pas un parti, mais une agence de répression et d'exploitation au service d'un occupant impérialiste et totalitaire ; il usait du mot socialiste comme un assassin qui se servirait de la carte d'identité de sa victime ; il était unifié comme le loup est uni à l'agneau qu'il a dévoré. Il prétendait incarner et en même temps diriger le prolétariat. Quelques heures après le soulèvement des ouvriers ce parti s'est réfugié, tremblant, derrière les tanks qui allaient écraser l'insurrection ouvrière. Le rideau de brouillard est déchiré irrémédiablement. La contre-révolution totalitaire qui se déguise sous les drapeaux qu'elle a volés à la révolution et se réclame de l'unanimité prolétarienne, se trouve enfin démasquée aux yeux de tout un peuple qu'elle peut tuer, mais qu'elle ne pourra plus jamais tromper. Les journées de juin 1953 sont le commencement de la fin de la plus grande imposture non-religieuse que le monde ait jamais connue.

La démarche du prolétariat de Berlin, Leuna-Merseburg, Magdebourg, Leipzig, Chemnitz débuta comme une grève de revendication et de protestation contre l'employeur monopoliste et tout-puissant, l'Etat. De là la transformation inévitable de la grève en émeute qui, en se développant, prit un caractère politique et devint une révolution ébranlant les fondements même de toutes les autorités qu'elle affrontait. Ainsi, 155 ans après 1848 et la proclamation du Manifeste Communiste, la classe ouvrière d'Allemagne dont le mouvement était au début de ce siècle un modèle pour le prolétariat mondial, se trouve rejetée vers les positions de départ : luttant pour les premiers droits, ceux de la libre association, de la libre expression et du libre choix de ses représentants. Et comme jadis, c'est le désespoir qui la pousse vers ces actions spontanées, et non une organisation qui l'y guide. Elle paie le prix fort : le prix du sang.

Car, pendant que j'écris ces lignes, le sang coule dans les centres industriels de l'Allemagne orientale. Qu'avons-nous fait, que ferons-nous demain pour venir en aide à ceux qui meurent pour que le mot socialisme reprenne son sens et pour qu'il devienne impossible de le confondre avec le national-socialisme russe, son ennemi, aussi mortel aujourd'hui que l'était hier

le national-socialisme allemand ? La solidarité internationale, pourrions-nous encore prononcer ces mots sans rougir ?

Je pense aux ouvriers de Berlin. En pleine terreur de toutes les révoltes, contre les généraux, contre Kapp, avec Max Hoelz, et plus tard parmi les premières victimes de Hitler. Ils chantaient un refrain : « Rosa et Karl marchent avec nous ». Deux morts qui n'ont jamais été remplacés.

Je pense aux ouvriers de Berlin. En pleine terreur hitlérienne, avant les élections du 7 mars 1933, ils se dénonçaient aux S.A. en hissant à leurs fenêtres les drapeaux rouges. Ils attendaient encore l'ordre de se battre, ils attendaient toujours des armes, ils ne pouvaient pas croire que leur parti leur imposerait la défaite sans combat. Ils étaient des centaines de milliers — et seuls, seuls.

Cette fois-ci ils se sont battus, précisément parce qu'ils n'avaient plus de parti dont ils auraient dû en vain attendre des ordres. Seuls les plus âgés parmi eux ont gardé le souvenir de l'enseignement de la grande petite femme dont la mort avait ouvert la route aux Ulbricht. Mais quand ces vieux se sont mis en route, cent mille ouvriers les ont suivis, et les Ulbricht qui avaient appris à Moscou à mépriser le « spontanéisme » de même que le « centrisme » de Rosa Luxemburg et à se fier exclusivement à la conception policière de l'histoire, savent maintenant que Staline est incomparablement plus mort que Rosa. La classe ouvrière de Tchécoslovaquie et d'Allemagne, nourrie d'une grande tradition syndicale et ayant gardé le souvenir de ses conquêtes, entre dans la lutte contre le régime pharaonique. Sa victoire sauverait la paix et ouvrirait une voie vers l'émancipation des travailleurs. En même temps elle sortirait la gauche de sa dangereuse confusion et ôterait à la droite son grand espoir de pouvoir compromettre à jamais toute la gauche en proclamant que le socialisme ne saurait être que totalitaire.

L'importance de ce qui a commencé le 17 juin à Berlin sera décisive si la vraie gauche à travers le monde se montre digne du courage de ceux qui meurent pour elle en se battant avec des mains nues contre la plus grande puissance militaire et policière de cette planète.

Paris, le 24 juin 1953.

Manès SPERBER.

# Des cadences infernales à l'insurrection

L'impensable s'est produit à Berlin-Est et en Allemagne Orientale : la classe ouvrière d'un pays *totalitaire* où sont stationnées 30 divisions russes, où le parti communiste dispose de tous les leviers de commande, s'est révoltée contre une dictature implacable, a quitté les usines et les chantiers, a envahi les rues et les places publiques, pour crier sa colère et pour réclamer... Pour réclamer des salaires plus élevés ? Non pas : pour exiger la *liberté*. Réalise-t-on entièrement la signification de cet événement ? Cet exploit a été accompli par une classe ouvrière qui a subi 12 années de régime hitlérien et de guerre et huit années de régime « populaire » et d'occupation soviétique.

## La « République Démocratique Allemande »

Avant de narrer la genèse des événements, de ces journées de juin qui marquent une des plus belles pages du mouvement ouvrier, il convient d'esquisser rapidement le « climat » d'un régime qui vient de s'effondrer dans l'odieux et dans le ridicule. La « République démocratique allemande », au début, ne fut pas une « démocratie populaire » comme les autres ; le départ s'annonçait comme difficile ; les soviétiques n'avaient pas réussi cette opération qui devait leur assurer des assises solides dans la population : la tentative d'opérer une scission de la social-démocratie s'avéra un échec lamentable. Seule une fraction infime du parti socialiste accepta de se grouper sous la bannière du « Parti Socialiste Unifié » (S.E.D.), du parti stalinien.

Cet échec, avant-coureur de la révolte qui vient de se produire, était dû, essentiellement, à une expérience pratique et claire : les troupes soviétiques avaient envahi le pays, et elles étaient venues à la rencontre de la classe ouvrière allemande, non pas en tant que « libérateurs », mais comme des unités décidées à venger leurs morts et bien conscientes du mot d'ordre lancé par Ilya Ehrenbourg : « Il n'y a de bons Allemands que les Allemands morts ! » Le souvenir des brutalités commises en 1945 (qui sont donc loin d'être une « spécialité allemande »...) s'est ancré profondément dans la conscience de la classe ouvrière allemande.

C'est dans de telles conditions que débuta le régime « populaire » en Allemagne Orientale. Il a abouti, en l'espace de huit années, aux résultats obtenus dans toutes les « démocraties populaires » : prise des leviers de commande par les communistes, création d'un syndicat unique, chargé de populariser auprès des ouvriers la politique de l'Etat qui, lui, n'avait qu'un seul souci : exploitation impitoyable de la population et transfert des richesses du pays vers l'Union Soviétique. Tout ce qui s'est produit en Pologne, en Roumanie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et ailleurs, a trouvé son reflet à Berlin-Est. La lutte contre l'Eglise trouvait son point culminant en 1953, la collectivisation de la terre, la création de kolkhoses fut accélérée quelques mois avant les « journées de juin », et, dans les usines fut imposée la militarisation du travail, selon le modèle soviétique. Le maître de l'industrie, le stalinien Heinrich Rau, venait d'ordonner l'introduction d'un « passeport » dans les usines, ce qui voulait dire que, désormais, aucun ouvrier n'aurait plus le droit de changer de travail sans l'autorisation supérieure. Enfin, le régime ordonna l'introduction du système des « normes » de travail, ce qui signifiait pratiquement qu'on forçait les ouvriers à travailler sous le régime des « cadences infernales », qu'on les obligeait bien

souvent, à faire des heures supplémentaires non rémunérées.

L'Allemagne orientale était devenue stalinienne. Avec des restrictions pourtant, dont une d'importance capitale : Berlin-Ouest existait, ce « trou » dans le rideau de fer, d'où venaient des bouffées d'air frais, d'où arrivaient, également, des tracts, des journaux, des nouvelles d'un monde non soumis à la dictature. Des travailleurs de Berlin-Est partaient, le matin, dans le secteur occidental, pour y rejoindre leurs camarades syndiqués, syndiqués librement. Ils revenaient le soir, pour s'entendre dire que le régime était « l'incarnation de la dictature du prolétariat » : il n'y avait rien à faire ; les soviets ne disposaient pas, à Berlin-Est, du monopole de l'information, et ils ne pouvaient pas empêcher que les nouvelles sur la véritable situation dans le monde ne se répandissent à travers toute la zone orientale, que les 18 millions d'habitants de la « République démocratique allemande », tout en vivant sous le régime d'une dictature implacable, ne fussent informés de tout ce qui se passait dans le monde non totalitaire.

## Préludes

Les événements de juin furent, certes (nous allons l'expliquer), une explosion élémentaire, spontanée. Pourtant, de petits signes, presque imperceptibles annonçaient la révolte. Pendant les premiers jours du mois de juin, les journaux communistes, le *Neues Deutschland*, organe central du parti communiste, et la *Tägliche Rundschau*, feuille des autorités d'occupation soviétique, étaient remplis de rapports sur des discussions dans les usines, où il s'agissait toujours des « normes de travail ». Le mécontentement de la classe ouvrière sur l'exploitation inhumaine, sur le stakhanovisme selon le modèle soviétique, sur les heures supplémentaires, était devenu si fort que le parti communiste fut obligé d'en faire état dans les réunions et dans les journaux : ainsi pouvait-on lire dans toute la presse de la zone orientale que les ouvriers de Leipzig et de Halle, de Magdebourg et de Iéna, centres ouvriers où la vieille social-démocratie disposait jadis de bastions imprenables, où Rosa Luxembourg avait exercé une influence prépondérante, « rouspetaient », que les ouvriers d'une usine de Leipzig déclaraient : « C'est une honte que, 70 ans après la mort de Karl Marx, nous soyons obligés de réclamer des conditions de vie décentes ! » Ces paroles, reprises un peu partout, furent prononcées à un moment où les aliments les plus nécessaires faisaient défaut, par suite de la politique de collectivisation, par suite de l'industrialisation forcenée, et aussi parce que tout était subordonné au réarmement.

Les communistes ne comprenaient pas ce « dada » des ouvriers : les « normes ». Les ouvriers de Leipzig s'entendaient dire par les responsables communistes : « Vous ne comprenez donc pas que ces usines sont à vous, que pour la première fois dans votre existence, vous travaillez dans votre propre intérêt, et pour le bonheur de vos enfants ? »

Lorsque, au début du mois de juin, les autorités communistes, suivant l'ordre des soviétiques, décrétèrent la fin de la bolchévisation de la zone orientale (de toute évidence, pour inaugurer une nouvelle politique dans la question de l'unité allemande : problème qui ne peut être traité ici), les ouvriers prirent prétexte du relâchement appa-

rent de la pression pour protester plus hardiment contre les « cadences infernales ».

C'est ainsi que débutèrent les « journées de juin ». Le 14 juin, le journal du parti communiste, le *Neues Deutschland*, attaquait les « irresponsables » qui essayaient, malgré les mesures décrétées, « d'obliger les gars du bâtiment de la Stalinallee à augmenter les normes de travail ». Le journal déclarait que c'était, là, un exemple typique « d'une fausse politique à laquelle il faut mettre fin ! » En même temps, le *Neues Deutschland* signalait « quelques grèves partielles » parmi les ouvriers de la Stalinallee, vaste artère, où sont construits des immeubles géants, dans le plus pur style néo-classique des soviétiques.

### Le bâtiment commence

Le matin du 16 juin, les normes ayant été, une fois de plus, augmentées, les ouvriers d'un petit chantier, comptant 100 personnes, se réunirent pour protester contre « cette nouvelle mesure intolérable ». Les responsables du « syndicat » du bâtiment, effrayés par la tournure que prenaient les événements, accoururent et prêchèrent le « calme ». Un des secrétaires du « syndicat » suggérait une « intervention amicale » auprès des autorités pour « obtenir satisfaction ».

Mais la réaction des ouvriers fut inattendue : « Nous y allons tous ! », fut le cri unanime des 100 ouvriers du bâtiment qui aussitôt se mirent en marche vers l'office central du ministère de la Reconstruction, rejoints en route par tous les ouvriers de la Stalinallee. C'était le début de la révolte.

Il convient, ici, de bien fixer ce point : la démonstration dans la Stalinallee s'est formée au lendemain des mesures gouvernementales décrétant la fin de la bolchévisation forcée ; elle était dirigée, au fond, contre des mesures (augmentation des normes de travail), qui ne correspondaient plus à la « ligne » et étaient dues à l'initiative de quelques éléments « retardataires » qui, éblouis par la bolchévisation, n'avaient pas encore réalisé, mentalement, que le « tournant » devait être pris avec une rapidité vertigineuse. La démonstration était dirigée contre un gouvernement déjà en retraite, mais qui, par l'intermédiaire d'une partie de l'appareil, se permettait pourtant quelques provocations.

Curieuse, cette journée du 16 juin : les ouvriers de la Stalinallee débrayent, imités, ici et là, par quelques usines métallurgiques qui, suivant l'exemple des ouvriers du bâtiment, constituent des comités de grève. Fait significatif : les responsables des comités de grèves sont, pour la plupart, des ouvriers connus comme sociaux-démocrates, comme partisans du « traître » Ollenhauer, ennemi numéro un du régime du chancelier Adenauer. Il se confirme, le 16 juin, que l'influence de la social-démocratie est prépondérante dans le secteur oriental de Berlin. Il se confirme également, que la démonstration, commencée en tant que manifestation contre les « cadences infernales », prend aussitôt un caractère politique : les ouvriers de la Stalinallee osent crier : « A bas le gouvernement Ulbricht-Grotewohl ! » Par contre, pas un mot contre les Russes. Les policiers « populaires », affolés, laissent faire : personne ne s'oppose à la marche des ouvriers, maintenant au nombre de quatre mille, qui arrivent devant l'office central du bâtiment, où une délégation est reçue par le « directeur » qui promet tout : « Retournez à votre travail, vous aurez satisfaction ! »

« Curieuse journée », disions-nous. Les ouvriers retournent en effet à leur travail. Mais, arrivés

à leurs chantiers, ils discutent ; la discussion prend rapidement une tournure politique et aboutit à la conclusion : « Demain, nous verrons ! »

Et, le 17 juin, date mémorable, les ouvriers de la Stalinallee se rassemblent devant leurs chantiers. Partout, devant des groupes de 100 et 200 ouvriers, des jeunes essentiellement, bien connus de leurs collègues, montent sur des échelles et des caisses et haranguent les ouvriers : « Camarades, dit un jeune socialiste, estimé de ses camarades, connu pour son courage, il est temps d'en finir ; le gouvernement des Grotewohl et Ulbricht a trahi la classe ouvrière ; nous réclamons l'unité de l'Allemagne, la fin de l'esclavage et des élections libres ! » Tonnerre d'applaudissements ! Dans toute la Stalinallee, d'innombrables orateurs, non pas des « provocateurs », mais des ouvriers bien connus de leur camarades, reprennent ces paroles du jeune socialiste, et, brusquement, des milliers d'ouvriers, en vêtements de travail, se mettent en marche vers la Leipzigerstrasse, où se trouvent les bâtiments du gouvernement « populaire ». Partout, où passent les gars du bâtiment, ils sont rejoints par d'autres ouvriers qui quittent leur travail.

Les femmes et les jeunes commencent à confectionner des pancartes et des drapeaux... noir, rouge, or : les emblèmes de l'ancienne République de Weimar et de la République fédérale de Bonn. Faut-il s'en étonner ? Les ouvriers ne tiennent pas à être confondus avec ceux qui, « sous le règne du drapeau rouge », ont installé le régime de l'esclavage. Mais, ici et là, se détachent, sur les drapeaux, les « trois flèches », sous le signe desquelles la social-démocratie de la République de Weimar avait conduit la lutte contre les hordes nazies...

Lorsque les ouvriers arrivent devant les bâtiments gouvernementaux, ils se comptent par dizaines de milliers. La police « populaire » recule, quelques-uns des policiers prennent franchement la fuite et se débarrassent rapidement de leurs uniformes : c'est la débânde. Mais quelques détachements fidèles tiennent ; ils empêcheront les ouvriers de pénétrer dans les bâtiments gouvernementaux, pour s'emparer des Ulbricht et des Grotewohl.

### Tout Berlin suit...

Entre temps, les ouvriers des usines métallurgiques, surtout ceux de Henningsdorf, en zone soviétique, apprenant les nouvelles, ont débrayé. A Henningsdorf, dans la banlieue de Berlin, on est traditionnellement « rouge » : c'est là que le parti communiste, en 1931-32, avait son bastion le plus solide ; ce sont ces ouvriers qui chassaient les nazis des usines et se battaient quotidiennement contre les hordes brunes ; des fils de ces ouvriers, riches d'une expérience de huit ans, se mettent en grève, mais contre les communistes. Et c'est la marche fantastique de 8.000 ouvriers, en vêtements de travail, à travers le secteur français de Berlin, les travailleurs scandant les slogans : « Liberté, élections libres, nous ne voulons pas être des esclaves ! » Fait à signaler : les responsables des « cellules » communistes dans ces usines ont disparu et la majorité des membres du « parti » marchent à côté de leurs camarades, entraînés par l'élan révolutionnaire de la foule.

Dans la Leipzigerstrasse, sur la Postdamer Platz, dans la Wilhelmstrasse, ils sont 40.000 maintenant, chantant les vieux chants du mouvement ouvrier : « Brüder, zur Sonne, zur Freiheit ! Frères, vers le soleil, vers la liberté ! C'est la révolution, c'est la révolte de tout un peuple, connu

pour son sens de la discipline, c'est la plus étonnante manifestation de dignité humaine, c'est la lutte ouverte contre la puissance communiste.

La police populaire, incapable de venir à bout de cette volonté, impuissante contre la marée humaine qui déferle, contre ces manifestants qui portent bien haut leurs pancartes (« A bas le gouvernement Grotewohl, nous voulons la liberté ! »), qui sont enthousiastes et décidés, réclame du renfort ; elle a perdu la bataille. Elle commence à tirer sur la foule qui recule d'abord, pour avancer de nouveau.

Toutes les rues de Berlin-Est sont noires de monde, d'ouvriers qui sont en grève, de commerçants qui ravitaillent les manifestants. N'est-ce pas ainsi que Lénine a défini une « situation révolutionnaire » ? Le gouvernement communiste n'existe plus : les permanences du parti communiste sont mises à sac et incendiées : les « responsables » du parti ont disparu. Un seul, le ministre Selbmann, ose sortir d'un bâtiment gouvernemental : il monte sur une estrade pour dire aux ouvriers : « Camarades... », mais avant qu'il puisse continuer, il est interrompu par le cri, mille fois repris : « Tu n'es pas notre camarade, tu nous a trahis, nous voulons la liberté ! » Selbmann retourne précipitamment dans son bureau, et un ouvrier du bâtiment prend la parole pour haranguer les ouvriers.

Il n'y avait qu'un seul moyen pour faire face à cette situation : l'appel aux armes. Les Soviétiques n'ont pas hésité : brusquement, des tanks surgissent, menaçants, et la foule recule, pas à pas. De jeunes ouvriers, courageux, décidés, commencent à les bombarder avec des pierres et des morceaux de fonte. Les soldats soviétiques tirent, des cris retentissent, des hommes tombent.

Jusqu'à présent (nous écrivons cet article le 23 juin), le nombre des morts et blessés à Berlin-Est n'est pas exactement connu ; mais rien que dans le secteur occidental de Berlin où les manifestants les y ont entraînés, 16 ouvriers sont morts des suites de leurs blessures ; des centaines de personnes ont été blessées. Les dirigeants soviétiques ont immédiatement compris la portée des événements : s'ils n'étaient pas intervenus, c'était la chute du gouvernement communiste, c'était la fin d'un régime, dont les chefs sont isolés des masses et dont le peuple résolu peut, sans intervention extérieure, se libérer seul de ses chaînes.

Le 17 et le 18 juin, malgré les tanks, malgré les morts et blessés, la bataille continue : partout, les photos des « chefs bien-aimés » sont arrachées, partout on brûle les dossiers du « parti », on incendie les bureaux du S.E.D. (parti communiste) : c'est la fin de la République du Sédistan, fin rendue symbolique par l'acte courageux de deux jeunes ouvriers qui grimpent sur le Brandenburger Tor, à la limite des secteurs occidentaux et du secteur oriental, pour arracher le drapeau soviétique, symbole de l'esclavage.

Et toute la ville est en grève : dans toutes les usines, on désigne des comités de grève, formés, pour la plupart, d'ouvriers socialistes et de camarades dont on sait qu'ils sont des adversaires décidés des stalinien.

### ...Puis, toute l'Allemagne

Alors que les événements de Berlin se sont déroulés pour ainsi dire, sur une scène publique, observés par tous les Berlinoises des secteurs occidentaux, la révolte dans toute la zone orientale ne peut être reconstituée que d'après les informations parvenues de Berlin. Nous ne ferons état que de celles, parmi ces informations, qui ont

pu être contrôlées et dont l'authenticité ne peut être contestée.

A Magdebourg, cité ouvrière, vieux bastion du syndicalisme et de la social-démocratie, tous les ouvriers ont débrayé vers deux heures de l'après-midi, lorsque, alertés par on ne sait quel moyen, ils apprirent les événements de Berlin. Là encore : élection de comités de grève dans les usines, confection hâtive de pancartes (« A bas le gouvernement, nous voulons la liberté ! ») et... marche de dix mille ouvriers sur le siège du parti qui est pris d'assaut. Les dirigeants du parti communiste sont rossés, maltraités, la gare est occupée, et, brusquement, retentit le mot d'ordre : « Aux prisons ! » Et c'est la libération mémorable des prisonniers politiques qui, portés sur les épaules, rejoignent les manifestants ! Les troupes soviétiques, n'ayant reçu aucune instruction, ne bougent pas, sur le moment tout au moins.

A Halle, ville où se trouvent les usines « Leuna », d'où partaient, en 1920-21, des mouvements révolutionnaires, débrayage général, manifestations de rues, libération des prisonniers politiques. Il nous est impossible, pour l'instant, d'obtenir confirmation du bruit selon lequel les usines « Leuna » furent incendiées. La « Leipziger Volksstimme », feuille du parti communiste, avoue : « Les ouvriers du bâtiment et d'autres branches industrielles ont fait grève ! » Et le journal communiste écrivait cela le 20 juin !

« A Halle », écrit le *Neues Deutschland*, organe central du P.C., « des voyous fascistes ont attaqué le siège du parti communiste ! » Le ministre des chemins de fer de la zone soviétique, Roman Chwalek, avoue : « Il y a eu des sabotages un peu partout en Thuringe ! » Il nous apprend, de plus, que « la direction des chemins de fer de Magdebourg a été prise d'assaut et saccagée ! » Ce que ce ministre ne dit pas et ce qui peut être affirmé avec certitude, actuellement, c'est que les 17, 18 et 19 juin, il y avait grève générale dans les chemins de fer sur toute l'étendue de la zone soviétique.

A Stralsund, les dirigeants du parti communiste furent emprisonnés ; à Gera (Thuringe), les bureaux de la police furent pris d'assaut ; à Görlitz, la gare fut occupée par les grévistes ; à Leipzig, 15.000 ouvriers manifestèrent dans la rue et saccagèrent les bureaux du parti ; dans « toute la République démocratique, lisons-nous dans une proclamation du parti communiste du 21, des clubs ouvriers, des maisons d'apprentis et des cantines ouvrières ont été incendiés ! » Comme il est vraisemblable, n'est-ce pas, que les manifestants s'en soient pris à des « cantines ouvrières » ? A Chemnitz et Erfurt, les manifestants ont occupé le siège du parti communiste : Chemnitz a été baptisée « Ville de Karl Marx », récemment... Mais nous savons que « dans toute la République démocratique » on a pourchassé les chefs communistes, on a libéré les prisonniers politiques, on a décrété la grève générale.

Ne continuons pas l'énumération : les historiens futurs, disposant de tous les détails sur cette explosion populaire, nous donneront, sans doute, des informations précieuses qui nous permettront de connaître mieux qu'à l'heure actuelle, les péripéties de cette révolution prolétarienne.

### Spontanéité ouvrière

Il convient dès aujourd'hui de tirer quelques conclusions des journées de juin.

Et d'abord ceci : il n'est pas nécessaire de prendre sérieusement en considération « l'argument » stalinien, selon lequel « une bande de conspirateurs » aurait réussi à inciter des cen-

taines de milliers d'ouvriers à la révolte. Si c'était vrai, ce serait, de toute façon, l'aveu que le régime stalinien est pourri à un degré inouï !

Ensuite, « l'explication » selon laquelle les ouvriers furent encouragés « d'en haut », c'est-à-dire par les dirigeants soviétiques, à manifester et même à se débarrasser des chefs communistes, ne mérite pas, elle non plus, d'être prise en considération : les événements eux-mêmes lui ont opposé un démenti très clair.

Ce qu'il y a d'étonnant dans cette révolte ouvrière, c'est qu'elle se présente d'une façon extrêmement simple, on serait tenté de dire, simpliste : c'est cette situation, décrite par Lénine, où « les gouvernants s'avèrent incapables de continuer de la même manière et où le peuple n'accepte plus d'être gouverné de la même façon ». Lorsque le régime « populaire » annonçait, le 12 juin, que la « bolchévisation » prenait fin, que la collectivisation forcée était arrêtée, que les normes de travail seraient diminuées, la classe ouvrière comprit immédiatement et instinctivement que ces mesures, bien que dictées par des considérations de politique extérieure soviétique, étaient l'aveu de la faillite d'un régime qui s'appuyait uniquement sur les tanks russes. C'est après la publication de ces mesures que les premières revendications ouvertes se firent entendre, que les premières grèves localisées éclatèrent.

On a posé (à juste titre d'ailleurs) cette question : « Pourquoi ces ouvriers ne se sont-ils pas révoltés sous le régime hitlérien, alors qu'ils viennent de donner la preuve qu'ils en sont capables ? » La réponse nous paraît très simple : le régime hitlérien disposait d'assises solides dans la population, même dans une partie de la classe ouvrière ; ses organisations de masses étaient quelque chose de réel ; par contre, le régime stalinien en Allemagne orientale, c'était, et c'est toujours du bluff, et uniquement cela. Les ouvriers de la zone orientale ont vécu, politiquement, leur propre vie, pendant ces huit années de régime « populaire » ; les mots d'ordre ne les ont touché que très superficiellement : les « organisations de masse » ont eu, certes, des adhérents (forcés), mais seuls quelques milliers de staliniens, de fonctionnaires ont essayé vainement de leur insuffler un peu de vie...

Nous l'avons dit : les gouvernants staliniens en Allemagne ne pouvaient pas établir ce **monopole de l'information**, dont disposent les communistes dans les autres pays satellites de la Russie soviétique : Berlin-Ouest est là, ce Berlin qui a résisté courageusement au blocus soviétique, qui anime un fort mouvement socialiste et syndical libre et qui s'est avéré capable, malgré le rideau de fer, de transmettre aux ouvriers de la zone orientale, un message d'espoir et de fraternité.

Mais cette explication, pour valable qu'elle soit, serait pourtant insuffisante. La marche des événements à Berlin-Est et dans la zone orientale a prouvé qu'aucune organisation illégale ne se trouvait à la tête des manifestations et des grèves. Ceux qui ont pris l'initiative, aussi bien dans le déclenchement des grèves que dans les manifestations, furent des syndicalistes et des socialistes, sans autre appui matériel que la volonté des ouvriers de se débarrasser des esclavagistes.

La révolte à Berlin et dans la zone orientale est le soulèvement spontané de centaines de milliers d'ouvriers. Prenez l'exemple des ouvriers métallurgistes de Henningsdorf : lorsque deux ouvriers de la Stalinallee arrivent chez leurs camarades métallurgistes pour les mettre au courant des événements, il suffit qu'un seul ouvrier, un

jeune socialiste, s'écrie : « Nous y allons », pour que 8.000 ouvriers se mettent en marche !

Partout, dans toutes les villes de la zone orientale, les choses se sont passées de la même façon : à Leipzig, à Halle, à Iéna, chez les ouvriers de « Leuna ». Monatte et Rosmer savent que c'est dans ces villes essentiellement qu'a été forgé le mouvement ouvrier allemand. Et les journées de juin ont fourni la preuve que c'est à Berlin, en Saxe et en Thuringe que ce mouvement ouvrier est resté vivant, au-delà de toutes les espérances.

Et c'est là l'espoir qui reste, malgré les exécutions sommaires, malgré les condamnations implacables qui sont prononcées contre ceux qui ne craignent ni les policiers « populaires », ni les tanks soviétiques. Un autre espoir nous anime : n'est-il pas certain que les assises des « démocraties populaires » dans tous les pays satellites ne sont guère plus solides qu'en Allemagne ? Les événements de Tchécoslovaquie le prouvent de toute évidence. Et ce fait, n'ouvre-t-il pas des perspectives auxquelles, avant les journées de juin, il était difficile de croire ? N'est-il pas prouvé que la « libération » des pays satellites est possible, autrement que par la guerre ? N'est-il pas prouvé qu'une politique ferme des puissances occidentales, alliée à une solidarité morale et matérielle envers les peuples opprimés peut hâter le processus de dissolution dans le « camp » soviétique ?

Ceci est un côté, un côté important du problème. Mais ce qui est plus important, en attendant, pour le mouvement ouvrier libre dans son ensemble, c'est le fait que le stalinisme, le totalitarisme moderne, n'a pas réussi à anéantir le mouvement ouvrier et ses traditions. Le cri « Liberté » fut accompagné, pendant les journées mémorables des 17 et 18 juin, du cri « Solidarité ». Les ouvriers étaient solidaires les uns des autres : c'est cela qui est fondamental, alors que le régime totalitaire s'est efforcé, huit années durant, de détruire la conscience de classe, d'effacer tout sentiment de solidarité, d'atomiser la volonté de la classe ouvrière.

Nous étions nombreux à être suspendus à la radio, attendant anxieusement les nouvelles. Nous sommes également anxieux de savoir quelle sera la réaction du mouvement ouvrier en France : ne dites pas « qu'on ne peut rien pour eux », que la répression suit, de toute façon, son cours. Alors que nous écrivons ces lignes — le 23 juin — il y a encore des grévistes dans différentes villes de la zone orientale. Les ouvriers écoutent, eux aussi, les émissions de l'Occident. Ils voudraient apprendre que l'Occident, que le mouvement ouvrier ne les oublie pas. Forcé leur est de constater que, jusqu'à présent, le lourd appareil de la C.I.S.L. a de la peine à se mettre en mouvement, qu'on n'a pas réussi, jusqu'à présent, à prendre en charge les familles de ceux qui sont morts, des centaines et des milliers qui furent blessés, des autres qui furent exécutés sans jugement, de ceux qu'on condamne à de lourdes peines de prison.

Actuellement, toutes les villes de la zone soviétique sont encerclées par les troupes soviétiques. Bientôt, dans toutes ces villes, régnera la « paix ». Pour combien de temps ? Cela dépendra, dans une grande mesure, de l'Occident et de son mouvement ouvrier. Les « journées de juin » sont un message que nous ont transmis non seulement les ouvriers de Berlin et de Magdebourg, mais également ceux de Prague, de Varsovie, de Budapest et de Bucarest. Les ouvriers de la Stalinallee, syndicalistes, socialistes et hommes libres, ont peut-être changé le destin du monde.

Gustave STERN.

# Nous sommes des ouvriers, nous ne voulons pas être des esclaves»

Les grèves et les manifestations par lesquelles les ouvriers de Tchécoslovaquie ripostèrent à la « réforme monétaire » du 30 mai furent rapidement mises au second plan par le soulèvement du prolétariat de l'Allemagne de l'Est, survenu quelques jours après. Ce n'est certainement pas l'ouvrier de Pilsen, d'Ostrava ou de Kladno, qui éprouvera le regret de la primauté qu'il dut si vite céder à ses camarades de Berlin-Est ou de Magdebourg : le cri prodigieux « Nous sommes des ouvriers, nous ne voulons pas être des esclaves » retentit dans les rues de la capitale allemande au moment où l'ouvrier tchèque commençait à se rendre compte, au lendemain de sa révolte, que celle-ci n'avait pas eu d'écho chez les travailleurs des autres pays, qu'il avait eu tort de s'attendre à des manifestations de solidarité. Le soulèvement des travailleurs dans l'Allemagne occupée vint rompre cette solitude pénible.

Ce n'est pas seulement le nombre de grévistes ou d'ouvriers massacrés, qui détermine le caractère exceptionnel de ces deux révoltes. L'importance de celles-ci consiste avant tout en ce qu'elles marquent le commencement d'une nouvelle époque dans l'histoire de nos jours : pour la première fois depuis la guerre civile ou, si l'on veut, depuis le soulèvement de Cronstadt, le prolétariat se présente autrement qu'en tant qu'objet d'exploitation, de domination et de mépris. Après une longue période de silence — qui remplit la vie de toute une génération — les ouvriers reprennent, dans cet empire monstrueux dont la menace pèse sur toute l'humanité, leur rôle de classe révolutionnaire.

## Tchécoslovaquie

De ce point de vue, le soulèvement des ouvriers tchécoslovaques est significatif non seulement en raison de sa vigueur sans précédent, — il a atteint tous les centres industriels et dans plus d'une ville les manifestants se rendirent maîtres de la rue, la police ayant dû se retirer — mais encore par sa maturité politique : quelles que fussent les formes que ce soulèvement revêtit dans divers endroits — grèves, assemblées dans les usines, envoi de délégations pour protester auprès des autorités, manifestations dans la rue, etc. — il entraîna partout un regroupement de toutes les forces de la classe ouvrière :

- 1) toute différence entre ouvriers inscrits au parti et les autres disparut ;
- 2) les responsables et les organismes syndicaux des échelons inférieurs se rangèrent du côté du soulèvement et, fait plus significatif encore, en prirent la tête ;
- 3) les « milices populaires » recrutées parmi les salariés et stationnées dans les usines, se refusèrent un peu partout ouvertement à se faire utiliser pour la répression.

En d'autres termes, le soulèvement balaya complètement toute l'œuvre du régime totalitaire, qui s'évertue à diviser les forces sociales, à ériger toutes sortes de cloisons idéologiques, politiques et matérielles entre les différentes fractions de chaque couche et de chaque classe et à grouper les individus ainsi isolés à l'aide de liens tout à fait irrationnels. La société réapparut en plein jour telle qu'elle est ; toutes les affinités et tous les antagonismes qui la constituent furent mis à nu.

Ce fait constitue le facteur le plus important de la continuation future de la guerre sociale déclenchée par la « réforme monétaire » : la répression

actuelle a beau rétablir l'« ordre » peu à peu, elle ne pourra, en aucun cas, annihiler les liens de solidarité parmi les éléments qui ont retrouvé leurs affinités essentielles et leurs intérêts communs au milieu même de l'univers des amalgames totalitaires.

## Allemagne de l'Est

Le même regroupement peut être constaté à l'occasion du soulèvement de l'Allemagne de l'Est : les membres du Parti, les responsables syndicaux, les prolétaires forcés de porter l'uniforme et la matraque, et même de nombreux stakhanovistes, retrouvent leur vrai visage au moment de la révolte. Mais en Allemagne de l'Est, le souffle du vent révolutionnaire produit des effets encore plus frappants. En effet, en examinant de plus près la marche des événements, on a l'impression de lire une description de la manière classique de faire la révolution.

L'insurrection commence par le débrayage de 100 ouvriers du chantier de la Stalinallee, exaspérés par les tentatives de relever les normes selon lesquelles est apprécié leur rendement. Par un mouvement de solidarité, 1500 autres ouvriers du même chantier arrêtent le travail à leur tour et descendent dans la rue. Le cortège se dirige vers la fameuse place Alexander en réclamant un abaissement des normes de travail. Au moment d'arriver à destination, la foule compte déjà 3000 têtes et la revendication d'abaissement des normes s'est transformée en cri de révolte contre l'oppression et l'esclavage. La revendication partielle a cédé la place à la revendication universelle, la lutte économique est devenue la lutte pour la liberté.

A la proclamation de l'état de siège à Berlin, la classe ouvrière de l'Allemagne de l'Est entière répond en venant en aide aux camarades menacés. Les grèves insurrectionnelles éclatent un peu partout. Les anciens remparts de la social-démocratie se rangent aux côtés des forteresses des ouvriers communistes et vice versa : Nous ne voulons pas être des esclaves.

Au moment de l'apparition des tanks et des blindés, les manifestants, tout en dénonçant l'occupation russe, saluent chaleureusement les soldats, dans lesquels ils voient des esclaves du même Kremlin. C'est sur ce point, hélas ! que la marche classique de la révolution se brise. Malgré quelques premières amorces de fraternisation — rappelons notamment l'incident de Goerlitz où un officier polonais commandant une unité blindée serait descendu de son tank en déclarant : « Je ne tire pas sur des ouvriers allemands ! » — les esclaves dans les blindés ont répondu aux esclaves qui ne voulaient plus l'être, par le carnage.

Faut-il en conclure qu'il s'agissait d'unités spéciales dont l'état d'esprit ne correspond pas à celui du soldat russe normal ? Faut-il en conclure, au contraire, que le dressage stalinien a fini par transformer les hommes en bestiaux qui sont plus prêts à fraterniser avec des SS hitlériens armés jusqu'aux dents qu'avec des ouvriers socialistes qui essaient de conquérir la liberté les mains nues ? Ces questions devraient être étudiées avec une sincérité extrême : elles constituent une des clés de notre avenir.

Quoi qu'il en soit, le sens des événements de Tchécoslovaquie et d'Allemagne orientale est net : c'est la nouvelle époque de la lutte des classes qui s'ouvre dans les colonies européennes du Kremlin.

Paul BARTON.



**Le « test de la sincérité russe »**

Nous avons reçu du camarade Chevigny, de Saint-Etienne, la lettre suivante :

J'ai déjà eu l'occasion de vous dire que j'étais en désaccord total avec la R.P., excepté sur le plan Afrique du Nord et Asie.

Quant au reste — et cela est déterminant, aussi bien pour la lutte des prolétaires colonisés que pour les engagements futurs de la Chine de Mao Tsé Toung envers Moscou — il y a longtemps qu'en affichant ostensiblement une étiquette zimmerwaldienne, vous avez en fait abandonné l'esprit de Zimmerwald...

Comment Louzon, qui n'est pas un enfant de chœur ni un intellectuel bourgeois, peut-il nous parler d'un « test de la sincérité russe » en nous réservant la tarte à la crème du « désarmement réciproque, simultané et contrôlé, notamment en ce qui concerne les armements atomiques » ? Ce n'est pas sérieux.

Le seul test, non pas de la sincérité russe ou américaine, mais de l'intérêt réciproque, même provisoire des deux impérialismes, ce pourrait être l'examen de ce problème allemand, à propos duquel Louzon plus ultra que « ce pauvre Dulles » voit « la seule force européenne capable de s'opposer avec quelque efficacité aux armées russes sur les champs de bataille ».

Eh bien ! bon courage, camarade Louzon. Vous venez ainsi, d'une manière définitive, de dresser la barrière qui sépare nettement ceux qui font encore confiance à l'esprit de Zimmerwald et les partisans de la nouvelle entente impérialiste...

Il est dommage que Chevigny ne nous ait pas expliqué pourquoi l'acceptation par les Russes d'un désarmement général, simultané et contrôlé, ne constituerait pas une preuve de la sincérité de leurs intentions pacifiques, alors que le simple fait d'« examiner » un problème, le problème allemand, en serait une. — R. L.

**Pour le désarmement**

De notre camarade **Faucier**, correcteur à Paris,

cette lettre qui fait suite à celles que nous avons publiées en mai sous le titre « la R.P. Zimmerwaldienne ou social-patriote ».

J'ai lu avec attention les trois lettres publiées dans la R.P. de mai 1953, où celle-ci est accusée d'américanophilie. J'attendais de lire dans la R.P. de juin les répliques et commentaires que vous sollicitez, ceux-ci faisant défaut, je me permets de donner mon point de vue.

Comme vous le savez, j'ai déjà pris position sur la question et vous ne serez pas surpris que je me trouve d'accord, en gros, avec les critiques formulées à ce sujet par nos trois camarades.

D'accord, en particulier, avec Dupuis (Paris-14<sup>e</sup>), dont je trouve la plupart des appréciations très justes, et aussi lorsqu'il ajoute qu'il ne s'agit pas de faire de l'antiaméricanisme, mais, devant certaines velléités politiciennes et militaires américaines, de faire toute la pression possible pour réduire — je dirai, moi, prévenir — le risque de guerre.

Dans ce domaine, je crois aussi — et j'ai déjà donné ici mon avis à cet égard — que le mouvement ouvrier américain pourrait exercer une pression salutaire et déterminante s'il savait se débarrasser de ses illusions sur les intentions de Washington et de l'O.N.U. et agir indépendamment, en accord avec le mouvement syndical libre international.

Encore faudrait-il que les différentes centrales puissent elles-mêmes se déterminer en toute indépendance, ce qui n'est guère le cas, à de rares exceptions près.

D'autre part, si parallèlement nous n'avons aucun moyen d'action sur le comportement des pays

placés sous la férule totalitaire, je ferai remarquer que nous en avons sur leurs porte-parole qui abusent les travailleurs occidentaux sur le pseudo-pacifisme du Kremlin.

En conséquence, si l'on admet que la pétente amorcée au lendemain de la mort de Staline a suscité certaines espérances et qu'il faut savoir exploiter les nouvelles « offensives de paix » au profit d'une renaissance du mouvement syndical ; si l'on considère que rien d'efficace ne peut se faire, particulièrement en France et en Italie, sans l'élément ouvrier subissant l'influence stalinienne, il faut, par des propositions concrètes portant sur le désarmement total, donner aux travailleurs actuellement désaxés l'occasion d'échapper au fatalisme des guerres et confondre en même temps les désarmeurs à sens unique du parti russe.

Il nous appartient donc, à nous militants ouvriers français, autant qu'aux autres, de prendre nos responsabilités individuelles et collectives, et de ne plus nous borner à des considérations spéculatives et... contemplatives.

Notre besoin de désintoxication préalable à la reconstitution du mouvement ouvrier ne pourra porter ses fruits que si elle est axée sur le retour aux saines méthodes de l'action directe ouvrière qui commandent de rompre avec les servitudes des bureaucraties syndicales à la remorque des blocs antagonistes et des phraseurs de l'O.N.U.

Je l'ai écrit ici et ailleurs, et j'y insiste à nouveau, nous avons le moyen de démasquer les usurpateurs et de rallier à nous ceux qu'ils ont ignominieusement trompés ; il consiste à reprendre à notre compte le projet Litvinoff présenté en 1932 à la Conférence du désarmement, convoquée par la défunte S.D.N., au temps où les maîtres du Kremlin se sentaient menacés par la montée hitlérienne. Ce projet (dont je vous joins la copie et qu'il serait intéressant de remettre sous les yeux des lecteurs de la R.P.), contient les seules dispositions conditionnant valablement le désarmement total : Abolition du service militaire, destruction des usines de guerre et des armements existants, etc. Il préconisait la désignation d'une commission internationale permanente de contrôle avec tous pouvoirs d'investigation pour empêcher le retour aux dites fabrications. Enfin le projet se terminait par une demande d'indemnisation des travailleurs mis en chômage au moyen des crédits militaires ainsi libérés, en attendant la reprise de leur activité dans des industries de paix.

Pourquoi ce qui était valable hier ne le serait-il plus aujourd'hui ? A mêmes maux, mêmes remèdes. Voilà ce que nous devons opposer aux démagogues serviles du stalinisme qui, le rapport de forces s'étant modifié à leur avantage, bornent maintenant leurs prétentions à une réduction proportionnelle des armements qui leur permettrait de conserver leur supériorité militaire.

Et c'est là où je rejoins Louzon qui, dans le dernier numéro (juin) indique que le seul test valable de la sincérité russe sera son attitude sur le désarmement.

Mais on ne saurait se contenter de poser la question. Encore convient-il, pour ne permettre aucune dérobade, de proposer des modalités d'action propres à la réalisation d'un désarmement effectif et total. Par exemple, en s'inspirant de la proposition Litvinoff, par la réalisation, dans le plus bref délai, d'un arrêt total et définitif des fabrications de guerre dans tous les pays, ceux de l'Est comme ceux de l'Ouest, avec contrôle ouvrier réciproque.

Dans nos pays occidentaux, où la classe ouvrière peut au moins se concerter et agir, pour la défense de ses libertés et son droit à la vie, une activité persévérante et bien conduite devrait aboutir à créer un courant assez fort pour imposer une rencontre de représentants des deux grandes internationales syndicales rivales (F.S.M. et C.I.S.L.) afin qu'ils envisagent, comme premier objectif concourant à l'établissement de la paix entre les peuples, la grève des armements par l'action directe ouvrière.

J'ai la conviction qu'une telle propagande rencontrerait auprès du monde ouvrier, inquiet de l'insécurité actuelle, un accueil des plus favorables, surtout si elle était assortie de propositions cons-

tructives tendant à assurer pour l'avenir la sécurité des peuples.

Ne se trouvera-t-il pas un syndicat, une fédération, celle des Métaux, F.O. par exemple, ou, pour zever toute hypothèque, celle de l'Education nationale (autonome) pour accrocher le grelot sur cette question et permettre ainsi le démarrage d'une action ouvrant des horizons nouveaux et ralliant sur une idée force éminemment unitaire les énergies actuellement dispersées ?

Comme vous je souhaiterais qu'un débat s'ouvre sur ces problèmes et provoque des prises de positions conformes à une solution rapide et efficace de l'état d'incertitude dans lequel nous patageons depuis trop longtemps.

#### N. FAUCIER.

Voici le texte des principales dispositions du projet présenté par Litvinoff, au nom du gouvernement russe, à la conférence du désarmement, convoquée en 1932 par la S.D.N.

« 1. Le licenciement de tous les effectifs armés de terre, de mer et des airs et leur interdiction sous quelque forme que ce soit ;

« 2. La destruction de toutes les armes, munitions, de tous les moyens de combat chimiques, de tous les autres moyens d'armement et des engins de destruction, soit dans les unités, soit dans les magasins généraux ou militaires ;

« 3. La démolition complète de tous navires de guerre et aéronaves militaires ;

« 4. La cessation de l'appel des citoyens pour l'instruction militaire, soit dans les armées, soit dans les organisations civiles ;

« 5. Législation pour l'abolition du service militaire obligatoire, volontaire ou par recrutement ;

« 6. Législation interdisant l'appel des réserves instruites ;

« 7. Le démantèlement des forteresses et la destruction des bases navales et aériennes ;

« 8. La démolition des usines de guerre spéciales et de l'outillage de production militaire, dans les usines de l'industrie générale ;

« 9. La suppression d'allocation de dépense pour les buts de guerre dans les budgets de l'Etat ou les institutions publiques ;

« 10. L'abolition des ministères de la guerre, de la marine et de l'aviation militaire, la suppression des états-majors, des directions, établissements et institutions militaires de toutes sortes ;

« 11. L'interdiction par voie législative de toute espèce de propagande et d'instruction militaire de la jeunesse par les organisations de l'Etat et les sociétés publiques ;

« 12. L'interdiction législative des brevets d'invention pour toutes sortes d'armements et de moyens de destruction, ceci afin d'empêcher que ce genre d'invention soit stimulé ;

« 13. La promulgation des lois selon lesquelles la violation des clauses sus-mentionnées serait considérée comme un crime grave envers l'Etat ;

« 14. La suppression ou la modification appropriée de tous les actes gouvernementaux ou intergouvernementaux qui contrediraient les propositions précitées. »

Afin d'assurer l'application de ces dispositions, une commission internationale permanente de contrôle sera instituée et composée, en nombre égal, de représentants des corps législatifs et des organisations syndicales et autres organisations ouvrières de tous les Etats participants à la présente convention.

Il est proposé que les travailleurs mis en chômage par l'application de ces mesures soient indemnisés au moyen des crédits militaires ainsi libérés, en attendant la reprise de leur activité dans des industries de paix.

Faucier a bien fait de nous écrire. Il donne l'exemple. D'autres camarades à leur tour doivent apporter leur contribution à la discussion.

Une ou deux remarques à Faucier.

Le désarmement est un bon objectif. Mais la difficulté essentielle est le contrôle. Difficulté de taille. La résout-on en posant : « contrôle ouvrier réciproque ? » Où est la classe ouvrière capable d'assurer un tel contrôle ? C'est imaginer une classe ouvrière ayant la conscience de son unité internationale. On

en est loin : chacun sait que dans toutes les organisations internationales ou européennes les délégués ouvriers font passer leurs intérêts nationaux, — ou ce qu'ils imaginent être leurs intérêts nationaux, — avant la solidarité internationale.

Faucier propose l'unité d'action sur le plan international entre les organisations rivales F.S.M. et C.I.S.L. Cette dernière peut, — à juste titre, — objecter que la F.S.M. est dans l'étroite dépendance du pouvoir russe et qu'elle n'a donc pas le minimum d'indépendance qui justifie le caractère syndical d'une organisation. La F.S.M. peut rétorquer qu'elle n'a jamais vu la C.I.S.L., aussi indépendante soit-elle selon ses dires, mener une action contraire aux intérêts de la politique atlantique.

L'idée de Faucier est donc généreuse. Mais elle a bien des chances d'être utopique.

Revenons en France. Quelles sont, dans ce pays, les organisations syndicales capables d'agir dans le sens indiqué par Faucier ? Notre camarade faisant partie du Livre se fait des illusions sur la fédération de l'Education nationale autonome. Celle-ci vient de refuser d'envoyer un simple observateur au congrès du Secrétariat Professionnel International de l'Enseignement sous le seul prétexte que celui-ci travaille en liaison avec la fédération de l'Enseignement n'ait pas une conception de l'autonomie aussi immobiliste que M. Marie de la politique générale. Mais on admettra que ce n'est pas avec un tel esprit d'initiative que les projets de Faucier se réaliseront.

Et pourtant Faucier avait raison de penser à l'Enseignement autonome qui est encore le mieux placé et le mieux disposé pour un tel effort !

Alors, ne reste-t-il plus « qu'à pleurer » ? Evidemment non. Même si c'est difficile il faut refaire Zimmerwald, c'est-à-dire travailler à refaire une conscience de classe, une conscience internationale à la classe ouvrière. La R.P. veut aider à cette renaissance. Elle ne la conçoit pas comme un savant balancement entre des blocs dont les torts réciproques seraient, pour la satisfaction de l'esprit, rigoureusement symétriques. Elle préfère une recherche laborieuse, difficile, hésitante même, de la vérité. Parce que nous savons celle-ci complexe.

Nous ne nous contentons pas d'accepter la critique, nous la sollicitons. Car il faut pourchasser même en chacun de nous l'illusion. Le vrai courage reste toujours de voir la réalité telle qu'elle est.

Aidons-nous à ne pas nous payer de mots.

G. W.

**Rectification** A la suite de la publication d'un article sur les « journées d'étude des Amis de la Liberté » par R. Hagnauer, nous avons reçu de A. Vassart une lettre dont nous extrayons le passage suivant :

« 1) Je n'ai jamais été maire d'Alfortville ;

2) Je n'ai pas été maire pendant l'occupation.

J'ai bien été maire de 1935 à 1939, mais de Maisons-Alfort. Suspendu en octobre 39, je n'ai repris contact avec l'activité municipale que pendant la courte période de la libération de Paris. Du 20 août 1944 au début de septembre, j'ai été une sorte de conseiller technique à la mairie du VI<sup>e</sup>, mandaté par les amis de Libé-Nord dont H. Vergnolle était le responsable ».

#### PROPHETIE

Par l'application de plus en plus étendue de la science de l'armement, une domination universelle deviendra possible, et cette domination sera assurée en la main de ceux qui disposeront de cet armement. Le perfectionnement des armes, en effet, mène à l'inverse de la démocratie ; il tend à fortifier, non la foule, mais le pouvoir, puisque les armes scientifiques peuvent servir aux gouvernements, non aux peuples.

Ernest RENAN.

# L'ANGLETERRE ET LA FRANCE EN AFRIQUE

## KENYA

### La chasse à l'homme

Il ne se passe guère de jours sans que l'on puisse lire dans les journaux, du moins dans ceux qui consentent à donner quelques nouvelles autres que des nouvelles de ministres ou d'assassins, des dépêches du genre de celles-ci :

*Un fort groupe de soldats et de policiers a surpris une troupe de Mau Mau dans une clairière et en a tué 13. Les Mau Mau étaient en train de manger quand on les a tués. (United Press, 11 juin).*

*Des policiers européens et africains ont tué 4 Mau Mau dans un marécage infesté d'hippopotames où ils avaient cherché refuge. (Associated Press, 12 juin).*

Autrement dit, au Kenya, la chasse à l'homme est ouverte. Les anciens lecteurs de la R.P. se rappellent peut-être cette photo vendue dans les rues de Sydney que nous avions reproduite, et montrant un Européen tirant un indigène réfugié dans un arbre à la manière dont on chasse les bêtes fauves. C'est ainsi que les Anglais ont massacré la totalité de la population indigène de la Tasmanie et une proportion considérable de celle de l'Australie. A un siècle de distance ils sont en train de renouveler en Afrique l'extermination à laquelle ils se sont livrés en Océanie.

Si l'on croit que nous exagérons, qu'on lise ce qu'un reporter bourgeois, Joseph Kessel, envoyé au Kenya par *France-soir*, écrit à son journal (*France-soir* du 25 juin) :

*En revenant à Nairobi, je trouvais les gens portés à l'optimisme. C'est que l'on tuait chaque jour plus de Mau-Mau ou supposés tels (1).*

*Chaque matin, le journal de Nairobi publiait des chiffres. A Fort Hall, une patrouille du Kenya Regiment avait abattu cinq « terroristes ». Dans la région de Nyeri, une bande de cent insurgés, dépitée par les King's African Rifles, avait perdu quarante hommes. La police avait surpris une réunion où l'on prêtait le serment mau-mau et trois des officiants avaient été tués. Dans les Aberdares, deux éclaireurs à cheval, menés par un joueur de polo fameux, avaient réussi à exterminer tout un groupe qui se cachait dans la forêt.*

*C'était là le tableau de chasse officiel. Mais il y en avait d'autres dont ne parlaient jamais ni la radio ni la presse.*

*Il y avait les prisonniers « tentant de s'échapper » abattus un peu partout par les askaris des tribus hostiles aux Kikuyus.*

*Il y avait les commandos spontanés des colons qui, sans mandat, tuaient tout ce qu'ils trouvaient la nuit sur leur passage (1).*

*Il y avait les chasseurs solitaires, tireurs d'élite qui partaient en expédition armés d'une carabine et d'une mitrailleuse et qui comptaient soigneusement le nombre de leurs trophées. Certains se vantaient de plusieurs dizaines (1).*

### Tous les noirs de cœur avec les Mau-Mau

Et du même auteur, Kessel, dans le même numéro du même journal, cette révélation que, loin d'être une petite secte isolée, inconnue ou haïe des autres noirs, les Mau-Mau sont devenus pour les peuples de tout le Centre-Afrique, les porte-drapeaux et les héros de la libération de la race nègre :

(1) C'est nous qui soulignons.

*La zone troublée du Kenya est si étroite qu'on peut en faire le tour en voiture au cours d'une demi-journée. Et si bien délimitée que, à une lieue de sa périphérie, règne la sécurité la plus parfaite. Pourtant, elle est devenue, aux yeux du monde, le Kenya tout entier.*

*Ainsi travaille ce point d'infection, cet abcès chronique.*

*Or, des millions d'hommes noirs en surveillent le développement. Dans les palais des rois indigènes encore en exercice, sous les huttes de toute forme qui abritent cent tribus différentes, ouvertement ou en cachette, on parle des Mau-Mau. Et ce n'est pas avec terreur, dégoût, inquiétude ou soif de vengeance, comme on le fait chez les blancs du Kenya; on est loin de considérer la révolte comme un simple réveil de la barbarie ancestrale, comme une conspiration insensée, une passion de meurtriers avides. Pour une multitude d'hommes noirs — et de cent races dispersées sur d'immenses étendues — les Mau-Mau sont des Kikuyus courageux qui, las d'être exploités par les colons et les planteurs, ont préféré le combat à la servitude. On les appelle des vaillants, des justes et parfois des héros.*

## TUNISIE

### L'action contre la répression

Le Comité de Défense Sociale et d'Entraide (C. D.S.E.), nouvellement reconstitué, a organisé, le 17 juin un meeting de protestation contre la répression en Afrique du Nord. Ce meeting réunissant plusieurs centaines de personnes dans la salle des Sociétés Savantes a permis à des orateurs de la CGT-FO, de la CFTC, de la CNT et des syndicats autonomes, sous la présidence de Louzon, d'exprimer leur commune volonté de dénoncer la répression en Afrique du Nord.

L'ordre du jour adopté en fin de séance déclare justement : « En Tunisie, au Maroc, en Algérie, des milliers d'hommes sont actuellement dans les camps de concentration, sans avoir commis de délit, sans être inculpés, simplement du fait du principe : c'est le régime concentrationnaire. »

Première manifestation publique encourageante du Comité de Défense Sociale. Par la solidarité effective, la classe ouvrière doit reprendre conscience d'elle-même.

### La grande politique continue

Après plusieurs longs mois de mise en résidence surveillée, le gouvernement français a enfin libéré un certain nombre de militants responsables de l'U.G.T.T. Mais bien entendu pas tous et en cherchant à reprendre aussitôt la concession qu'il faisait à la pression de l'opinion publique internationale.

Il était difficile au gouvernement français d'empêcher les responsables de l'U.G.T.T. d'assister au congrès de la Confédération Internationale des Syndicats Libres, à Stockholm. Pourtant jusqu'à nouvel avis le visa de sortie nécessaire n'est pas encore accordé à certains délégués dont notre camarade Messadi qui doit également participer au Congrès du Secrétariat Professionnel International de l'Enseignement.

Si le bon sens était la chose aussi bien partagée qu'il fut dit, Messadi aurait aussitôt son visa. Si le gouvernement le refusait, cela signifierait qu'il ne permet pas à ses adversaires de s'exprimer pour « avoir raison » plus facilement. Mais cela ne tromperait personne, ni à la C.I.S.L. ni au S.P.I.E. Les délégués de tous les pays comprendraient que par ce refus le gouvernement français plaiderait coupable.

## Notre nuit plus profonde...

« Eisenhower était populaire précisément parce qu'il n'avait jamais rien dit sur aucun sujet », nous écrivait S. Berg, de Chicago, lors de la désignation du candidat républicain à la présidence. Les lecteurs de la R.P. n'ont donc pu être déçus par les déclarations et les actes du général devenu président : ils étaient prévenus. On avait choisi « l'homme du milieu de la route », c'est-à-dire, en fin de compte, celui qui se laisserait le plus facilement influencer par les excités les plus dangereux et les plus bruyants.

Toutefois, certains efforts pour réagir contre les excès démagogiques de la propagande de Mac Carthy, sans révéler un homme de caractère, pouvaient laisser espérer qu'il n'abandonnerait pas tout à fait le milieu de la route...

Mais quand le 20 juin nous avons lu la déclaration par laquelle Eisenhower refusait la grâce aux Rosenberg, nous avons pu mesurer l'homme.

Il est petit.

Le chef du plus puissant Etat du monde a montré qu'il était incapable de résister à l'entraînement passionnel d'une opinion publique artificiellement surexcitée. Le chef de l'exécutif d'un Etat appelé, de par sa puissance, à la direction des affaires du monde, a montré qu'il préférerait subir la pression des foules plus ou moins conscientes de son pays, plutôt que d'agir en fonction des exigences raisonnables d'une politique à l'échelle du monde.

La disproportion entre la puissance des USA et la carence de sens politique et de caractère chez leur président expose le monde à des dangers mortels.

\*\*\*

Certaines considérations ne pouvaient pas être demandées à Eisenhower sans une certaine inconscience.

Peut-on, par exemple, demander à un chef d'Etat moderne, d'être contre la peine de mort en matière politique ? Il aura tôt fait de vous répondre que partout, dans tous les Etats du monde, et sous tous les régimes existants, même sous les régimes les mieux connus comme démocratiques, même dans les nations où la législation interdit la peine de mort en matière politique, celle-ci est couramment pratiquée. Il est si facile de considérer qu'un opposant politique est un criminel.

Il est aussi évident qu'on ne pouvait demander à un Eisenhower de mettre en doute la valeur d'un arrêt rendu par la « Justice » de son pays. Nous n'avons pas l'illusion de croire qu'il existe aujourd'hui dans le monde un système judiciaire apportant toutes garanties aux inculpés. Nous vivons dans un pays, par exemple, où la justice officielle couvre tacitement le crime des voleurs d'enfants ; et quand on voit l'acharnement mis par la justice de ce pays à ne pas arrêter les assassins de Farhat Hached on peut penser que des « hauts personnages » de la République, compromis dans le crime, parviennent sans difficulté à se mettre au-dessus des lois.

Les citoyens de ce pays, indignes descendants des dreyfusistes, n'auront donc le droit de protester contre les crimes judiciaires des autres pays, *quels qu'ils soient*, que lorsqu'ils auront fait la preuve qu'ils luttent contre les affaires Dreyfus qui se multiplient chaque année chez eux.

Il est au moins aussi puéril d'avancer les raisons d'humanité, si facilement invoquées par les évêques ou les archevêques, anciens bénisseurs « d'armées du droit », et autres défenseurs du droit sacré de la propriété. Pourquoi voudrait-on qu'un président républicain des U.S.A., général de son métier, soit sensible à des raisons d'humanité qu'il peut d'ailleurs retourner, à sa façon, quand il souligne la disproportion entre la mort des Rosenberg et le nombre des morts d'un bombardement atomique. Tous ceux qui ont approuvé la mort des « criminels de guerre » — cette façon moderne et hypocrite de dire « mort aux vaincus ! » — n'ont pas le droit de rétorquer à Eisenhower que, même si les Rosenberg avaient livré des secrets, leur mort ne permettrait pas d'empêcher ces anciens secrets de n'en plus être.

\*\*

Pour juger l'acte d'Eisenhower, il faut se placer dans les conditions où il se trouvait.

Admettons donc, *contre toute vraisemblance*, que la peine de mort aux Rosenberg puisse être moralement justifiée. Admettons aussi que l'opinion publique américaine, ou tout au moins celle qui se manifeste le plus, soit encore raisonnable même quand elle hurle avec Mac Carthy. Admettons enfin que l'opinion publique américaine ait été *unanimentement* persuadée que les Rosenberg devaient mourir. Des faits très nombreux peuvent être invoqués pour contredire ces affirmations. Mais admettons-les, *contre toute vraisemblance*.

En accordant la grâce aux Rosenberg, Eisenhower créait, à l'intérieur des U.S.A., une situation tendue, il ne faut pas le nier. Mais la lutte contre les excès intérieurs du mac carthysme valait bien ce dérangement dans la paisible vie bourgeoise de la Maison Blanche dont *Colliers'* nous fait l'attendrissant tableau. Peut-être même, au lendemain de la déclaration d'Einstein, prenant nettement position contre l'inquisition Mac Carthy, était-ce le réveil du vrai courant libéral qui, seul, peut faire des U.S.A. un pôle d'attraction pour les hommes libres du monde entier.

En Europe, un immense soulagement reconfortait ces millions d'hommes inquiets qui connaissent bien la menace totalitaire communiste, qui ont l'expérience d'une ou de plusieurs guerres, et qui s'interrogent avec angoisse sur le destin du monde livré à l'antagonisme de puissances qui les dépasse et sur lesquelles, souvent, ils désespèrent d'avoir la moindre influence.

On aurait vu comme un symbole dans la juxtaposition de ces deux dates :

— 18 juin, à Berlin-Est, l'ouvrier Goettling qui s'est révolté pour son pain et pour sa liberté, est fusillé sans jugement.

— 19 juin, les Rosenberg, jugés coupables, sont graciés par le président Eisenhower.

Le dialogue des sourds, où le crime répond au crime, l'injustice à l'injustice, la bêtise à la bêtise, l'absurde à l'absurde, était symboliquement rompu. C'était comme une éclaircie dans le ciel bouché où, faute d'étoiles, des hommes ne savent plus se diriger et préfèrent, plutôt que de se tromper, plutôt que d'apporter inconsciemment leur aide à des criminels ou à des fous, se terrer et se préparer seulement à subir le pire destin.

Ce n'était pas seulement un acte d'humanité à

l'égard de deux suppliciés ayant vécu depuis trois ans déjà un drame plus extraordinaire que n'en imagine jamais Edgar Poe. Mais, parce que c'était un acte de grande politique, c'était une victoire de l'homme.

Un geste d'homme, au départ, mais qui aurait grandi son auteur.

Un geste qui aurait retenti, non seulement dans les consciences des hommes libres mais peut-être jusque dans ce qui reste de conscience chez les policiers et les hommes d'Etat.

Rien, des inextricables problèmes de notre temps, n'aurait été résolu. Mais ce qu'il faut de chaleur à l'homme pour qu'il devienne fraternel aurait été ressenti par quelques-uns de ces robots rongés du démon de puissance. Surtout le coup de fouet de l'espérance aurait fait repartir d'un pas plus ferme ces hommes obscurs et dispersés qui ne se reconnaissent dans aucun des blocs antagonistes mais qui forment la communauté de l'avenir et qui aspirent à la révolution de demain.

\* \*

Mais rien de tout cela ne s'est produit. Eisenhower a été le bouchon sur les vagues furieuses gonflées par les amis de Mac Carthy. Peut-être

son geste n'est-il que celui d'un politicien de sous-préfecture ? Mais Washington n'est pas Romorantin. Peut-être sa décision est-elle naturelle chez un militaire ; discipline d'abord ! Mais la communauté des hommes n'est pas une armée.

Parce que la vie des Rosenberg avait pris une valeur symbolique, leur supplice aura des conséquences profondes. Eisenhower, en ne le comprenant pas, a montré que son intelligence politique était limitée.

Nombreux sont les hommes libres, qui déjà ne se considéraient pas comme liés au sort des soi-disant démocraties occidentales. Ils sauront encore mieux, maintenant, qu'on ne défendrait pas plus la liberté dans ce camp-là que dans l'autre. Tuer une illusion aussi malsaine est le seul profit, si l'on ose dire, du geste d'Eisenhower.

Mais il faut aussi penser à ceux qui en ont tiré une raison de plus pour s'enfermer dans le plus tragique désespoir plutôt que de trouver dans l'action de résistance la voie qui les aurait sauvés.

Par toutes les possibilités d'espoir qu'il a tuées, Eisenhower sera peut-être haï. Il mérite sûrement notre mépris.

G. WALUSINSKI.

## Quelques réactions syndicales

### CHEZ LES AUTONOMES DE L'ENSEIGNEMENT

La Commission administrative fédérale a, le 22 juin, voté (par 19 voix pour, 6 abstentions) une protestation :

« La Commission administrative de la Fédération de l'Education nationale, réunie le 22 juin,

Rappelle l'hostilité qu'elle a toujours manifestée contre toutes les formes de « chasse aux sorcières » ;

Affirme son inquiétude devant les menaces qui se précipitent partout dans le monde contre la liberté de pensée.

Profondément émue par l'annonce de l'exécution des Rosenberg, regrette :

— le refus d'un sursis ou d'une grâce qui aurait permis de ne pas appliquer un verdict jugé par l'opinion mondiale extraordinairement sévère alors que la culpabilité même des accusés semblait loin d'être prouvée et que, jusqu'au bout, ces accusés ont proclamé leur innocence ;

— une exécution qui marque dans le monde un recul de l'esprit de tolérance et d'humanité.

Elle tient à apporter le témoignage de la protestation des enseignants français contre une mesure qui marque le mépris dans lequel tombent les libertés individuelles lorsque la raison d'Etat est imposée aux peuples. »

### LE FANATISME MET LA JUSTICE ET LA LIBERTE EN PERIL

Le Bureau de l'Union Départementale Force Ouvrière de la Loire constatant que l'hystérie fanatique qui gagne du terrain dans le monde menace les libertés essentielles pour lesquelles les syndicalistes libres luttent, se fait l'interprète des sentiments des travailleurs pour demander

*Que les Rosenberg ne soient pas exécutés.*

Estimant qu'en temps de paix un délit d'espionnage ne doit pas être puni par la peine de mort, surtout quand les condamnés agonisent depuis plus de deux ans en attendant l'exécution maintes fois annoncée, et alors que des éléments nouveaux font peser les doutes les plus graves sur les conditions dans lesquelles la sentence a été rendue contre des accusés qui n'ont cessé de crier leur innocence.

Il espère que devant le sursaut de la conscience universelle, l'irréparable ne sera pas réalisé, que l'exécution sera différée et le procès révisé.

Il rappelle toutefois aux travailleurs qu'aucune lutte pour le respect de la justice et des principes humanitaires ne peut être valablement menée avec ceux qui protestent contre la répression qui atteint

les leurs, mais qui se font les complices d'un régime de camp de concentration où croupissent des millions de travailleurs et qui ont applaudi frénétiquement à l'inqualifiable procès de Prague et aux pendaisons qui en ont découlé.

*Que les enfants Finaly soient rendus.*

Respectueux de la liberté d'opinion et de la libre détermination de chaque personne humaine, le bureau de l'U.D.C.G.T.F.O. croit de son devoir de dénoncer vigoureusement les réminiscences d'un cléricalisme moyenâgeux que constitue le rapt des enfants Finaly ;

Demande à ce que les auteurs et complices de l'enlèvement et de la séquestration soient poursuivis et sanctionnés et que les enfants soient rendus à leur famille.

Il indique que là aussi les syndicalistes libres de Force Ouvrière ne sauraient s'associer dans leur protestation à ceux qui acceptent que dans d'autres pays des enfants soient enlevés à leur famille pour être indoctrinés et qui justifient l'enlèvement de plus de 13.000 enfants grecs qui sont séquestrés depuis plus de six ans dans les pays dits de « démocratie populaire ».

Le bureau de l'U.D. F.O. tient à préciser que ce dernier paragraphe ne vise nullement les organisateurs du « Comité de défense Finaly », qu'il ne saurait taxer d'être complices de tels agissements, mais uniquement les dirigeants des organisations staliniennes ou para qui par opportunisme croieraient utile de se joindre à la protestation qui s'amplifie. Car la liberté est indivisible et elle ne saurait valablement être défendue avec ses bourreaux.

### EXTRAIT DE « FORCE OUVRIERE » DU 25 JUIN :

Avant que ne fut connu le rejet définitif de la grâce par le président Eisenhower, le Bureau confédéral avait fait parvenir à l'Ambassade des Etats-Unis, à Paris, le télégramme suivant :

« La Confédération Force Ouvrière ne peut ni ne veut prendre parti dans le procès des Rosenberg dont elle ignore les réalités.

Cependant le Bureau confédéral déclare que les souffrances morales des condamnés sont déjà un châtement très douloureux s'ils sont coupables, elles seraient monstrueuses dans le cas où leur innocence serait reconnue.

En conséquence, le Bureau confédéral espère que le Président des Etats-Unis fera œuvre de commiseration ou de justice en préservant la vie des époux Rosenberg. »

# Notes d'Economie et de Politique

## A QUAND VOTRE TOUR, MONSIEUR BAO DAI ?

Le roi du Cambodge qui, pour complaire aux Français, avait dû, il y a quelques mois, licencier sine die son Parlement parce qu'il comprenait une majorité de députés nationaux voulant l'indépendance de leur pays, a dû finalement s'incliner devant la vigueur du sentiment national chez son peuple : il a rompu avec la France, allant d'abord au Siam, puis s'établissant à Battambang, dans l'ouest du pays, là où il n'y a pas de troupes françaises, et y menaçant de prendre la tête du soulèvement armé contre la France, si l'on n'accorde pas au Cambodge le même régime que celui que l'Angleterre a donné à l'Inde.

Eh bien ! M. l'empereur Bao Dai, souverain du Viet-Nam, quand comptez-vous suivre cet exemple ?

Car c'est la seule chance qui vous reste, si, du moins, vous ne voulez pas être condamné au même sort que celui de Maximilien.

Maximilien, vous savez, cet autre « empereur » que Napoléon III établit de force sur le trône du Mexique, afin de mettre le Mexique sous la dépendance de la France, tout comme vous avez été établi de force sur le trône d'Annam pour maintenir le Viet-Nam dans la dépendance de la France. Cet empereur qu'une armée française, sous les ordres du tristement célèbre Bazaine, vint « épauler », comme vous « épaulent » actuellement les troupes françaises, en conduisant une guerre impitoyable contre les Mexicains insurgés, comme elles conduisent aujourd'hui une guerre non moins impitoyable contre « votre » peuple, lui aussi insurgé.

Et vous vous rappelez également la suite.

Un beau jour, fatiguée, épuisée par cette lutte interminable contre tout un peuple, l'armée française reçut l'ordre de réembarquer et l'« empereur » Maximilien, réduit alors aux seules forces des quelques traités qui l'entouraient, dut presque instantanément capituler, et fut passé par les armes par les forces nationales victorieuses.

Vous ne devez plus douter aujourd'hui qu'un sort pareil vous attend, à moins que vous ne procédiez à un rétablissement rapide. Les Français en ont maintenant marre de la guerre d'Indochine, tout comme ils en eurent marre, il y a 80 ans, de la guerre du Mexique et, un jour, ils vous abandonneront comme ils ont abandonné Maximilien. Les 300 voix qu'a trouvées Mendès-France à la Chambre française suffisent à vous enlever tout doute à cet égard. Si vous ne voulez pas subir le sort de Maximilien, il ne vous reste qu'un parti à prendre, celui dont votre collègue du Cambodge vient de vous donner l'exemple — avant qu'il ne soit trop tard.

## FRONT UNI DES BOURGEOIS

« Conférence alliée pour le maintien de l'ordre à Berlin », annonçait en gros caractères *France-Soir* du 21 juin.

Et c'est cela en effet le maintien de l'ordre, qui fut manifestement la préoccupation dominante des bourgeoisies occidentales durant les tragiques journées de Berlin. Qu'importe que ce soit les Russes, les rivaux russes, qui rétablissent l'ordre, avec leurs tanks et leurs fusillades, pour-

vu que le lion déchaîné, le peuple aux bras nus, le glorieux peuple allemand du 9 novembre 18, des journées de Berlin de 19 et de tant d'autres, soit à nouveau réenchaîné et muselé.

Le correspondant du *Monde* à Londres le reconnaissait sans ambages lorsqu'il câblait à son journal, le 18 juin :

*Bon nombre d'Anglais (c'est-à-dire évidemment les sphères officielles britanniques) se souviennent que sous le régime hitlérien, les Berlinoises n'ont jamais déployé le dixième de l'audace dont ils viennent de faire preuve. Si donc les événements d'hier constituent un désaveu éclatant pour la propagande soviétique, certains estiment à Londres que les Occidentaux pourraient eux aussi y trouver un rappel salutaire et peut-être un avertissement.*

Dans la manière amphigourique et jésuitique habituelle aux organes de la bourgeoisie « intellectuelle », on ne saurait être plus net : les événements de Berlin doivent nous avertir et nous rappeler que l'ennemi numéro un, c'est le prolétariat. Le concurrent soviétique n'est que l'ennemi numéro deux.

Et c'est pourquoi aussi, si les journaux français ne purent évidemment pas, au moins le premier jour, ne pas annoncer en gros caractères la révolte de Berlin, ils s'empressèrent, les jours suivants, d'étouffer le plus possible tout ce qui suivit, aussi bien l'extension de la révolte à la province que les exécutions des révoltés.

Un exemple : alors que le *Journal du dimanche* du 21 juin titre sur plusieurs colonnes le récit de l'inhumation des Rosenberg ou les nouvelles concernant la crise ministérielle française, c'est en tous petits caractères, avec un tout petit titre, qu'il publie une dépêche de l'*United Press* annonçant des choses aussi peu importantes que la révolte de 100.000 ouvriers des mines d'uranium allemandes, la destruction par les émeutiers de 65 installations minières, la mort dans cette région de 25 ouvriers tués au combat, l'exécution par les Russes, à Leipzig, de trois ouvriers, le lynchage d'un chef des services de sécurité, etc !...

Ainsi la preuve est faite. Rien n'est changé depuis 1871 et depuis 1918. Le front unique de la bourgeoisie demeure intact, que celle-ci soit capitaliste ou bureaucratique. On est toujours prêt à s'allier avec l'Etat ennemi d'hier, ou avec l'Etat ennemi de demain, pour mâter le prolétariat. En 71, Bismarck faisait cerner par ses troupes tout l'est de Paris pour compléter le blocus effectué à l'ouest par les troupes de Versailles, afin que soit affamé le Paris de la Commune; semblablement, en 18 et en 19, Foch fournit aux généraux allemands qu'il venait de battre et que l'armistice obligeait au désarmement, autant de mitrailleuses et de minenwerfer qu'il leur en fallait pour écraser les spartakistes. Nul doute qu'aujourd'hui il en serait de même. Si les tanks russes n'avaient point suffi, on aurait vu à leurs côtés les tanks anglais et les tanks américains « rétablir l'ordre » à Berlin. Au-dessus de leurs divergences, tous ceux qui vivent de la plus-value, de quelque manière qu'ils se la procurent, capitalistement ou bureaucratiquement, font front commun contre les producteurs de plus-value si ceux-ci menacent de la garder pour eux.

## FRONT UNI DES BOURGEOIS (Suite)

Simultanément avec la révolte de Berlin, se produisait dans un autre continent un événement d'une toute autre nature qui, bien que sur un autre plan, fut l'occasion, lui aussi, d'une immense manifestation de solidarité bourgeoise.

Toute la bourgeoisie européenne, depuis le Pape et l'archevêque de Paris jusqu'au Président de la République française, en passant par les Mauriac, les Herriot et les Paul-Boncour, réclamait la grâce des époux Rosenberg, condamnés à mort pour espionnage.

Pourquoi tous ces messieurs demandaient-ils cette grâce ? Parce que les Rosenberg n'avaient pas espionné ? Aucunement ! Personne d'entre eux n'osa affirmer leur innocence. Parce que les Rosenberg avaient été condamnés illégalement ? Pas davantage ! Le procès des Rosenberg s'est déroulé selon toutes les règles de la justice américaine, qui est, de toutes les justices, celle qui donne le plus de garanties à l'accusé, avec l'obligation qu'elle fait au jury de rendre son verdict à l'unanimité, et la multitude de recours qu'elle offre au condamné après le verdict.

Non ! La raison pour laquelle tous ces messieurs intervenaient, c'était uniquement une raison d'« humanité » !

Ils agissaient par « humanité », le Pape qui n'a jamais dit un mot contre les exécutions auxquelles se livre depuis quinze ans et continue à se livrer son enfant bien-aimé Franco, qui n'aurait pourtant jamais touché à un cheveu d'Espagnol si son Saint-Père avait, par « humanité », fait auprès de lui seulement le quart de l'intervention qu'il fit pour les Rosenberg.

Il agissait par « humanité », Auriol qui, malgré son droit de grâce, laisse exécuter presque chaque mois, en Afrique du Nord, de pauvres diables coupables seulement d'avoir combattu pour l'indépendance de leur peuple. Aujourd'hui même, il y a en Algérie deux hommes qui ont été condamnés à mort pour crime politique et qui attendent, jusqu'à présent en vain, la clémence de l'« humanitaire » président de l'Union Française.

Ils agissent par « humanité », tous ces hommes d'Etat français, radicaux ou cléricaux, qui ont assisté impassibles et sans mot dire, à la tuerie des 40.000 Algériens du Constantinois, à celle des 80.000 Malgaches, aux tortures infligées aux Vietnamiens prisonniers, aux « repréailles » de Dalat, aux milliers de tués de Casablanca, et qui continuent à assister impassibles et sans mot dire, aux tortures de l'eau et du courant électrique infligées quotidiennement dans les postes de gendarmerie et de police d'Afrique du Nord et je ne parle que pour mémoire des camps de concentration et des « refoulements » qui condamnent à une mort plus terrible que celle par la chaise électrique : la mort par la misère et la faim.

Non ! Taisez-vous, messieurs les « humanitaires » ! Si vous avez agi ce n'est que par solidarité de classe. Ce fut pour rappeler à Eisenhower les « règles du jeu ». Qu'ils fussent coupables ou non, les Rosenberg ne devaient pas être exécutés, parce que s'ils étaient coupables ce n'étaient que des espions, et qu'il est de règle dans les nations « civilisées » que les espions ne doivent pas être condamnés à mort.

Les espions ne doivent pas être condamnés à mort, parce que ce sont des bourgeois qui font un travail de bourgeois, et qu'ils travaillent pour un Etat, pour un Etat bourgeois.

Aucun rapport entre celui qui se rebelle contre l'ordre établi, entre le révolutionnaire qui

veut renverser un Etat et celui qui travaille simplement contre un Etat en faveur d'un autre Etat. Aussi, sommes-nous impitoyables pour l'un et pleins de pitié pour l'autre. Où irions-nous, si nos espions à nous risquaient la mort ? C'est pourquoi nous courons au secours de tous les espions, par « humanité », même si ce n'est pas pour nous qu'ils ont travaillé.

Que la Russie, avec sa brutalité de parvenue, transgresse cette vieille règle du savoir-vivre entre Etats, passe encore ! Nous commençons à y être habitués, mais l'Amérique ! L'Amérique se doit de ne pas enfreindre la règle non écrite de la solidarité des Etats. Dépassant de beaucoup les griefs que peut avoir l'Amérique à l'égard de la Russie, bien au delà des divergences qui séparent la bourgeoisie bureaucratique de la bourgeoisie capitaliste, il y a la solidarité des Etats bourgeois, et celle-ci ne doit jamais être oubliée. C'est pour le rappeler à Eisenhower que toute la racaille des « gens comme il faut » est intervenue auprès de lui.

Leur « humanité » déborde les frontières de leurs Etats, mais elle n'excède pas les limites de leur classe.

C'est d'ailleurs ce que le prolétariat a, de son côté, parfaitement senti, instinctivement. Malgré toutes les capacités de mobilisation que possède l'appareil russe en France, il n'y a eu, en faveur des Rosenberg, aucune manifestation comparable à celles qui se produisirent pour Ferrer, ou pour Sacco et Vanzetti. L'explosion « d'humanité » est restée confinée à la bourgeoisie.

## A QUOI SERT LA PRODUCTIVITE ?

Bien mieux que les statistiques d'ensemble qui, même lorsqu'elles sont exactes, ont le défaut d'additionner toujours des choses aussi dissemblables que des carottes et des pommes de terre, des détails, suffisamment isolés pour présenter presque les caractéristiques d'une expérience de laboratoire, renseignent sur des phénomènes d'ordre général.

Prenez par exemple ceci :

Depuis l'histoire du « Père de Foucauld » et tout le tapage fait autour d'elle par l'Eglise, tout le monde connaît le Hoggar, ce massif montagneux planté en plein cœur du Sahara.

Eh bien ! jusqu'en 1939, il y avait à Tamanrasset, « capitale », si l'on peut dire, du Hoggar, tout juste un capitaine chargé de l'administration et de la surveillance de toute la région.

Aujourd'hui, le pays n'a pas changé, il est aussi désolé, aussi peu peuplé et aussi tranquille qu'alors. Son administration et sa police n'exigent pas un effort, pas une minute de travail, de plus. Et pourtant, ce n'est pas un capitaine que l'on trouve maintenant à Tamanrasset, mais six capitaines ! Six capitaines résidant là continuellement, à poste fixe, n'ayant rien de plus à faire que l'unique capitaine d'avant 39.

Comprenez-vous maintenant pourquoi la France a présentement un budget militaire énorme... pour ne pas avoir d'armée ?

Comprenez-vous maintenant, travailleurs des villes et de la campagne, pourquoi l'on vous presse tellement d'accroître votre « productivité » ? — Il vous faut désormais entretenir six capitaines au lieu d'un, six improductifs au lieu d'un seul. Si donc vous ne sextuplez point votre productivité, si vous ne vous tuez pas pour produire en une heure ce que vous produisiez naguère en six, comment voulez-vous que « la France » s'en tire ?

R. LOUZON.

# Le sabotage d'une fonderie-pilote

Bien souvent déjà furent dénoncés les ententes patronales et leurs sombres conséquences. Nous connaissons en particulier les mesures protectionnistes prises par tels et tels groupements patronaux pour sauver envers et contre tout les petites et moyennes entreprises marginales et assurer leur survie. Le dirigisme des prix, que ce soit sur les produits industriels, que ce soit sur les produits agricoles et viticoles, a toujours été savamment pratiqué « en partant de l'entreprise ou de l'exploitation produisant dans les conditions les plus défavorables ».

On en sait long aussi sur les subventions protectionnistes. Passons...

L'étranglement, par le syndicat national des Fondateurs de France, de la S.O.F.A.L. d'Arandon n'est qu'une illustration récente de ce triste jeu.

## L'usine d'Arandon, fonderie-pilote d'aluminium en France

On connaît la place de plus en plus importante prise par le travail et l'emploi de l'aluminium et des alliages légers dans l'industrie des métaux. De plus, on se souvient de la mise au point, pendant l'occupation, des plans d'une voiture populaire par l'Aluminium Français et l'ingénieur Grégoire. Cette voiture originale était dotée d'un châssis en alliages légers moulés. A la libération du pays, le Ministère de la Production industrielle incorpora cette nouveauté dans le plan de réorganisation de notre industrie automobile.

Enfin on se souvient encore de l'immensité des besoins généraux durant les années d'après guerre.

Telles sont les trois raisons qui amenèrent la création à Arandon, à 60 km. de Chambéry — c'est-à-dire à proximité des usines productrices de l'aluminium, — de cette Société de Fonderie d'Aluminium et d'Alliages Légers. La S.O.F.A.L. voulait être sur le plan de la fonderie le pendant de la S.C.A.L. d'Issoire (laminage).

## Les inquiétudes des fondeurs de France

La Revue de l'Aluminium publiait en 1949 un supplément exclusivement consacré à l'usine d'Arandon, sous le titre : « La S.O.F.A.L. a créé à Arandon une usine de classe internationale ». Il n'y a d'ailleurs rien d'exagéré en cette affirmation, on le verra.

Or, dès les premières lignes du texte sur l'histoire de cette création, certains détails ne peuvent manquer d'attirer notre attention ; ils nous font présumer les causes de la crise sérieuse qui affecte cette entreprise depuis une année déjà. Citons les in-extenso :

« Les équipements des Fondeurs ne pouvant satisfaire le programme envisagé surtout pour la réalisation des grands moulages, il fut décidé au début de 1945 et à l'instigation du Ministère de la Production industrielle (D.I.M.E.) d'établir une nouvelle fonderie d'alliages légers capable de produire des pièces de grandes dimensions et de grande série. La section « métaux légers » du Syndicat général des Fondeurs de France ayant redouté que cette création ne constitue une concurrence aux fondeurs traditionnels (1), la D.I.M.E. s'orienta vers une formule nouvelle de société, dans laquelle la petite et moyenne industrie, représentées par tous les fondeurs d'aluminium, seraient majoritaires (1), la grosse industrie, en la personne

des producteurs d'aluminium, minoritaire, l'Etat accordant son concours en vertu de la loi du 23 mars 1941 relative au financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays.

Sur cette base, l'investissement au départ fut évalué à 105 millions, l'apport des fondeurs étant de 15 millions, celui de l'Aluminium Français de 10 millions, l'Etat garantissant un emprunt de 80 millions. »

Tous ces chiffres devaient être amplement dépassés, par la suite, en raison des hausses successives et des dépréciations monétaires, cela surtout en ce qui concerne l'emprunt garanti par l'Etat.

La même publication donnait les précisions suivantes sur « l'équipe » de démarrage : « La S.O.F.A.L. fut instituée au début de 1946. M. Pierre Ricard (alors directeur général de la Société Générale de Fonderie, délégué du syndicat national des Fondeurs de France et vice-président du C.N.P.F.), voulut bien en accepter la présidence et la direction générale... » M. Ricard fut assisté dans sa tâche par un conseil d'administration composé de huit fondeurs d'aluminium, dont la S.I.F.A. de Courbevoie (président-directeur général, M. Laffly qui devait par la suite prendre la succession de M. Ricard à la tête de la S.O.F.A.L.). A ces huit membres s'ajoutaient trois représentants des producteurs de métal et deux commissaires du gouvernement nommés auprès du Conseil pour contrôler l'utilisation des emprunts garantis par l'Etat : MM. Aveline et Imbert.

Tous ces détails démontrent les précautions prises par la « fonderie traditionnelle » à la création de cet instrument de production progressiste que devait constituer l'usine d'Arandon.

## Un matériel de classe

Une mission part en Amérique en novembre 1945 pour acquérir le matériel nécessaire à l'équipement de l'entreprise. Après diverses recherches, la mission trouve près de Détroit une fonderie du Ford Lincoln Plant qui avait fabriqué, pendant deux ans, des pièces pour moteurs de chars. La presque totalité de son matériel est acquise à l'Administration des surplus. Cela grâce à un crédit de 600.000 dollars, obtenu par M. Ricard de la Commission du Plan et des Finances.

En octobre 1946, 120 wagons amènent le matériel à Arandon. Signalons, en passant, qu'une grosse machine à mouler fut engloutie avec le liberty ship « Océan » qui sauta devant Brest, à cette époque. Début 1949, l'usine est en plein fonctionnement et M. R. Lacoste alors ministre de la Production Industrielle vient l'inaugurer le 28 mai.

Dans des installations parfaitement modernes, parfaitement rationnelles, tout ce matériel américain, complété par du matériel acquis en France, fut mis en place. Initialement, l'usine couvrait une surface de 9.940 mètres carrés. Aujourd'hui, cette surface est augmentée de nouvelles installations, entre autres : un nouveau hall de fusion. La fonderie, d'un seul tenant, est longue de 370 mètres.

La Revue de l'Aluminium, dans son supplément de juillet-août 1949, a fourni en détail l'inventaire de tout ce matériel et de tout cet équipement. Sans vouloir fatiguer le profane de détails techniques, signalons simplement les pièces maîtresses :

La Fusion : Dix fours Fischer et Stromann donnent une capacité de fusion de 2.000 kg de métal à l'heure.

(1) C'est nous qui soulignons.



**Les machines à mouler :** Un premier groupe comprend une machine à projection de sable Speedslinger qui alimente deux démouleuses Champion et une Jonhson. Le deuxième groupe (Speedslinger, deux Champion et une Jonhson) est disposé symétriquement pour effectuer des travaux combinés. Deux machines à mouler à secousses Hermann prennent des châssis de 2 m. 40 sur 1 m. 50. Deux machines à mouler Davenport prennent des châssis de 3 m. x 1 m. 80 x 1 m. 10.

Deux machines à mouler Osborn 51 E 9 prennent des châssis de 3 m. 63 sur 2 m. 13 et 0 m. 91 de hauteur.

Ces machines qui donnent une idée du moulage mécanique pouvant être réalisées sont complétées par quatre petites Bonvillain.

Toutes les machines sont alimentées en sable par des tapis en caoutchouc disposés sous des trémies de 10 m<sup>3</sup>, elles-mêmes chargées en continu par des courroies transporteuses venant de la sablerie.

Matériel également remarquable pour les trois opérations suivantes : **noyautage, sablerie et ébarbage**, ainsi que pour les **services annexes** (atelier d'entretien, modelage et laboratoire).

## La « crise »

Jusqu'à la fin de 1952, cette entreprise a tourné à peu près, bien que ses possibilités et sa capacité de production n'aient jamais été utilisées à plein. Il semble cependant qu'il ne pouvait guère être fait mieux en raison d'une mise en route indispensable. Notons en particulier que cette installation en pleine campagne avait nécessité un lent recrutement de main-d'œuvre qualifiée venue des quatre coins de France.

La première fois que je fus appelé par le syndicat C.G.T.-F.O. des Métaux d'Arandon, j'eus la possibilité de visiter cette usine, en octobre 1952. Etant mouleur de profession et ayant eu l'occasion de visiter ou de travailler dans plusieurs petites ou moyennes fonderies tant en France qu'en Allemagne, je fus émerveillé par l'équipement de la S.O.F.A.L., surtout en comparant avec la plupart des fonderies de notre région où la mécanisation est à peu près complètement inexistante.

Quelle ne fut pas ma surprise deux mois après d'être rappelé par ce syndicat pour une intervention en raison de licenciements et de chômage. En effet, le 10 décembre 1952, M. Laffly annonçait 57 licenciements et l'horaire ramené à 34 heures par semaine. Depuis, de nombreux travailleurs ont quitté librement l'usine, ce qui lui laissait, il y a quelques semaines, un effectif d'à peine 100 ouvriers. Dès ce moment, nos camarades métallos d'Arandon se rendirent confusément compte qu'ils faisaient les frais de sales opérations.

La fonderie française traverse une crise, c'est incontestable. Mais comment s'expliquer qu'une des fonderies les mieux équipées, pour ne pas dire la mieux équipée, soit la première et la plus sévèrement touchée ?

C'est alors que nous commençons, en étudiant les structures et le fonctionnement de cette entreprise, à faire peser de lourdes présomptions sur l'entente des fondeurs. Du fait de ses structures, la S.O.F.A.L. n'avait pas de service commercial propre ; elle n'était que « sous-traitée » du Syndicat des Fondeurs. Ses commandes lui étaient donc seulement remises en sous-main par cet organisme. Inutile de dire que ces messieurs, qui avaient de gros intérêts dans leurs propres sociétés et n'étaient parties prenantes dans la S.O.F.A.L. que par pure forme, se servaient d'abord et devaient réserver à la S.O.F.A.L. les miettes du festin.

Les ouvriers n'avaient guère confiance en leur ancien directeur qui était en même temps que président-directeur général de la S.O.F.A.L., président-directeur général de la S.I.F.A. et mandataire du syndicat des fondeurs. Il semble bien en effet que sa gestion soit à critiquer. Sa démission intervint, fin janvier 1953. C'est une démission qu'il fut sans doute dans l'obligation

de donner à la suite d'un rapport de contrôle sur l'intervention du commissaire du gouvernement.

En toute objectivité, il faut reconnaître à la décharge de ceux qui ont présidé aux destinées de la S.O.F.A.L. qu'un handicap sérieux dans les fabrications prévues est venu du fait du fiasco complet de la voiture Grégoire. Toutefois, les techniciens affirment qu'une prospection et une étude de pièces nouvelles en alliages légers moulés et de dimensions assorties aux possibilités de l'outillage de l'usine qui dort, auraient pu être faites avec succès.

Hélas ! on a bien l'impression que rien ne fut tenté dans ce sens par cette ancienne direction fidèle mandataire de son syndicat professionnel. Les Fondeurs de France auraient été trop heureux de voir couler irrémédiablement cette affaire : 1) pour démanteler un instrument concurrentiel ; 2) pour obtenir au rabais dans une liquidation éventuelle un matériel moderne qui leur fait défaut, dans leurs propres entreprises.

De toute manière, les métallos d'Arandon, par les licenciements qui les laissent sans possibilité de reclassement dans cette région campagnarde, font les frais de la casse depuis huit mois.

## Les démarches de la Fédération de la Métallurgie F.O.

Les pouvoirs publics intéressés, préfet de l'Isère, ministère du Travail, ministère de l'Industrie furent amplement informés sur la situation de cette entreprise. Au cours d'une entrevue avec le Ministre du Travail le 19 février et par une lettre en date du 20 février, notre camarade Delamarre exposait les possibilités inexploitées de cette usine ; il faisait largement état des craintes exprimées par le personnel, quant aux causes véritables des difficultés économiques que traversait la S.O.F.A.L. Dans les réponses recueillies, rien n'est venu infirmer nos thèses.

Aujourd'hui il semble que le second groupe financier, celui des producteurs de métal (Aluminium Français-Pechiney) prend le dessus sur les fondeurs dans cette affaire. Cela, sûrement avec l'appui des pouvoirs publics.

Espérons des jours meilleurs pour le personnel !

## Conclusions toutes tirées

La simple relation des faits permet au lecteur de tirer toutes les conclusions qui découlent.

Alors que nous voyons le même M. Ricard, aujourd'hui grand-maitre de la Chambre nationale de la Sidérurgie, se retourner vers l'Etat-providence et lui demander encore 25 milliards pour la modernisation de cette industrie, alors que nous voyons la plupart des entreprises dites **privées** faire peau neuve avec l'argent des autres, leur modernisation se faisant soit par un auto-financement outrancier (prélèvement sur la **part salariale**), soit par subvention de toutes sortes et finalement dans la plus large mesure par les fonds **publics**, nous ne pouvons que regretter une fois de plus la désastreuse infection du syndicalisme français par les stalinien et la faiblesse d'expression d'un syndicalisme libre et gestionnaire. Cela, à une époque où, pour les raisons exposées, la **propriété privée** de l'entreprise peut être plus que jamais, mise en question. Sans aller même jusque-là, regrettons que **contrôle ouvrier** et **co-gestion** restent seulement des désirs.

Toutefois, on ne perd rien, ou plutôt : le patronat ne perd rien pour attendre ! Des histoires comme celle de la S.O.F.A.L., les courtes vues du patronat français, son esprit si peu dynamique reflet de son égoïsme foncier, toutes ces choses ne font qu'accélérer une sérieuse prise de conscience parmi les jeunes militants.

Saint-Chamond, 15 juin 1953.

A. LAVAL.

# SIMONE WEIL

## ET LA CONDITION OUVRIERE\*

### III. - Simone Weil et les "relations humaines"

Nous sommes loin de l'usine, sur ma table, les livres s'entassent. Le temps n'est plus où il ne s'y trouvait qu'un seul volume, celui que m'avait prêté un ouvrier : la **Condition ouvrière**, de Simone Weil...

Maintenant, je suis presque un privilégié. Plus question de 55 heures de travail hebdomadaire. Il a été réduit à 50, puis 45, et actuellement nous faisons les cinq huit, la « semaine des deux dimanches ». Mon esprit s'en réjouit, mais mon corps s'en ressent ; il fait plutôt froid à mon « coin de feu ». Et parfois une inquiétude trouble mon attention : les femmes ne font plus que 35 heures ; quelques-unes ont été congédiées. Le spectre de l'insécurité, évanoui dans l'euphorie des affaires au lendemain du déclenchement de la guerre de Corée, prend sa revanche.

Je sens mon « expérience » lourdement peser sur moi. Non que j'éprouve une aversion invincible à gagner mon pain par le travail que je fais en ce moment. Mais je ressens maintenant dans ma chair et dans mon esprit ce que c'est que travailler dur et n'avoir néanmoins que juste de quoi assurer pauvrement et péniblement les besoins les plus primitifs de la vie. Cela ne signifie pas seulement une vie austère. Il y a plus grave. L'ouvrier vit et travaille dans des conditions telles que sa besogne tend à accaparer toute son existence. C'est l'épuisement quand les affaires vont bien, de vils soucis et le dénûment quand elles languissent.

Malgré mes loisirs inattendus, ma discussion avec Simone Weil avance lentement. C'est qu'elle exige, pour être approfondie, d'envisager la pensée de Simone Weil sur le fond des grands courants d'idées qui ont exercé sur elle une indéniable influence.

Nous demandant pourquoi Simone Weil avait écarté comme impossible la libération sociale de l'ouvrier, nous avions dû consulter les auteurs des théories modernes de la fonction sociale. A nouveau, les idées de Simone Weil sur le salut ouvrier nous amènent à élargir le débat.

Simone Weil était convaincue que c'est dans son travail, au sein de l'entreprise, et nulle part ailleurs, que l'ouvrier doit trouver son activité essentielle pour accéder au sens de sa vie. Mais cela lui paraissait impossible dans l'actuel état de choses et c'est pourquoi elle préconisait une réorganisation du travail telle qu'une harmonie fût créée entre celui-ci et une condition pleinement humaine.

Simone Weil ne s'est pas contentée, à ce sujet, de revendications vagues et générales. Elle a fait des propositions concrètes, détaillées.

Or ces propositions, nous les retrouvons chez les théoriciens des « relations humaines ». Identiques quant au fond et souvent jusque dans les

détails, voire même dans leur rédaction. N'était la langue étrangère, on croirait parfois avoir sous les yeux une page de Simone Weil. Quand on regarde ensuite les dates d'édition de tels manuels ou autres ouvrages, on serait enclin à penser que leurs auteurs ont été inspirés par les écrits de Simone Weil. En réalité, ils ont puisé chez d'autres précurseurs, ceux-là même dont Simone Weil, pour sa part, s'est inspirée. Mais il y a une différence.

Chez Simone Weil ces pensées relatives à la réorganisation du travail sont exprimées sous forme de brefs aperçus, de notes rapides et isolées. Les mesures préconisées apparaissent comme si elles étaient la conclusion de réflexions basées sur la seule observation directe de l'ouvrier et orientées par le seul désir et le seul intérêt de lui assurer une condition humainement satisfaisante. Ces mesures et cet objectif sont présentés par Simone Weil comme s'ils se trouvaient dans un rapport intime et immédiat.

Dans les ouvrages sur les « relations humaines dans l'industrie », par contre, ces mêmes mesures sont exposées dans le contexte de leur longue histoire. Nous apprenons quelles initiatives ont donné le jour à cette « science ». Nous sommes instruits des intérêts et des difficultés auxquels elle s'efforce de répondre. Par ailleurs, ce qui chez Simone Weil est revendication, doctrine sociale, nous l'apercevons ici comme étant d'ores et déjà en train de passer dans la réalité. Tout cela éclaire d'un jour nouveau la valeur propre de ces mesures, indépendamment des intentions, si généreuses soient-elles, comme chez Simone Weil, de celui qui les préconise.

Comment donc ne pas remonter à cette source, comment ne pas étudier les tendances contemporaines en matière d'« organisation scientifique du travail », de psychologie ouvrière et de psychologie sociale tout court ? En un mot, étudier ce que l'on appelle les « relations industrielles » ou « relations humaines » et leurs fondements dans les jeunes sciences de l'homme.

Ainsi les quelques ouvrages où depuis le début du siècle, s'est établie la théorie nouvelle de la fonction sociale — ceux de Veblen, Berle et Means, d'Henri de Man et de Burnham — ont-ils cédé leur place, à côté de la **Condition ouvrière**, à des piles de brochures et de gros bouquins, de revues et de documents. Vaste littérature des « relations humaines », d'origine américaine surtout. Il faut bien pourtant en faire l'inventaire pour juger le « salut » ouvrier dont Simone Weil s'est faite avec tant d'ardeur le champion auprès des chefs d'industrie.

#### Le point de départ des « relations humaines » dans l'industrie

Quand je discute avec mes collègues, trois mots reviennent sans cesse : « cette sale boîte ». Pour eux comme pour la plupart des ouvriers, l'usine où ils travaillent, c'est « la sale boîte ».

(\*) Voir le début de cette étude dans les numéros de la **R.P.**, de novembre 52, décembre 52 et février 53. L'ensemble de ces chapitres, avec quelques modifications et des compléments importants, fait partie d'un livre qui sera prochainement édité.

La sale boîte, parce qu'on n'y gagne pas assez et que les cadences sont exagérées, que la façon dont vous traitent les chefs est ignoble, la discipline, tracassière. Ça vous soulève le cœur.

Et puis, pour d'autres raisons, plus profondes, elles suscitent l'amertume. C'est qu'on n'est pas satisfait de son activité, on voudrait une autre vie, une autre position dans la société. Beaucoup, les meilleurs, ceux qui nous disent : « Je me sens vidé par mon travail », désirent connaître les sciences... le monde... exercer un art... comprendre les rouages de la cité et participer à son administration...

Vous travaillez à l'usine : vous êtes exclu de tout cela.

Voilà pourquoi l'ouvrier va à l'usine, au chantier, à la mine uniquement parce qu'il lui faut gagner de quoi vivre. Il répugne à son travail, il ne considère nullement sa tâche comme sa propre affaire. Tant s'en faut.

Ceci n'est pas moins vrai des ouvriers qualifiés qui s'intéressent vivement à leur profession. Rien ne le met mieux en évidence que le fait que, pour défendre leurs salaires, des travailleurs consciencieux ont pu passer au sabotage de leur propre travail. Ce ne sont pas des manœuvres ou des ouvriers dits spécialisés, mais des professionnels fiers de leur qualification et de leur savoir-faire qui, au congrès de 1898, à Toulouse, ont voté — à l'unanimité ! — l'emploi de l'arme du sabotage. « Le travail est une marchandise ?... Tant vaut le prix, tant vaut la marchandise... A mauvaise paye, mauvais travail. » (1) Leur goût du travail bien fait s'effaçait devant l'indignation soulevée par le sort que la société leur réservait.

En somme, l'ouvrier se désintéresse de son travail et il a l'usine en horreur.

Rien de plus naturel, dès lors, que la sourde résistance, parfois consciente, souvent inconsciente, que l'ouvrier oppose aux obligations impliquées par la vie de l'usine et par le travail. Attitude qui se manifeste dans tous les détails de son comportement. Dans ce fait, déjà, peu apparent, mais fondamental : ce n'est pas avec élan que l'ouvrier s'attaque à sa besogne. Pouget l'a bien vu :

« ...même parmi (les ouvriers) les plus démunis de conscience, parmi ceux qui subissent le joug patronal sans mettre en doute son bien-fondé, jaillit instinctivement la notion de résistance... ils tendent à ne pas se dépenser sans compter. »

L'ouvrier, quand il le peut, ralentit la cadence. L'occasion ne lui manque pas, quoi que j'aie dit, il y a un an, dans notre premier chapitre. J'ai parlé en novice, et je voyais la situation selon mon seul cas personnel, alors j'étais toujours à bout de souffle. Aujourd'hui, le combat que se livrent sans cesse l'ouvrier et le chronométrateur ou les chefs, n'est plus un secret pour moi. Plus d'une fois, c'est bien vrai, l'ouvrier en sort vaincu, astreint par la suite à soutenir une allure qui le crève. Souvent, pourtant, il l'emporte.

Ce combat pour les cadences n'est qu'une manifestation la plus élémentaire du mécontentement ouvrier. Elle ne s'impose pas à l'attention de l'opinion publique, comme le font les grèves ou les grands conflits sociaux. Pour le chef d'entreprise, en revanche, elle constitue un terrain de heurts permanents avec ses ouvriers. Un souci quotidien. Le nerf vital de l'entreprise est touché : son rendement.

C'est pourquoi, selon le mot de l'un des porte-parole des chefs d'industrie, « la flânerie natu-

relle et la flânerie systématique, caractérisée par la limitation de la production » a de tout temps constitué, aux yeux des chefs, un des pires, sinon « le pire défaut » de la classe ouvrière (2).

Ce refus de l'ouvrier d'engager dans son travail toutes ses forces et toute son attention intéressée, pèse par maints effets sur la marche de l'entreprise, outre la diminution des quantités produites à l'heure : gaspillage, pièces loupées, retard au travail, absentéisme...

Les chefs le savent pertinemment. Et pour eux rien n'est plus urgent, plus brûlant, que ce problème de la résistance ouvrière.

Éliminer l'obstacle au « meilleur rendement des hommes » : cette préoccupation constante, qui hante les chefs, a des conséquences dont on peut difficilement s'exagérer l'ampleur. Elle est à l'origine d'une longue histoire. Série ininterrompue de projets et d'expériences qui tantôt se heurtent à une farouche opposition ouvrière et se soldent par un échec, tantôt sont couronnés de succès, mais partiels, limités. Au total, les recherches et les essais toujours renouvelés, sont restés décevants. La résistance ouvrière n'est pas vaincue, elle continue de se manifester.

Aujourd'hui, les efforts tentés pour la surmonter enfin sont plus vastes que jamais. Jamais aussi les sciences n'ont été si largement mises à contribution. Et les moyens financiers engagés à cette fin dépassent tout ce qu'on a vu auparavant. Les conséquences de cette entreprise débordent le cadre de l'industrie, pour se répercuter sur l'ensemble de la vie sociale et culturelle.

Ces tentatives contemporaines se définissent par les « relations humaines ».

## Lumières et erreurs du taylorisme

Il ne peut être question ici de passer en revue les différentes étapes de cette histoire mouvementée, si intéressantes soient-elles. Jetons seulement un rapide regard sur l'apport de Frédéric Winslow Taylor qui fait de lui un précurseur des « relations humaines ».

Cet ingénieur américain qui fut un certain temps — accidentellement — ouvrier métallo, a attiré l'attention sur l'aspect psychologique du problème du rendement. Il a souligné la nécessité d'une « étude minutieuse », scientifique, des « mobiles qui font agir » l'homme-ouvrier (3).

Il avait appris de son « expérience ouvrière » que surveillance et contrainte ne peuvent pas mettre fin à la « flânerie » : « On ne fera jamais travailler longtemps l'ouvrier au-dessus de la moyenne » sans l'amener à y voir son propre intérêt. Pour l'en convaincre, il faudrait faire de l'ouvrier un homme content. « Content et efficace » dira quatre décades plus tard le professeur Gordon S. Watkins, souvent cité en référence en matière de « relations humaines ». « Content, efficace et loyal... » (4)

Mais que faut-il donc pour que l'ouvrier engage de bon gré et pleinement ses forces dans son travail ?

Évidemment, un salaire élevé, pensait Taylor, assuré d'avoir résolu le problème.

J'offrirai à l'ouvrier, se disait-il, un salaire inégalé, rendu possible par des rendements inéga-

(2) Taylor, Principes d'organisation scientifique des usines, trad. franc., Paris, 1911.

(3) « Il est une autre espèce de recherches scientifiques... qui doit appeler spécialement l'attention : c'est l'étude minutieuse des mobiles qui font agir les hommes. » Taylor, Principes..., p. 129. Chapitre « La psychologie ouvrière ».

(4) Gordon S. Watkins et Paul A. Dodd, The Management of Labor Relations, 1938.

(1) Pouget, Le sabotage, Paris.

lables dus à mon « organisation scientifique du travail ». L'ouvrier, au lieu de ressentir de la rancune envers ses chefs, sera alors disposé à une « coopération intime et cordiale » avec eux. Une collaboration à l'« œuvre commune », l'accroissement des rendements dans un intérêt commun : le gain accru. Au patron, de hauts profits, à l'ouvrier, un salaire élevé accompagné même d'une diminution de la durée de travail.

Cette panacée taylorienne n'a pas tardé à s'avérer inefficace.

Taylor avait montré du doigt l'importance de la psychologie ouvrière. Cependant, l'âme ouvrière est restée pour lui un mystère. Il ne se doutait pas que l'ouvrier, fût-il le plus fruste et le plus grossier, est agité dans les profondeurs de son être par les mêmes aspirations, les mêmes besoins fondamentaux que l'homme le plus cultivé.

### Le « facteur humain » conserve sa primauté

La machine ultra-moderne semble dicter à l'ouvrier son allure comme à un simple rouage. En fait, l'ouvrier demeure une cause « fondamentale » du rendement — en qualité comme en quantité — d'autant plus qu'il est mécontent, et que son mécontentement s'accroît avec la monotonie de son travail. Problème humain du rendement auquel il convient d'ajouter les grèves et, notamment, la mobilité de la main-d'œuvre, ce cauchemar de l'organisateur en temps de prospérité. Les auteurs américains ne se lassent pas de le souligner : « **maintenance is efficiency** » (« pas de bon rendement sans une certaine stabilité de l'ouvrier. ») (5) C'est ainsi que des milliers d'heures ont été consacrées par les directeurs d'usine américains, dans la période de prospérité des années vingt, à persuader leurs ouvriers, sans grand succès, qu'il était de leur intérêt de s'attacher davantage à l'entreprise (6).

En effet, comment doter les chaînes, d'équipes bien orchestrées, si les joueurs changent à tout instant ? De même pour le travail non effectué à la chaîne. Il me suffit de me rappeler ce que j'ai observé au moment où les usines tournaient à plein. En l'espace d'un an, deux O.S. seulement sur sept et trois professionnels sur les huit de ma section d'atelier sont restés en place. Mais chaque nouveau venu, à peu de choses près, signifie plusieurs jours d'adaptation, avec un rendement au-dessous de la norme et un surcroît de pièces loupées.

C'est comme une loi : quand l'ouvrier ne redoute pas de ne pas trouver de place ailleurs, il se soulage le cœur en se donnant de l'air... Au début de l'économie de guerre, aux U.S.A., durant la deuxième guerre mondiale, « la main-d'œuvre était mobile à tel point que, dans beaucoup d'industries, on a dû chaque mois renouveler entièrement le personnel », comme nous le dit le professeur Everett C. Hughes, de la fameuse équipe des sociologues de Chicago (7).

### L'université et l'industrie travaillent la main dans la main

« Le travail, tel que vous le faites exécuter par l'ouvrier n'est pas humain », ont déclaré

(5) Voir pour cet alléa, Gordon S. Watkins et Paul A. Dodd, *The Management of Labor Relations*, New York et Londres, 1938.

(6) Walter Dill, Scott, Robert C. Clothier, Stanley B. Matheson et Williams R. Sprigel, *Personnel Management*, New York, 1941.

(7) Everett C. Hughes, *Les recherches américaines sur les relations industrielles*, Rapport présenté à la

un beau jour aux organisateurs leurs conseillers scientifiques. « Or, sachez-le, l'homme se révolte contre ce qui viole sa nature. »

Ce n'étaient pas des techniciens ni des docteurs en sciences physiques ou naturelles qui parlaient ainsi. Exaspérés par les échecs successifs du taylorisme, puis du « welfare movement », sorte de paternalisme fort en vogue aux Etats-Unis au lendemain de la première guerre mondiale, des chefs de la grande industrie en avaient appelé aux professeurs des « jeunes sciences de l'homme ». Notamment la psychologie et la sociologie avec leurs multiples branches jusque et y compris la psychiatrie et la sociatrie (sic), c'est-à-dire la thérapeutique de la vie psychique et de la vie sociale.

Ces professeurs, après maintes recherches, enquêtes, découvertes et surprises « à dérober le sommeil à leurs états-majors » (8), statuèrent :

De hauts salaires, des heures de travail pas trop longues, des repos intercalaires scientifiquement calculés, un bon éclairage, une bonne aération des ateliers, une bonne cantine pas chère... tout ceci est nécessaire, mais c'est insuffisant. Le « X mystérieux » qui en dernier lieu crée ou détruit en l'ouvrier « l'amour de son travail » réside dans la nature de l'homme, et l'homme éprouve des besoins impérieux d'ordre sentimental, moral et spirituel. Cependant, tel que le travail est organisé, il empêche l'ouvrier de trouver la satisfaction de ces besoins. Il faut « humaniser » le travail. Mais, ne l'oublions pas, l'homme est un être social. Comme tel il est en relation avec ses semblables, à tout instant, dans toutes les circonstances. Ces relations, non seulement importent à l'homme au plus haut degré, mais encore pénètrent toutes les sphères de son existence. Dès lors, quand l'organisation humaine de l'entreprise est déréglée, rien ne va plus. Le meilleur système d'efficacité n'assurera pas les rendements escomptés. Afin de réorganiser humainement le travail, il faut établir de nouvelles relations humaines dans l'industrie.

Comment ces hommes sont-ils parvenus à révolutionner ainsi les vues sur le problème de la résistance ouvrière ?

Loin de la vie industrielle, à l'écart des soucis du rendement, la psychologie moderne avait, depuis le tournant du siècle, repensé et réétudié cet inconnu que nous sommes pour nous-mêmes : l'être humain. Elle avait porté la lumière de la connaissance dans ces profondeurs où, dérobée au contrôle de la conscience, une vie tourbillonnante d'affectivité et d'aspirations, d'instincts et de désirs forme nos attitudes et, par là, influe sur notre comportement, sur notre raisonnement et sur notre volonté.

La psychologie sociale, en particulier, a démêlé la structure complexe des interactions entre l'individu et son « environnement », par lesquelles se détermine la vie personnelle concrète.

Toutefois, comme le fait observer David Katz, de Stockholm : toute chose change de relief selon la perspective de notre approche. L'intérêt qui nous domine est susceptible de produire des modifications, des altérations de sens de ce qui se présente à nous.

C'est pour répondre à l'intérêt d'un rende-

première semaine sociologique organisée par le Centre d'Etudes sociologiques de Paris, publié dans *Industrialisation et Technocratie*, Paris, 1949, p. 23-244.

(8) Stuart Chase, *Men at Work*, p. 11 sqq. Pour l'ensemble de cet alléa nous renvoyons le lecteur aux ouvrages de Roethlisberger et Dickson, Elton Mayo, Stuart Chase (*A proper Study of Mankind*), Alice Gilbreth et Rice Cook, Dale Yoder.

ment maximum que les champions des « relations industrielles » ont exploré les découvertes de ces sciences modernes. C'est sous cet angle qu'ils y ont puisé des notions leur permettant d'expliquer le phénomène de la résistance ouvrière et de concevoir un remède à ce mal.

## Les « relations industrielles » et les besoins fondamentaux de l'homme

La première question qui se pose aux champions des « relations humaines dans l'industrie » est de savoir quels sont, concrètement, les besoins fondamentaux de l'être humain. Tels qu'ils sont compris dans les manuels et ouvrages en matière de ces « relations », on peut les ramener à cinq et, pour les prendre au niveau le plus élevé, les définir comme il suit :

Tout ouvrier, comme tout être humain, noir ou blanc, américain de vieille souche ou immigré de fraîche date, catholique ou musulman, homme ou femme, désire, outre la sécurité et le bien-être matériel : 1. s'adonner à une **activité** qui mette en jeu ses capacités créatrices ; 2. et cela non pas dans l'isolement, mais en coopérant à une **œuvre commune**, dans une atmosphère amicale, **accepté par le groupe social** auquel il appartient, en l'occurrence l'entreprise ; 3. **être considéré**, c'est-à-dire estimé dans sa personne, reconnu pour ses efforts et leur résultat ; 4. ne pas plonger dans l'ignorance, mais **connaître la situation** dans laquelle il est intimement impliqué, de même que jouir d'une vue sur l'avenir marqué par un **but** connu et adopté ; 5. enfin, réaliser le meilleur de soi-même, **s'accomplir**.

Parmi ces besoins, un rôle prédominant est reconnu au désir de l'homme d'être considéré. De là une note particulière de la « philosophie » des « relations industrielles » relative à la résistance ouvrière.

### Etre considéré :

« Si un homme qui fabrique des boulons éprouvait, à fabriquer des boulons, une fierté légitime et limitée, il ne provoquerait pas artificiellement en lui-même un orgueil illimité par la pensée que sa classe est destinée à faire l'histoire et à dominer tout... (il ne chercherait plus) une compensation dans une sorte d'impérialisme ouvrier entretenu par les propagandes issues du marxisme. »

(Simone Weil, *la Condition ouvrière*.)

L'ouvrier est enclin, en réalité, pensent les champions des « relations industrielles » (9) à s'intégrer dans la communauté de son entreprise, et à coopérer, dans l'intérêt commun, à l'œuvre commune : la production et le bon rendement. Son comportement de résistance est en flagrante contradiction avec ce penchant profond. Toutefois, il n'en porte pas la responsabilité. Il ne saurait agir autrement. Sa résistance est le résultat inévitable

(9) Notons que cette vue sur le comportement ouvrier est largement inspirée par la psychologie dite individuelle d'Alfred Adler. Les observations faites par Adler sur l'enfant nerveux et sur son comportement au sein de la famille ont été transposées au cas de l'ouvrier au sein à la fois de l'entreprise et de la société.

Il en est ici comme en général pour les influences profondes qui déterminent la psychologie américaine contemporaine et dont G. H. Masserman constate que les notions élaborées par Sigmund Freud et ses grands disciples, dont Alfred Adler, ont pénétré la pensée courante à tel point qu'elles jouent leur rôle partout, alors même que leur origine n'est pas mentionnée. (G. H. Masserman, *Principles of Dynamic Psychology*, 1946).

de l'altération du rapport entre lui et cette communauté. Altération qui provient, à son tour, du fait que ceux qui ont la responsabilité de la vie de la communauté — les directeurs ou le patron — ont manqué à leur devoir (10). Ils ont refusé à l'ouvrier ce qui lui est dû en sa qualité de membre de la communauté à laquelle ils président ; la considération, avec tout ce qui s'ensuit, à savoir la satisfaction en l'ouvrier des autres besoins fondamentaux de l'homme. Au lieu de lui démontrer qu'ils le comprennent et qu'ils l'estiment, ils l'ont traité avec indifférence, pire, avec dédain.

De par sa position au sein de l'entreprise, position de dépendance analogue à celle de l'enfant au sein de la famille, le sentiment de dignité de l'ouvrier est particulièrement vulnérable. Qu'on lui fasse trop sentir sa dépendance, qu'il se sente déconsidéré et il en éprouvera un sentiment aigu d'infériorité : un « complexe » d'infériorité.

Mais aucun être humain, aucun membre d'aucune communauté, pas plus l'enfant au sein de la famille que l'ouvrier dans l'entreprise ou dans la société, ne peut vivre ainsi plongé dans un profond sentiment d'infériorité. Il en souffre et cherche à se défendre. Pour cela, il est à l'affût, inconsciemment, d'une compensation artificielle : son sentiment de communauté, inhérent à tout être humain, fait place à une recherche de puissance. Souffrance pour l'individu, menace pour la communauté.

Les énergies de l'ouvrier sont de ce fait interverties. Au lieu de les employer en faveur d'une vie harmonieuse de la communauté, il les consume à récalcitrer : c'est là un élément irrationnel, mais d'autant plus néfaste et indomptable, dans la résistance ouvrière. Vaine tentative de l'ouvrier de se prouver qu'il est le plus fort, que ce n'est pas lui qui dépend des autres, mais qu'eux dépendent de lui. Mal grave, et qui tend à s'aggraver.

Que la situation qui blesse l'individu dans son besoin fondamental de compter pour quelque chose parmi les autres et pour les autres, se prolonge : la recherche de la puissance s'accroît. Elle le porte à s'assigner un rôle qui ne lui revient pas. Il veut dominer les autres, se hisser à leur place. Finalement, cette vie affective, troublée se « rationalise » : c'est l'adhésion aux faux idéaux, aux idées fictives, illusions contagieuses et à effet destructif ; rêves insensés d'un ordre utopique..

Le révolutionnaire est né. C'est un névrosé. Ceux qui le prennent pour un simple « suiveur » n'ont pas encore compris la gravité de son cas.

Tel est le raisonnement dont nous retrouvons le reflet chez Simone Weil. Tout d'abord seulement esquissé dans son « Journal d'usine », avec le rôle qu'elle confère au sentiment d'« humiliation » pour comprendre l'ouvrier. Puis d'une manière de plus en plus précise dans ses écrits de Marseille, comme le montre le passage cité en tête de ce paragraphe (11).

(10) « De bonnes relations humaines prennent leur départ au sommet ». Eugène E. Wilson, président du bureau des gouverneurs de l'Association des industries aéronautiques américaines.

(11) Dès mars 1934, Simone Weil s'était familiarisée avec ces idées, comme le prouve sa critique du livre d'Otto Rühle sur Marx, écrite pour la « Critique Sociale ». Il est certain que son expérience vécue de la condition inhumaine faite à l'ouvrier et de l'humiliation qu'elle a elle-même éprouvée et dont elle a tant souffert, venant se greffer sur son pessimisme foncier, ont agi en Simone Weil quand elle a fait sien le fond de la théorie de Rühle.

La société se doit de lutter contre cette « maladie » : mieux, s'il en est encore temps, il faut la prévenir (12). Et ce sont les sorciers des temps modernes, les spécialistes en « relations humaines », qui sont appelés à mener à bien cette tâche. Ils s'y sont attaqués, très sûrs d'eux-mêmes.

### Les « relations humaines » à l'œuvre

C'est le premier jour de Bill Smith à l'usine, une usine *up to date* ; elle a un service des « relations humaines ».

Les chefs s'appliquent, c'est leur devoir, pour faire sentir à Bill, dès son embauche, qu'il n'est pas une parcelle insignifiante d'une masse de menu peuple (13), mais quelqu'un qui compte. Il est accueilli comme on le doit à un membre accepté du groupe social au sein duquel il va travailler : l'équipe — l'atelier — le département — l'usine — la grande compagnie, enfin, renommée dans la ville, dans la nation, voire dans le monde. Comme le disait déjà Elton Mayo, l'ouvrier peut être fier d'appartenir à son entreprise, comme le sont les étudiants d'Oxford en tant que membres de leur grande université.

Au contraire de ce qui s'était passé dans ses places antérieures, Bill ne se voit pas délivrer, au bureau, une fiche remplie d'indications pour être ensuite envoyé se débrouiller comme il le pourra. On le fait accompagner à son poste, présenter à ses collègues, on prend soin de le familiariser avec sa machine comme avec son travail.

Le contremaître, de son côté, lui manifeste qu'il estime en lui « l'homme aussi bien que le travailleur » (14). Quand il s'adresse à Bill, il ne lui lance pas un « hé, vous là-bas ! », mais l'appelle par son nom, bientôt par son prénom. Usant, de préférence, du « nous » au lieu du froid et distant « je » et « vous ». Il choisit avec soin pour Bill une équipe où il trouve des compagnons avec qui il pourra s'entendre. Bill ne doit pas se sentir isolé, comme un étranger. L'usine doit être son foyer. Par la suite, le contremaître ne cessera pas de faire preuve qu'il s'intéresse personnellement à Bill, s'inquiétant de sa santé, s'enquérant de sa famille, de ses occupations pendant ses loisirs.

Ceci pour le rapport d'homme à homme.

En tant que travailleur, Bill, de même que chacun de ses collègues, se voit reconnu comme quelqu'un qui remplit un « rôle de toute première importance » et qui est indispensable pour la communauté. Les auteurs des « relations industrielles » nous citent maints exemples.

Mary, habile ouvrière spécialisée dans une usine d'aviation, en a marre de toujours visser des boulons dans des plaques d'acier. Elle a le sentiment d'être de trop au monde, sa vie lui paraît vide. Elle demande son compte, elle veut, du moins, voir autre chose... Le responsable du service des « rela-

(12) « L'industrie affronte aujourd'hui des problèmes humains lourds de dangers plus grands peut-être que n'étaient ceux dont nous menaçait la seconde guerre mondiale ». Harvey Stowers, *Management can be human*, New-York - Londres, 1946.

« La tendance à négliger les relations humaines a contribué à créer la situation grave dans laquelle nous nous trouvons et qui menace de miner notre structure sociale ». Eugène E. Wilson, président du bureau des gouverneurs de l'Association des industries aéronautiques américaines.

(13) Harvey Stowers, *Manager can be human*, New York, 1946.

(14) L. M. Gilbreth et A. R. Cook. *The Foreman in Manpower Management*, New-York et Londres, 1947.

tions humaines » l'invite à venir s'entretenir avec lui à son bureau... « Voyons, Mary, vous avez tort... Qu'allons-nous devenir si vous nous quittez ? Impossible de vous remplacer. Il est vital que ces boulons soient vissés avec le plus de soin imaginable. Un geste négligent peut coûter la vie à l'un de nos soldats sur le front oriental... Réfléchissez... Vos chefs vous en sauront gré, vos collègues vous aimeront et vous admireront davantage... » Mary ne part pas. Ne peut-elle pas être contente et fière ? Elle n'a pas besoin — on croit entendre Simone Weil — de se sentir « humiliée ».

Mais parce qu'on porte maintenant de la considération à l'ouvrier, il peut trouver, outre sa « satisfaction sociale », celle de ses autres besoins fondamentaux.

Bill est étonné de ne plus être traité en simple organe d'exécution.

— Vous appartenez à notre communauté, lui dit-on, vous contribuez à l'œuvre commune. Cette contribution doit pouvoir être désormais une coopération. C'est pourquoi vous serez informé sur l'ensemble des fabrications auquel s'intègre votre tâche.

Bill apprend à quoi sert la pièce qu'il usine à sa machine automatique. Il voit, monté sur un camion qui parcourt les terrains de l'entreprise, un avion du type auquel servent les pièces fabriquées dans les ateliers. Bill, de même que chacun de ses collègues, en exécutant sa tâche particulière, doit pouvoir penser au Clipper qui, grâce à son travail bien fait, franchit sans encombre l'Océan (15)...

Reprenons un instant le livre de Simone Weil :

« Si un ouvrier fait tomber l'outil d'une presse sur un morceau de laiton qui doit faire partie d'un dispositif destiné au métro, il faudrait qu'il le sache et que de plus il se représente quelles seront la place et la fonction de ce morceau de laiton dans une rame de métro... Il serait bon aussi que chaque ouvrier voit de temps à autre, achevée, la chose à la fabrication de laquelle il a eu une part... » (p. 254)

En connaissant le produit auquel il contribue, Bill aura un but qui donnera un sens à son activité.

Cette information propre à intéresser Bill à la chose fabriquée, est complétée par une initiation aux problèmes techniques et de gestion. Bill assiste, avec son équipe, à des visites de l'usine, à des conférences sur les techniques nouvelles...

Rouvrons le livre de Simone Weil :

« ...il faut donner (aux ouvriers) le sentiment de collaborer à une œuvre... (et à cet effet) organiser des visites de l'entreprise... rendre compte aux ouvriers de toutes les innovations, fabrications nouvelles, changements de méthodes, perfectionnements techniques... (ne pas négliger la) création de bulletins de vulgarisation... » (p. 186 et p. 211.)

Des carnets et des brochures qu'on remet à Bill, des affiches et le journal d'usine l'instruisent sur la vie de l'entreprise : son histoire, les marchés fournis par elle, la façon dont elle se ressent des affaires mondiales. A partir de sa place à l'atelier une perspective sur le monde s'ouvre devant lui. Il le comprend maintenant : tel traité avec les pays d'outre-mer gonflera les carnets de commandes, tel autre les réduira ; l'ouvrier saura si son salaire peut être aug-

(15) Schuyler Dean Roslett, *Human factors in Management*.

menté. Bill comprendra également : s'il ne fabrique que 200 boulons par jour, l'usine devra tôt ou tard, fermer ses portes. S'il en fabrique 250, elle soutiendra la concurrence. 300, elle conquerra le marché brésilien.

Pour Bill, le travail ne deviendra-t-il pas une activité mettant en jeu son initiative, sa responsabilité et ses forces créatrices ? On l'invitera expressément à dire son mot, à faire ses critiques et ses propositions, à alimenter la « boîte à suggestions ». Et lorsqu'une de ses suggestions sera retenue comme bonne, il en sera récompensé, en numéraire comme en honneur. Son nom figurera en bonne place sur le journal d'entreprise. On le consultera aussi directement : au sujet de la mise en place des machines, sur la disposition des locaux, sur l'éclairage, la cantine, les douches. Et tout ce que, occasionnellement, il dira d'intéressant à son contremaître touchant la vie de l'entreprise, sera rapporté par celui-ci à la direction. La conscience de se savoir par cet intermédiaire, en rapport avec elle, rendra Bill *proud and glad*, dira Gilbreth, « fier et heureux ».

Ainsi, au fur et à mesure que Bill apporte de plein gré sa coopération à l'œuvre commune, il accède à une situation plus libre, mieux compatible avec sa dignité humaine. Il n'a plus besoin d'éprouver le sentiment qu'il ne fait qu'exécuter des dispositions arrêtées par d'autres, dans des bureaux où il ne siège pas et sur lesquelles il ne peut rien. Plus besoin de croire qu'il fait effort seulement pour servir des intérêts qui ne sont pas les siens, il voit que son rôle ne tient plus dans ces mots : « se taire et plier », comme s'en plaignait Simone Weil.

« Il y a ordres et ordres », disait-elle. Les uns donnés avec mépris, sans se soucier s'ils sont compris ou même seulement compréhensibles. Les autres de manière à pouvoir être saisis dans leur bien-fondé... La soumission peut alors faire place à l'acceptation et au lieu d'une obéissance aveugle et dégradante, c'est la compréhension et la confiance mutuelles, dans une atmosphère de collaboration, pouvant aller jusqu'à la coopération pure...

Enfin, Bill est informé qu'un « conseiller pour les relations humaines » se tient à la disposition des ouvriers. Bill peut, dans le plus strict anonymat, s'entretenir avec lui de tout « ce qu'il a sur le cœur » : de son désir de changer de poste, d'atelier, de « boulot » ; de la maladie de sa femme ; de ses soucis personnels... On lui affirme qu'en ce qui concerne le travail ou ce qui se répercute sur lui, on tiendra compte « dans toute la mesure du possible » de ce qu'il aura fait savoir à ses chefs par ce truchement. Et si même on ne peut agréer à ses vœux, cela lui fera toujours du bien d'avoir pu en parler, comme on parle à un ami.

Il y a un écueil. Après tout, se dira l'ouvrier, je me vois toujours en bas. Je suis et je demeure de race inférieure, retenu à la place où j'étais hier. La pyramide sociale repose sur mes épaules, et elle m'écrase.

Ses chefs répondent à Bill qu'ils n'ont pas oublié cet ultime besoin qu'il éprouve comme tout homme : « faire de soi-même et de sa vie autant qu'il lui est possible ». Aussi ne désirons-nous rien autant que vous voir arriver, disent-ils à Bill. Nous vous prêterons notre appui.

Il existe une loi statistique qui détermine combien d'hommes peuvent effectivement arriver. On n'a pas besoin d'autant de contremaîtres qu'il existe d'hommes capables de le devenir... Il y a plus de postes d'O.S. à pourvoir qu'il n'y a d'hommes incapables de ne faire rien d'autre, disait Simone

Weil dans ses écrits de Marseille, la mort dans l'âme, car en même temps elle croyait devoir reconnaître comme fatale l'existence d'une classe ouvrière infériorisée. Quelques-uns peuvent monter, pensait-elle, sortir de cette condition. Quant à la majorité...

« *Somebody has got to do the work* », pense froidement l'organisateur. (« Il faut bien que quelqu'un fasse la besogne. ») « L'ouvrier est condamné à son malheur », dit Simone Weil.

## L'ampleur des « relations industrielles »

Pour juger le rôle historique de Simone Weil, il convient de se représenter un instant l'importance de ce mouvement des « relations humaines dans l'industrie ».

Cette tendance a eu ses précurseurs lointains, aux U.S.A. depuis l'année 1912 (16). Stimulée ensuite par l'économie de guerre de 1914 à 1918, avec sa pénurie de main-d'œuvre et ses besoins illimités en produits de toutes sortes, elle s'est développée dans nombre de pays durant la première guerre mondiale. A son lendemain, elle continue sa marche, aux U.S.A., notamment, et assume dans ce pays les formes nouvelles qui font d'elle ce qu'on appelle les « relations industrielles ». Sous l'impulsion puissante de la deuxième économie de guerre, elle entre dans la coutume de la grande industrie américaine. Aux U.S.A., il n'est plus de grosse société qui, tenant à être considérée comme à la hauteur de son temps, tolère encore dans ses usines une organisation du travail ancien style.

Des équipes d'experts travaillent fiévreusement, des laboratoires sont installés, une littérature spécialisée emplit de vastes salles de bibliothèque et s'accroît sans cesse. Des chaires d'université, des instituts de recherches sur les « relations industrielles » sont fondés. Dès 1948, cinquante universités américaines disposent auprès d'elles d'un institut consacré exclusivement à des travaux relatifs à cette matière. De nombreuses personnes en suivent les cours pour se préparer aux nouvelles professions qui sont nées. Elles ambitionnent les postes, soit de ceux qui, à travers études, expériences et enquêtes, établissent les nouvelles pratiques, soit de ceux qui les appliqueront dans les entreprises, soit, enfin, les postes d'employés auprès des syndicats ouvriers admis au contrôle de l'« humanisation » du travail. Les hommes qui occupent ces postes sont tous également considérés, parfois puissants, toujours bien payés. Voilà quelques-unes de ces « nouvelles carrières fascinantes » auxquelles a dû penser Wright Mills en prononçant son mot acerbe que nous avons cité dans notre introduction à cette étude.

Sous l'égide des Etats-Unis, cette tendance nouvelle pénètre, sous ses formes les plus récentes, dans les pays du monde occidental, s'accroît sans cesse en ampleur, passe d'entreprise en entreprise, gagne la faveur d'intellectuels toujours plus nombreux et s'apprête actuellement à s'infiltrer dans l'opinion publique.

## La signification des « relations industrielles »

On ne saisira pas l'essentiel de ce mouvement aussi longtemps qu'on le jugera sous l'angle du seul mobile du rendement maximum. Pas plus que quand on le prend essentiellement pour une

(16) Encyclopedia of the Social Sciences, New York, 1948, article Personnel administration, rédigé par Ordward Tead.

tentative de défendre le système capitaliste et de réaliser une coopération capital-travail. Une telle coopération, ou son désir, peut animer ses partisans. Il en a été ainsi aux U.S.A. et cela continue de l'être dans ce pays, de même que, pour une large mesure, actuellement en Europe. Toutefois, le même type de « relations industrielles » est parfaitement concevable là où l'entreprise est propriété d'Etat ou appartient à des collectivités quelconques, soient-elles de caractère « communautaire », à l'instar de l'entreprise de fabrication de boîtiers de montres fondée par Barbu, à Valence.

Ce qui est essentiel dans les « relations humaines » sous l'angle de la condition ouvrière et de son avenir, n'est pas que, dans tel cas concret, elles visent à une collaboration entre le capital et le travail, mais qu'elles prévoient, en tout état de cause, une collaboration entre direction et personnel dans le cadre d'une structure hiérarchique. Collaboration entre un sommet privilégié, puissant, considéré et riche et, d'autre part, une base qui, à tous égards, a en partage le contraire. On se propose d'intégrer l'ouvrier au « groupe social », à la « communauté de travail », représentés par son entreprise. Et cela afin qu'il adhère à son travail réorganisé, et aussi à sa condition ouvrière. Ainsi on fera de lui un homme content, encore que, bien sûr, on ne lui apportera pas sa libération sociale, ce « rêve messianique ».

C'est là le fait capital, cette conservation de l'ordre hiérarchique. Il marque de son empreinte les satisfactions apportées à l'ouvrier en sa qualité d'être humain, de même que l'ensemble des modifications réalisées dans sa situation au sein de l'entreprise.

N'est-ce pas significatif que les auteurs des « relations humaines » ne se lassent pas de rappeler aux chefs de quelles manières ils peuvent manifester à l'ouvrier leur estime ? On le voit, cela ne va pas tout seul, il y faut un effort conscient. Rien d'étonnant à cela. On ne porte pas de considération à quelqu'un parce qu'on le veut bien. La considération dont chacun jouit est naturellement rattachée à ses activités. Il en sera ainsi dans toutes les sociétés. Mais dans celle qui comporte les trois caractéristiques : structure hiérarchique, importance primordiale sinon exclusive attachée à la vie professionnelle, division en professions nobles et viles, dans une telle société celui qui assure l'exécution du travail de base ne trouve de considération qu'autant qu'il en peut puiser dans sa fonction... ce qui signifie pratiquement : aucune. La considération témoignée à l'ouvrier est donc, dans le meilleur des cas, mêlée de condescendance. Celle-ci frise le mépris. Mais la considération que réclame tout être humain qui n'est pas brisé — qu'il en ait une conscience réfléchie ou seulement affective — c'est le respect mutuel. Il ne règne qu'entre égaux. Egaux à tous les égards qui sont vitaux pour une vraie vie d'homme ; notamment, la valeur inhérente à son activité d'importance sociale.

Visser des boulons : est-ce bien là une « activité » ? Est-ce dans l'exécution du travail de base que l'homme peut connaître ce qui distingue son existence d'une vie purement végétative : la poursuite d'un grand but, sinon librement choisi, du moins adopté de plein gré. C'est alors, engagé dans une telle activité, que nos forces sont stimulées. Une tension joyeuse nous anime. Nos énergies se rassemblent, au lieu de rester dispersées. Nos efforts s'enchaînent dans une suite continue. Ce qui est accompli, ne s'évanouit pas, emporté par le temps, pour ne plus compter. Sous l'empire de la finalité, ce qui a été, se conserve

en ce qui est présent. Le temps passé lui-même n'est plus du temps perdu. Les moments qui passent, comme les efforts qui se déploient, s'accumulent pour rester merveilleusement présents. Tout est enrichissement. Avec chaque résistance vaincue, extérieure ou intérieure, nous sommes plus forts, plus efficaces, portés en avant vers le but désiré. Nous voici, enfin, au bout de la tâche et c'est la joie d'avoir réussi. Une profonde satisfaction. Notre vie est riche de sens, elle n'est pas vaine.

L'ouvrier ne trouve cette expérience de la plénitude de la vie ni dans son travail, si parfaitement « réorganisé » soit-il, ni dans les « loisirs actifs » qu'on prévoit pour lui : sports, jardinage, bricolage, quelques lectures...

Le travail ne manque pas de sens, certes, puisqu'aussi bien il est vital. Pour cette raison, l'homme peut — à certaines conditions — s'en acquitter joyeusement, avec le goût et la satisfaction de la tâche et du devoir bien accomplis. Toutefois : il soutient la vie, il ne lui confère pas son sens.

Qu'en est-il, enfin, de l'œuvre commune ?

C'est une vérité de dire que l'homme, en l'ouvrier, veut participer à une telle œuvre, mais là encore, il convient de s'entendre sur les mots. Il ne veut pas être confiné à une tâche de second ordre accomplie dans les ténèbres : la construction des tréteaux, alors que les hommes « importants » évoluent sur la scène et baignent dans la lumière. L'homme en l'ouvrier veut compter parmi les vrais hommes, qui réfléchissent, délibèrent et décident sur les grandes entreprises relatives à la vie sociale et même, dans un sens plus large, à la cité humaine.

La « division sociale » des tâches, si elles doivent toutes concourir à l'œuvre commune de la civilisation, devra se faire selon des principes nouveaux.

Aujourd'hui, on en est loin. La société attache au travail d'exécution une position sociale et des conditions d'existence telles qu'elles coupent l'ouvrier de l'intensité de la vie sociale et culturelle. Situation inhumaine. Elle ne laisse à tout être normal qu'une alternative : se révolter ou s'abrutir.

Ainsi considérée, la résistance ouvrière, loin d'être une aberration — comme le soutiennent les « relations humaines » — est la manifestation de ce que les énergies humaines ne sont pas étouffées en l'ouvrier. Le problème de son refus de « se dépenser sans compter » nous apparaît comme un problème d'ordre social.

## La tragédie

L'ouvrier qui refuse l'arrivisme, mais qui veut connaître une vraie vie d'homme, doit accomplir l'exploit de greffer sur son travail de base une seconde activité. Elle ne peut pour lui se dérouler en dehors d'une vie de militant.

Cependant, quand il se retourne vers « ses » organisations, il y retrouve — c'est là la tragédie — une structure hiérarchique. Il n'y trouve ni la considération ni l'égalité qu'il recherche.

Les intellectuels nous disent que c'est là une conséquence de plus du niveau technologique de notre époque et de la division des fonctions sociales qui en résulte...

Qu'en penserait Fernand Pelloutier ?

Il leur dirait :

« Vous vous croyez très forts. Vous estimez avoir mieux compris, grâce à de nouvelles expériences historiques qu'il n'a pas été donné à ma génération de connaître. En réalité, vous êtes des victimes. Victimes des mêmes forces qui ont eu raison, provisoirement, du syndicalisme révo-



lutionnaire : la guerre, la politique de puissance et la déception de l'évolution prise par la révolution russe. Vous vous engagez dans la société de l'efficacité et de l'arrivisme, et vous accusez des malheurs qu'elle crée l'industrie et les progrès techniques. La civilisation occidentale se trouve dans une impasse. Elle est condamnée, à moins que ne soit résolu le problème de la libération ouvrière et, tout d'abord, celui du mouvement ouvrier. »

## Parenté et divorce

Un abîme sépare le monde des organisateurs de celui de Simone Weil. Dans l'inquiétude de l'un et de l'autre, il n'y a rien de commun. Là, l'esprit froid et dur de la routine des affaires ; ici, l'ardeur de la sympathie, la douleur éprouvée du malheur d'autrui. Les mobiles des fondateurs des « relations humaines » sont l'intérêt du rendement maximum et la défense d'un ordre social déterminé. Simone Weil, elle, recherche le salut ouvrier.

Néanmoins, en dépit de mobiles et d'échelles de valeurs si différents, ils se rejoignent dans la conception des moyens à appliquer et, paradoxalement, aboutissent au même résultat.

Comment une telle rencontre a-t-elle été possible ?

C'est que Simone Weil a deux convictions en commun avec l'organisateur. Comme lui, elle tient l'ordre hiérarchique pour irrémédiablement nécessaire. D'autre part, elle souscrit à l'idée que l'activité essentielle pour l'ouvrier est son travail. Le travail est conçu comme le centre de gravité dans l'existence de celui qui l'accomplit, et l'atelier, comme le point cardinal d'où l'« exécutant » doit apercevoir le monde. Le travail est son destin.

Que Simone Weil ait accepté les « relations humaines » n'est donc pas fortuit. Quiconque partage ces deux convictions fatales — ou même seulement, à bien regarder les choses, l'une ou l'autre des deux — doit renoncer à la libération ouvrière, comme l'a fait Simone Weil. En adhérant aux « relations humaines », elle a seulement devancé de près de deux décades d'autres intellectuels qui, comme elle, ont pris leur départ dans la gauche du mouvement ouvrier, puis, déçus, ont reconnu la nécessité de repenser tous les problèmes, sans parvenir toutefois à les poser de telle manière que leur solution devienne possible.

## Si une sainte va devant...

Simone Weil a été un prophète social. Inspiré, il est vrai, non par l'enthousiasme d'avoir découvert un chemin nouveau vers l'idéal de toujours, mais par la déception, le découragement et le désespoir de croire fallacieux son ancien idéal. Un prophète qui sera écouté par une génération de résignés.

C'est néanmoins le salut ouvrier qu'elle croit tenir. Un salut devenu relatif, il est bien vrai — cette liberté « relative » dont elle parle à U. Thévenon dans une lettre écrite peu de jours après le début de son expérience de la vie en usine. Salut tout de même. Le seul désormais possible à ses yeux. C'est en son nom qu'elle adopte la tendance à l'« humanisation » du travail. Elle le fait passionnément, avec le sentiment d'être chargée d'une mission historique. En martyr, qui n'y gagne rien, ni profession ni richesse ni considération ni sécurité. Prête, au contraire, à tout sacrifier. Et c'est à cela qu'elle devra son influence posthume. Influence qui s'exerce par ses écrits, certes, mais davantage par

sa vie. Ces écrits n'agiraient pas aussi fortement s'ils ne se lisaient pas sur la toile de fond du témoignage de cette vie. Si une sainte va devant, comment le commun des mortels ne suivrait-il pas, la conscience tranquille ?

\*\*

Là ne s'arrête pas le calvaire de Simone Weil.

Elle se tourmente pour découvrir comment l'ordre hiérarchique sur le plan social pourrait ne pas se prolonger pour dominer également dans les domaines qui rendent sa valeur à la vie humaine : comment il pourrait ne pas faire d'une vie valant d'être vécue un privilège.

Cela l'amène à poser dans des termes nouveaux le problème de l'homme et de sa destinée.

Toute activité, quelle qu'elle soit, a finalement déclaré Simone Weil, toute fonction sociale ouvre à l'homme une égale possibilité de s'élever à Dieu.

Quand l'outil tombe sur une pièce de laiton, l'ouvrier ne pensera plus aux rames de métro. Le mouvement triangulaire ou circulaire que son bras accomplit, le fera penser aux formes pures qui symbolisent l'achèvement absolu de Dieu...

C'est parfaitement absurde. Ce serait même ridicule, n'était si navrant le désespoir de cette femme qui, partie pour apporter le salut à autrui, finit par avoir besoin d'un sauveur.

## Epilogue

Il fut un temps où on eût pu résumer comme il suit l'histoire de Simone Weil, pour ensuite passer à l'ordre du jour :

Ancienne syndicaliste révolutionnaire, elle s'est convertie au christianisme et, sur le plan social, a passé à une tentative de coopération capital-travail pour, enfin, insatisfaite, mais ayant rompu les ponts, finir par ébaucher l'utopie d'un nouvel artisanat, avec des ateliers dispersés à la campagne, dans lesquels, enracinés dans leur famille, leur jardin et la patrie, les hommes vivent dans l'adoration de Dieu, tandis que la direction de la société est confiée aux sages.

Pareille historiographie méconnaît la signification historique de Simone Weil. Non pas que ses idées offrent une issue à notre temps désorienté ; elles ne le font pas. Mais parce qu'elle a anticipé sur la perplexité d'une époque. Le dilemme causé par la crise du mouvement ouvrier a trouvé comme son incarnation, plus exactement, sa transfiguration en la figure de Simone Weil.

Figure fascinante, mais déconcertante, à la fois.

Fascinante, par son ardeur — elle ne pose pas les problèmes, elle les vit ; par la beauté de son style qui, telle une œuvre d'art, capte le lecteur alors même qu'il réproche l'interprétation du sujet ; par sa sympathie sincère, enfin et surtout, pour ceux dans la vie desquels « tout est injuste ».

Déconcertante, par la contradiction entre son exigence impatiente d'imposer aux autres les solutions qu'elle croit entrevoir pour certains problèmes, et, d'autre part, son extrême détresse, devant les autres problèmes auxquels, à vrai dire et en dépit d'efforts passionnés, elle ne trouve pas de solution qui lui donne satisfaction. Déconcertante aussi par l'orgueil, ou la condescendance (ce qui revient au même), d'un intellectuel fâcheusement paternaliste. Déconcertante, par dessus tout, par ce qu'elle s'incline devant l'idée que remplir telle fonction sociale, accomplir tel travail, puisse entièrement déterminer la vie d'un homme, constituer son destin.

ANDRIEUX et LIGNON.

# La Renaissance du Syndicalisme

## Le mois social

### Le Congrès de la C.G.T.

Signe des temps : en dehors des longues pages illisibles de *l'Humanité*, les commentaires sur le congrès de la C.G.T. ont été très réduits. La curiosité à l'égard de ce congrès ne l'était pas moins. L'unanimité la plus factice, la plus fabriquée, n'est-elle pas la règle des bonnes maisons stalinienne ?

On a toujours tort de n'être pas curieux. Quelques déclarations peuvent être relevées, parmi les flots d'éloquence, et servir d'indication sur la marche de la maison.

Quand un métallurgiste vient faire son autocritique à la tribune, il y a des observateurs qui rigolent bêtement au lieu d'écouter : l'orateur reconnaît pourtant que, même après un vote où les candidats C.G.T. l'emportent de loin sur leurs concurrents, le recrutement reste difficile : on renâcle devant le paiement d'une cotisation : on renâcle encore plus fort pour suivre la C.G.T. dans ses mots d'ordre extra-syndicaux. Sans doute le savait-on ; mais il est bon qu'un délégué l'ait dit au congrès.

De même Ehni, le secrétaire de la fédération du Livre, s'est flatté d'avoir maintenu les effectifs de sa fédération en demeurant strictement sur le plan corporatif. Bien que ce ne soit pas tout à fait vrai — les travailleurs du Livre tenant par-dessus tout à sauvegarder leur unité corporative malgré les complaisances d'Ehni en faveur de la politique stalinienne — le discours du secrétaire de la fédération du Livre n'a soulevé aucune discussion. Et Ehni lui-même s'est bien gardé de « crier » son opposition aux mots d'ordre politiques de sa confédération domestiquée à Moscou. Pas plus qu'il ne permet aux opposants de sa fédération de s'exprimer dans leur organe fédéral.

Quant aux effectifs confédéraux, le problème reste pour la C.G.T. comme pour ses concurrentes aussi mystérieux que les généalogies des dynasties balkaniques. On pourra toutefois noter que les textes officiels annoncent 8.000 syndicats représentés ; en 1951 on en annonçait 10.000 et en 1949, 12.000.

Seule une comptabilité claire permettrait de déceler le mouvement exact des adhérents. Mais la C.G.T. ne se gêne plus depuis longtemps d'avoir un train de vie supérieur à ses ressources.

Un congrès de la C.G.T. n'apprend donc rien de très nouveau. Mais il souligne les faiblesses matérielles et morales d'un mouvement qui fut beau... et qui le redeviendra pourvu qu'il tourne le dos à son actuelle orientation, pourvu qu'il se débarrasse de ses parasites. Malgré quelques paroles de vérité, le redressement n'est pas en vue.

### Après la grève de Rive-de-Gier

## Autorité et lutte de classe

Notre camarade Laval a relaté, ici, la grève avec occupation d'usine qui s'est déroulée, en mai, dans l'usine Brunon-Valette, à Rive de Gier. Il me permettra d'en écrire la suite, car il y a une suite. Et les documents qui nous sont parvenus depuis et les quelques faits survenus éclairaient très fortement à la fois la mentalité patronale et le sens de la lutte ouvrière.

### Un « paternalisme » séculaire

Le premier incident a surgi dans l'entreprise au moment même de la reprise du travail, sur un mot

### Gaz et électricité

Une grève de 24 heures, le 20 mai dernier, avait été réussie. Le mouvement, appuyé par toutes les organisations, avait été à peu près unanime et révélait le mécontentement général du personnel. L'Etat, comme il arrive souvent, se montre en effet peu respectueux du contrat qu'il a signé : un pourcentage d'augmentation des salaires prévu selon l'augmentation de la productivité reste dû depuis le 1<sup>er</sup> mars.

Certains observateurs notaient que ce premier mouvement de protestation avait été d'autant mieux réussi que les hauts cadres l'avaient favorisé ; c'aurait été leur revanche d'une entrevue avec un certain Mayer, président du Conseil de semaine, qui les avait reçus de très vilaine façon : « Si vous n'êtes pas contents, allez travailler ailleurs ! ».

La grève du 25 juin lancée par la seule C.G.T. pour les mêmes objectifs a été moins réussie. Les autres organisations ont jugé le mouvement inoportun en l'absence d'un gouvernement. Mais comme elles sont d'accord avec la C.G.T. sur les revendications, des manifestations d'unité d'action à la base ont eu lieu, dont la C.G.T. a cherché à tirer profit. Alors que pour les autres organisations il n'y a pas eu de bénéfice.

### Fédération d'abord

Autre signe des temps. L'un d'entre nous a rencontré à quelques jours d'intervalle deux secrétaires de fédérations F.O. L'une du secteur privé, l'autre du secteur public. Même réflexion : « Ce qui se passe dans la confédération ? Oh, tu sais, je n'ai guère le temps de m'en occuper. Il faut que je fasse marcher ma fédération et là, ça ne va pas trop mal. Je n'obtiens pas la lune mais nous tenons le coup et même dans certains coins, nous progressons. Je ne vais pas compromettre ces résultats, en fin de compte honorables, pour m'occuper de la « politique confédérale ».

Le plus amusant, c'est que les deux secrétaires fédéraux en question ne savent pas qu'ils sont aussi profondément d'accord entre eux et qu'il y en a d'autres pour les approuver.

Allons, l'idée que la coordination de leurs efforts est la seule façon de consolider les résultats acquis et d'envisager un jour une action plus profonde, cette idée finira bien par leur venir. A moins qu'ils ne deviennent « autonomistes » !

Hans WILMOTTE.

déclaration solennelle indiqua aux délégués que, désormais, aucune faveur ne serait accordée et que la direction s'en tiendrait au texte de la loi. Remarque savoureuse, quand l'on songe que sur plusieurs points — trésorerie ou gestion — on est encore en deçà de la loi.

La preuve est d'ailleurs faite que, dans ce cas comme dans tous les autres, l'attitude patronale « bienveillante » cache une inflexible volonté de combat. Voici, en effet, le texte du compte rendu de la dernière réunion du conseil de direction de la Chambre Patronale de la Métallurgie de la Loire : « Monsieur le Président déclare... qu'il faut féliciter M. Vallette d'avoir tenu pendant 20 jours malgré l'occupation de son usine, pour faire prévaloir enfin les nécessités de l'accroissement de la productivité et d'avoir terminé le conflit amiablement en accordant seulement une prime de 3 %... Le conseil s'associe à ces félicitations. »

Ce mot *seulement* est à lui seul un programme. Il ne s'agit jamais, pour ces messieurs, de voir ce qu'il est possible de donner ou ce qui est juste, d'étudier les prix de revient, ou quoi que ce soit. Il s'agit, — comme pour le paysan au marché —, de s'en tirer au plus bas prix.

## Discours sur l'autorité

Le plus beau — et c'est là surtout mon propos d'aujourd'hui — le plus beau fut cette réunion, tenue le jour même de la reprise du travail où, pendant deux longues heures, le directeur, M. Ollagnier, expliqua à tous les agents de maîtrise ce qu'on attendait d'eux. De peur que ses paroles ne s'envolent, il prit soin de noter lui-même les points principaux de son discours et envoya à tous les chefs ce petit aide-mémoire sur le sens de l'autorité :

« Au nom de quoi agissons-nous ?

*De la véritable autorité et c'est là qu'il faut mettre quelques principes bien au clair.*

Un grand écrivain, dans un livre sur le commandement, faisait dire à un jeune officier : « Quand je salue un supérieur, ce n'est pas sa personne devant qui je me mets au garde à vous, c'est devant un principe ».

C'est excellentement dit et justifie que l'on doit reconnaître l'autorité des personnes placées aux divers crans de la hiérarchie, en dépit des défauts, minces ou gros, dont elles peuvent être affligées.

L'image la plus concrète que l'on puisse donner de l'autorité est celle du tuteur, que l'on plante auprès d'un jeune arbre au début de sa croissance. Ce piquet est raide et bride l'arbre, mais il l'aide à pousser droit en dépit des vents qui le courberaient. Plus tard, le piquet peut être enlevé, l'arbre s'est développé harmonieusement. C'est au nom de ce résultat futur que la corvée des sanctions prend tout son sens et sa noblesse.

Le rôle de la maîtrise est de former les ouvriers, de leur apprendre à faire leur travail, d'être attentifs à leurs difficultés et à leurs besoins, de les connaître et de les soutenir moralement, de les mettre dans les meilleures conditions de travail, au physique et au moral.

C'est un rôle considérable. Qu'on se souvienne que dans « contremaitre », il y a « maître » (dans le sens de maître d'école).

Ce rôle de maître, vous le connaissez peu ou prou. Nous désirons vous aider à vous perfectionner... posez des questions ; vos supérieurs sont à votre disposition pour vous aider de tout ce qu'ils ont appris eux-mêmes. Prenez conscience de votre importance et de votre autorité...

Je voudrais maintenant m'adresser particulièrement aux chefs d'équipe. Ils sont dans la situation des caporaux de l'armée dont Franchet d'Espérey disait : « Ce sont les gradés que j'admire le plus, car ils ont six hommes avec qui se débrouiller et personne sur qui se décharger. » Dans leur métier difficile, nous leur apportons notre aide. Nous les soutiendrons, même s'ils font des erreurs. Mais, que l'on s'entende bien : nous demandons que les erreurs soient reconnues, étudiées, et qu'elles ne se reproduisent pas.

*Sous cette réserve, qui tient compte de ce que personne n'est parfait, nous avons le droit d'exiger l'obéissance à toute personne investie d'une responsabilité de commandement.*

*Des sanctions doivent être prises, mais pas avant d'avoir donné toutes leurs chances aux intéressés, de les avoir aidés au maximum de tous vos avis : sur le mode aimable, sur le mode sévère. Vous avez à votre disposition toute une gamme de sanctions : avis verbaux, avertissement écrit, mise à pied, renvoi. Ne passez à une sanction plus élevée qu'après avoir passé par une sanction moindre, c'est très important... Il y a des erreurs qui ont été commises parce que les chefs n'ont pas été avertis suffisamment tôt...*

*Nous nous heurtons à des gens qui ne veulent ou ne peuvent pas comprendre. En présence d'une pareille mentalité, nous ne pouvons espérer d'amélioration, sinon par le respect de la discipline.*

*Je tiens à ce que vous sachiez sur quoi vous serez jugés :*

— *sur l'obéissance que vous aurez obtenue de vos subordonnés ; c'est là le signe de la véritable autorité*

— *et sur l'enseignement donné à vos inférieurs, sur l'aide que vous aurez donnée à ceux-ci.*

*Il y a quinze cents ans, Saint Benoît a dit des abbés de ses monastères (c'est-à-dire de leurs chefs) que leur salut éternel dépendrait de l'obéissance qu'ils auraient reçue et de la doctrine qu'ils enseigneraient.*

*Plus modestement, votre avancement dans la Maison dépendra exactement des mêmes constatations. »*

Le formidable éclat de rire qui secoua les agents de maîtrise et toute l'entreprise avec eux, était bien le seul commentaire possible de ces palinodies.

## La réponse des travailleurs

Laval notait, l'autre jour, que la grève Brunon-Valette avait, en partie, pour origine le manque de combattivité des travailleurs qui, de démissions, en démissions, avaient permis au patron de les acculer à un état tel qu'ils ne pouvaient plus s'en sortir que par une révolte générale.

Or, huit jours après la grève, la preuve était faite d'un renversement de situation.

Les délégués veulent apposer une note sur les panneaux syndicaux indiquant le jour et l'heure d'une permanence pour un secours à distribuer. Ils présentent cette note à la direction qui refuse l'affichage. Plusieurs entrevues orageuses n'aboutissent à aucun résultat. Les délégués passent outre et épinglent leur note aux panneaux. Une heure après, la direction la fait enlever.

Le soir, réunion des travailleurs de l'entreprise, à la porte de l'usine. Personne n'est dupe : il s'agit aujourd'hui, pour la direction, sur un mauvais prétexte, d'essayer de reprendre cette fameuse « autorité » si bafouée depuis un mois. Les gars sont unanimes : si la moindre provocation continue, la bagarre reprend. Pas de brèche dans nos droits.

Le lendemain matin, les affiches sont remises. Brève entrevue entre M. Ollagnier et les délégués. Et, dans une usine où, un mois plus tôt, les délégués n'osaient rien dire devant la direction, le dialogue s'engage :

— La comédie va durer longtemps ?

— Mais c'est vous qui la faites durer.

— Pourquoi tenez-vous tant à mettre cette affiche ?

— Pourquoi tenez-vous tant à l'enlever ?

— Alors, vous enlevez cette affiche ?

— Non.

Et l'affiche resta. « Vous serez jugés sur l'obéissance que vous aurez reçue. » Il est bien à craindre que l'avancement de M. Ollagnier soit sérieusement compromis !

Souhaitons simplement que les délégués de chez Brunon-Valette, soutenus par l'ensemble de leurs camarades, accentuent encore leur combat pour le respect total de l'homme dans cette entreprise.

M. CHAUSSE.

# On ne défend pas la liberté avec les ennemis de la liberté

C'est sous ce titre que le bureau de l'Union des syndicats F.O. de la Loire publiait sa prise de position sur les affaires Rosenberg et Finaly.

Le lendemain avait lieu un meeting organisé par le « Comité de Défense Finaly de la Loire », composé essentiellement des organisations du « Cartel d'Action Laïque ».

A ce meeting auquel prirent la parole Aigueperse du S.N.L., Rousselle de la Ligue de l'Enseignement et M. Keller, de Grenoble, les organisateurs acceptèrent que le parti communiste, par l'intermédiaire de la C.G.T., présentât une motion de défense des Rosenberg.

L'U.D.F.O. de la Loire ne pouvant tolérer aucune confusion, se refusa à être représentée au bureau sans qu'il lui fût possible d'intervenir. Les organisateurs n'ayant pas cru devoir permettre cette addition à l'ordre du jour, on trouvera ci-dessous le texte de l'intervention de son secrétaire Tony Peyre.

Mesdames, Messieurs, Camarades,

Nous tenons à préciser les raisons de notre présence à ce meeting.

Comme nous l'avons précisé dans la presse, nous sommes d'accord avec les buts poursuivis par le Comité de Défense des enfants Finaly.

Nous nous élevons contre la renaissance d'un cléricanisme moyenâgeux qui pousse l'atteinte à la liberté d'opinion jusqu'à organiser le rapt d'enfants pour les soustraire à leur famille naturelle.

L'opinion publique exigera ce que la justice française n'a pu obtenir, que ces enfants soient rendus.

Nous demandons aussi la grâce des Rosenberg et la révision de leur procès. Toute personne éprise de justice et de sentiments humanitaires ne peut admettre qu'une exécution intervienne tant qu'existe le moindre doute sur la culpabilité.

Mais nous entendons que notre protestation soit sans équivoque.

Puisque certaines personnes ont pris ombrage de notre communiqué de presse, disons tout de suite que nous ne saurions taxer les organisateurs de ce meeting d'être complices ou passifs vis-à-vis d'autres agissements que nous dénonçons.

Mais nous tenons à redire que la Liberté est indivisible et que nous ne saurions la défendre dans la confusion.

D'accord pour exiger que les enfants Finaly soient rendus.

D'accord pour que les Rosenberg soient graciés.

Nous ne saurions cependant dissocier leur cas — de celui des 13.000 enfants grecs séquestrés depuis 6 ans dans les pays satellites de l'U.R.S.S.

— de celui des pendus de Prague qui furent condamnés dans des conditions plus troublantes encore que les Rosenberg ;

— du cas des torturés de Budapest, de Varsovie et de Moscou ;

— de celui des millions de concentrationnaires russes, qui croupissent derrière les barbelés des camps dits de redressement ;

— de celui des Berlinoises qu'on fusille en ce moment et de ceux qu'on a mitraillés en Tchécoslovaquie il y a 15 jours.

Certains penseront ou diront « Faites taire vos divergences pour, dans l'Unité ou l'union faire barrage à la répression et à la réaction qui montent ».

Il ne s'agit pas de divergences ; il s'agit d'oppositions irréconciliables parce que fondamentales.

Car dans la lutte pour le bifteck il est possible de se mettre d'accord sur un certain nombre de points communs.

Action commune pour la conquête du pain ? D'accord !

Mais la lutte pour la défense de la liberté, c'est autre chose ; il faudrait que nous soyons d'accord

sur ce qu'est la liberté. Or la notion que nous en avons n'a aucune ressemblance avec celle que s'en font les staliniens, je ne confonds pas avec eux ceux qui les suivent.

Lutter pour le pain c'est une chose, lutter pour la liberté c'en est une autre.

Quand on n'a pas suffisamment de pain, l'exercice de la liberté est difficile.

Mais quand on perd la liberté on trouve le pain bien dur et bien amer surtout quand on appréhende à tout moment qu'on vous enlève définitivement le goût du pain.

Unité ? D'accord, mais comment et avec qui ?

— Allez parler de l'unité aux familles des 13.000 enfants grecs.

— Allez en parler à la famille du cheminot de Budapest qui, il y a 15 jours, a été pendu 2 heures après un accident pour lequel il a servi de bouc émissaire.

— Parlez-en aux gars du Bâtiment de Berlin-Est qui viennent de se soulever contre la dictature des soi-disant représentants du peuple.

— Parlez-en aux ouvriers de Pilsen en Tchécoslovaquie qui le mois dernier se sont mis en grève et ont été mitraillés pendant 5 jours par la police du peuple.

Unité oui, mais dans la liberté.

Et puisque nous parlons de la Tchécoslovaquie, nous rappelons que c'est pour que la C.G.T. française ne joue pas le rôle que la C.G.T. tchèque a joué en 1947, que nous l'avons quittée la même année, pour libérer le syndicalisme des politiciens libéricides.

Nous avons conscience d'avoir alors sauvé la liberté de la classe ouvrière et la liberté de tous, car nous serions aujourd'hui en dictature dite du peuple qui n'a rien à envier aux autres.

Vous avez raison quand vous vous élevez contre les gouvernants des pays occidentaux qui prétendent défendre la démocratie en s'alliant au dictateur Franco. Vous vous écriez qu'on ne peut défendre la démocratie en s'acquinant avec la dictature. Mais alors soyez logiques.

C'est parce que nous sommes les ardents défenseurs de la liberté que nous disons :

— grâce pour les Rosenberg !

— rendez les petits Finaly !

— halte aux assassinats franquistes !

— sus à la répression colonialiste !

Mais aussi :

— Rendez les 13.000 enfants grecs !

— Dénoncez les infâmes tortionnaires et bourreaux de Prague et Budapest !

— Libérez les millions de concentrationnaires russes !

Nous sommes avec tous ceux qui sont décidés à lutter contre toutes les atteintes aux libertés.

Les libertés sont indissociables.

On ne peut pas lutter pour la liberté avec ses bourreaux.

## Le « privilège » des enfants Finaly

Quoi ! Vous dites que les enfants Finaly sont les victimes du fanatisme des grands, qu'ils font les frais de cette sinistre affaire où l'Eglise essaye ses forces pour voir jusqu'où elle peut tenter d'aller demain ?

Mais non, voyons. On annonce que les enfants Finaly rentrent en France, « ce havre de tolérance ». Et par un arrangement convenu entre ces messieurs prêtres et ces messieurs rabbins, les enfants seront accueillis dans un château et laissés libres de choisir leur religion.

Heureux enfants qui sont laissés libres de choisir leur religion !

Faut-il donc que les parents soient morts pour que les enfants soient libres ?

G. W.

## « Pas de tricherie » avec le code du travail.

En reproduisant en mai dernier la circulaire Pflimlin ordonnant le sabotage du code du travail dans les territoires d'outre-mer, nous avions demandé aux syndicalistes C.F.T.C. ce qu'ils pensaient de leur camarade ministre, et particulièrement à Gérard Espéret, le spécialiste des questions syndicales coloniales.

Espéret nous a écrit et envoyé le numéro d'avril du **Syndicalisme d'outre-mer**, supplément à l'organe officiel de la C.F.T.C.

Nous devons reconnaître que cet organe nous était inconnu et que nous ignorions la lutte qu'il mène. Sinon, nous nous serions abstenus de poser ces questions à Espéret et à la C.F.T.C. Nous aurions plutôt marqué notre contentement de les voir exiger l'application stricte du code du travail dans les colonies et réclamer que finissent les tricheries avec la loi.

## « Apprentis sorciers » marocains

Dans un communiqué signé par M. Louis Massignon, le savant islamisant du Collège de France, le Comité chrétien d'entente France-Islam a dénoncé récemment un consortium économique créé par le « cynisme sceptique d'apprentis sorciers de la sociologie pratique ».

De quoi s'agit-il ?

De combinaisons minières en vertu desquelles l'Administration française aurait commis un véritable vol au détriment de l'Etat chérifien, vol au bénéfice du Glaoui.

Au moyen d'un article de « droit berbère » inventé pour la circonstance, l'Administration aurait remis au Glaoui la propriété du sous-sol du Sud-Marocain, sous-sol cédé ensuite à des sociétés minières moyennant finances et participations.

## Unité entre le C.I.O. et l'A.F.L.

Le mois dernier, nous avons reproduit, d'après un organe du C.I.O., les conditions mises par Walter Reuther à l'unité entre les deux grandes centrales syndicales américaines.

Il est nécessaire de signaler le point de vue de l'A.F.L. Les **Nouvelles internationales** de juin consacrent un article aux négociations d'unité entamées par une réunion tenue à Washington le 7 avril :

« A l'issue des pourparlers, Georges Meany, président de l'A.F.L., déclara :

« Nous nous rendons compte du fait que, pour accomplir l'unité, il nous faut créer d'abord l'ambiance propice à l'unité et, pour créer cette ambiance, il est important d'éliminer la concurrence syndicale. Si nous ne pouvons nous mettre d'accord sur cette question, il est évident que nous ne pouvons nous mettre d'accord sur la question de la fusion. »

Le président du C.I.O., Walter Reuther, approuva.

Un premier obstacle au progrès des négociations en vue de l'unité fut écarté lorsque les représentants du C.I.O. assurèrent aux dirigeants de l'A.F.L. qu'ils n'avaient pas l'intention de poser des « conditions ».

Un communiqué publié conjointement à la fin de la réunion souligna que « les deux parties se sont rendues à la réunion sans conditions ».

Lorsque les journalistes demandèrent au président du C.I.O. comment il pouvait réconcilier cette affirmation avec sa récente déclaration que l'A.F.L. devait remplir quatre « conditions » posées par le C.I.O., avant que l'unité puisse être réalisée, il répondit que ses remarques n'avaient pas été interprétées correctement.

La réunion décida de désigner une sous-commission de six membres (trois représentants de l'A.F.L. et trois du C.I.O.). Cette commission fut chargée de s'occuper des trois questions suivantes : élimination des pratiques de concurrence ; étude des problèmes ayant trait à la structure et aux domaines de juridiction respectifs des syndicats affiliés aux deux organisations ; préparation d'un rapport, de recommandations et de l'ordre du jour pour la prochaine réunion du Comité en vue de l'unité prévue pour le mois de juin.

# LIVRES REVUES

**GERARD WALTER.** — Histoire de la révolution russe. Tome 1 : L'effondrement de la monarchie. Gallimard édit.

Ce premier volume de l'histoire de la révolution russe est, pour la plus grande partie du livre, un récit consciencieux des journées révolutionnaires de février et mars 1917 dans lequel l'auteur s'efforce, au prix d'un grand travail que nous ne minimisons pas, d'établir la véridicité des faits qui les marquèrent. Tant de précisions, souvent minutieuses, auxquelles de nombreuses et intéressantes citations d'origines diverses (rapports de police, extraits de mémoires d'hommes de tous partis, pièces officielles...) donnent un grand poids, n'apportent en définitive aucune analyse nouvelle de l'évolution des événements. L'auteur n'est pas marxiste et écarte le marxisme en tant que méthode historique. Il n'en est que plus remarquable que l'existence d'une lutte de classes à tous les degrés s'impose d'elle-même d'une façon magistrale, malgré l'auteur, tout au long d'un récit qui ne se veut que récit.

Cette méthode s'adapte beaucoup plus mal aux 90 premières pages, intitulées « prolégomènes ». Ce tableau de la Russie, par sa brièveté même, appelle une synthèse solide. En des pages rapides, qui rappellent maintes œuvres de vulgarisation, nous voyons défiler le Pétrograd des mondains, la cour, la famille impériale, le gouvernement. Puis, en contraste complet, vient une analyse serrée des statistiques des grèves de 1914 à 1916 ; suit un examen de l'armée, de la douane, de tous les partis. Malgré la précision des textes on n'échappe pas à une impression de gêne. La dispersion des renseignements ne permet pas, par exemple, de se faire une idée immédiate de la question ouvrière, importante au premier chef : le peuple a toujours fait les révolutions, même quand il y a d'autres mécontents qui savent lui en arracher le bénéfice.

Même si nous acceptons les conclusions de l'auteur sur les grèves, chaotiques et sans organisation centralisée, nous cherchons malgré nous autre chose. Est-il bien sûr, d'abord, que c'est de 1915 que date le réveil de la combativité de la classe ouvrière russe, après la grande saignée qui suivit l'échec de la première révolution et la régression ouvrière de 1908-12 ? Combien souscriront à cette affirmation : « Avant la guerre, un ouvrier moyen, avec son salaire, arrivait à se nourrir convenablement, et comme dans le domaine vestimentaire, ainsi que pour le reste : confort, hygiène, etc..., il se montrait généralement aussi peu exigeant que possible, sa condition matérielle, dans la plupart des cas, lui apparaissait comme parfaitement satisfaisante. » Poincaré, débarquant à Pétrograd à la veille de la guerre, y rencontre des barricades, expression, sans doute, de cette profonde satisfaction ! Toute la perspective est faussée.

Bien après les grèves, il sera question des partis ouvriers, avec les autres, et pas avec la classe qu'ils expriment ; ailleurs et dispersé un peu partout, on parlera de la terreur policière ; ailleurs encore c'est en traitant de tous les autres mobilisés qu'il sera fait allusion aux ouvriers du front. Ainsi un rapport militaire suggère, bien après, une réponse à l'une des questions que nous nous posions à propos des grèves : l'ouvrier de Pétrograd en 1915-16 est-il le même homme que celui de 1912-14 ? N'a-t-on pas là, en réalité, des paysans sans aucune éducation politique, arrachés à leur campagne par la mobilisation, qui s'éduquent seuls et lentement dans la lutte tandis que l'ouvrier ancien qui aurait pu l'aider se trouve sur le front, qui du reste n'en veut pas, même si la prudence policière l'y expédie, à moins qu'il n'ait déjà disparu en Sibérie ?

La terreur policière qui écrase la classe ouvrière s'atténue dans cet éparpillement des faits ; mais disparaissent aussi les rapports du soldat et de l'officier, les coups dans la figure, le fouet, les verges,

toutes ces mœurs brutales d'une armée d'un autre âge, inimaginables pour le lecteur français, inacceptables pour l'ouvrier conscient de sa valeur d'homme et pour le paysan qui souffre dans sa chair. Les rapports sociaux posent ici d'autres problèmes que ceux que la guerre pouvait poser sur le front occidental.

En lisant, on cherche ainsi, au gré des questions qui viennent à l'esprit, à rassembler les éléments éparpillés d'une synthèse. C'est, après tout, un mérite que d'avoir au moins donné, parfois, assez de documents bien choisis, pour permettre au lecteur d'y parvenir.

Andrée LIMBOUR.

**VOYAGE EN ICARIE.** Deux ouvriers viennois aux Etats-Unis en 1855. Textes établis et présentés par **Fernand Rude.** (Presses Universitaires de France).

Le 2 février 1855, deux ouvriers viennois, le typographe Crétonin et le chapelier Lacour s'embarquent au Havre pour aller rejoindre à Nauvoo, en Illinois, la communauté de Cabet. Mais quelques mois de séjour leur suffisent : dès la fin de septembre, ils sont de retour en France.

Remercions Fernand Rude d'avoir publié le journal de ces deux « désenchantés », leur condamnation apparemment si sereline, si modérée de l'expérience icarienne. Parce qu'émanant d'authentiques ouvriers, ces témoignages sont particulièrement précieux. Malgré tout, demeurons vigilants ! Ces ouvriers sont des hommes. Nous ne sommes pas obligés, n'est-ce pas ? de prendre pour argent comptant l'enthousiasme délirant de cet autre Icarie, ouvrier lui aussi pourtant, le typo Ravat, dont F. Rude, non sans humour, a reproduit en appendice une lettre. Nous agissons donc avec la même prudence en ce qui concerne Crétonin et Lacour.

Nos deux Viennois n'ont pas été les seuls à être déçus par l'Icarie de Nauvoo : celle-ci fut en effet une véritable « passoire ». Collectivité pionnière, elle souffrait évidemment d'une contradiction initiale : la plupart de ses membres étaient non des paysans mais des artisans des villes. Un chapelier est évidemment bien mal préparé à jouer au débardeur, au paysan, ou au mineur sous ce climat trop chaud. Très vite Lacour a souffert de son déclassement.

Mais il me semble inopportun de rappeler à ce propos l'échec des ateliers nationaux de 1848. Lorsque les ouvriers d'art s'y faisaient inscrire, c'était évidemment bien contre leur gré, parce que le chômage régnait dans leur profession. Et les travaux de terrassement qu'on leur imposait n'avaient pour but que de les dégoûter du « socialisme » en les déclassant. En Icarie, malgré tout, c'est l'inverse ! La communauté est fondée sur le volontariat, je dirais presque le volontariat censitaire : on ne peut arriver les mains vides. Et si Cabet n'entend pas changer la face du monde, il a néanmoins à cœur de réussir son expérience : un essai bien fait renforcerait la propagande communiste. On est tout de même en droit d'attendre des Icarieus un peu de cet esprit de sacrifice qui manquait — et pour cause ! — aux ouvriers des ateliers nationaux.

Or, après avoir énuméré les travaux auxquels il s'est livré durant son séjour, Lacour conclut en les jugeant « mal distribués... exténuants, dégoûtants et improductifs ». Exténuants et dégoûtants, passe encore ! Mais improductifs ? Il fallait bien pourtant que quelqu'un les fit ! Mal distribués enfin ? Mais quoi ! Le système icarien ne s'opposait-il pas à la spécialisation comme à une déviation fouriériste ? La 16<sup>e</sup> condition d'admission ne stipulait-elle pas que le candidat icarien s'engageait à exécuter, sans hésitation ni murmure, « le travail qui sera attribué par l'Administration, et surtout travailler à la terre, s'il est nécessaire » ? Dictature peut-être, mais quasi inévitable si l'on veut que la communauté puisse continuer à vivre. Dictature égalitaire en tout cas : de quoi Lacour se plaint-il si tout le monde est placé à la même enseigne ? Certes, avec son enthousiasme naïf et un peu ridicule, Ravat s'affirme beaucoup moins « roseau pensant » que Lacour, mais peut-être possède-t-il en revanche les vertus communautaires qui manquent à ce dernier. C'est « avec plaisir » qu'il s'est livré, lui, aux travaux du binchage.

Oui, mais... le binchage n'a duré que ce que du-

rent les roses. Assez vite, Ravat a été chargé de s'occuper de l'imprimerie icarienne — Quoi ? Et l'interdiction de se spécialiser ? — Eh oui ! Elle a été enfreinte. Et pas pour le seul Ravat ! Dans la société fraternelle s'est instaurée une division du travail. Pourtant, deux classes sont nées. A la base, un véritable prolétariat de déclassés comme Lacour, et de non-qualifiés : les ateliers du dehors. En face d'eux, les ateliers fixes : cordonniers, tailleurs, imprimeurs, etc... : « les fainéants à l'abri des rigueurs du temps ». L'enthousiasme de Ravat s'éclaircit : c'est l'enthousiasme d'un nanti !

Un mécontentement latent s'instaure donc et grandit, qu'attise un véritable parti d'opposition systématique à Cabet. Celui-ci dénonce ces Rouges, ces « révolutionnaires de quinze ans », comme des éléments plus politiques qu'icariens. Peut-être. Mais si, à leur tour, ils lui reprochaient — et ils le font certainement, car ils doivent être en majorité des non-spécialisés — d'avoir dévié de son égalitarisme primitif, que pourrait-il bien leur rétorquer ?

Car il prend appui, c'est évident, sur cette classe privilégiée, dont il a toléré la naissance par une entorse à ses principes. Et désormais, il fait, consciemment ou non, le jeu de cette classe. Est-ce, comme le pense Rude, parce qu'il est « tout de même resté un incurable démocrate » qu'il renonce à exclure l'opposition ? L'Icarie primitive, rappelons-le, n'admettait pas qu'il pût y avoir plusieurs partis dans la société communiste. Je n'en suis pas si sûr. Exclure l'opposition, ce serait par la-même exclure l'indispensable prolétariat. L'intérêt bien compris de la minorité exige son maintien.

Revenons à Crétonin et Lacour. Pour Fernand Rude, ils ont été deux libéraux. La grande erreur de Cabet ayant été de vouloir « plaquer du mécanique sur du vivant », ils lui ont opposé un refus serain, mais ferme. Le communisme est irréalisable, conclut Crétonin, « à cause du principe même, à qui il faudrait pour sa mise en pratique des **hommes-machines** au lieu d'hommes pensant et discutant ».

Attention ! Le principe même du communisme est peut-être irréalisable, mais de toutes façons Cabet lui-même a renoncé à le réaliser, du jour où il a autorisé la spécialisation. Et s'il existe des hommes-machines à Nauvoo, ceux-ci ne sont plus au service de l'« inhumaine » communauté primitive, mais de la minorité d'« hommes pensant et discutant », — pensant aussi à leurs intérêts ! —, qui a réussi à s'ériger en classe privilégiée. Que Crétonin ne mette donc point en cause le principe même du communisme, puisque la communauté n'en représente plus qu'une caricature !

Mais est-ce bien le communisme égalitaire du « Voyage en Icarie » qu'ils sont venus chercher à Nauvoo ? S'il les avait vraiment tentés, peut-être n'auraient-ils pas attendu cinq ans avant de rejoindre la communauté cabétiste. Je suppose par contre que quelque lettre-prospectus du genre de celle de Ravat a pu leur tomber sous les yeux : Cabet paraissait, avec bon sens, s'être résigné à la division du travail, la colonie semblait prospérer, on pouvait maintenant partir !

Lacour n'eut pas de chance : aucune possibilité d'exercer sa profession. Mais que serait-il advenu de ce personnage un peu falot, si Cabet avait trouvé à l'employer comme chapelier ? La communauté n'aurait-elle pas alors pris pour lui un nouveau visage ? N'aurait-il pas, à l'instar de Ravat, entonné lui aussi un hymne à Cabet, « notre vénéré père » et à son Icarie ?

Le cas de Crétonin est un peu plus subtil. Ayant réussi à s'employer comme typo, il fait donc partie de la classe privilégiée. Mais il voit plus loin, semble déceler la contradiction où Cabet s'est laissé enfermer. D'un côté, le renvoi de l'opposition signifierait la fin brutale de la communauté. Mais de l'autre, paralysant l'ensemble du système, les tiraillements et divisions intestines constituent la cause majeure de la faiblesse de la production. L'Icarie ne pourra jamais que végéter. Inutile donc de perdre son temps dans cette galère.

Bien d'autres depuis, et comme eux ni anges ni bêtes, se sont sentis plus aptes à profiter d'un communisme trahi qu'à le maintenir dans son intégrité première.

Y. DELAUNAY.

# La Vie des Cercles

## BULLETIN DE ZIMMERWALD

### SEANCE DU DIMANCHE 7 JUIN

Notre séance de clôture (reprise de notre activité en septembre !) a eu un programme chargé.

Avant de donner la parole aux deux conférenciers, nous avons signalé l'activité du Cercle Zimmerwald de Niort : conférence de Bruno, sur la question allemande ; tract à propos de Messali Hadj (nous donnons ces deux textes dans la présente R.P.).

### LA CAUSERIE DE TAS

Notre ami S. Tas vient de faire une tournée africaine ; il a séjourné plusieurs semaines en Afrique du Sud et a eu l'occasion de visiter même des coins reculés de cet îlot sud du continent africain.

A la différence des colonies d'exploitation, où vivent quelques centaines de milliers de fonctionnaires blancs, sans attaches dans le pays, il s'agit d'une contrée peuplée de 10 millions de noirs et de 2 millions de blancs, nés sur place et ayant déjà derrière eux une vieille tradition locale. Ces blancs considèrent ce pays, dont ils ont créé la civilisation pastorale et industrielle, comme le leur ; ils tentent, dans un sursaut raciste, de s'isoler de l'immense masse du continent noir, avec ses 105 millions de nègres.

Historiquement, l'évolution de l'Afrique du Sud est dominée, nous le verrons, par la lutte souvent féroce entre quatre races : les indigènes noirs, les Afrikaners hollandais, les Anglais et les Indiens.

A part le Canada, on ne voit pas dans le monde de pays où l'évolution économique avance à pas plus rapides.

La population blanche fut d'abord agricole : les Afrikaners (colons d'origine hollandaise) établirent un mode de vie pastoral et patriarcal, dans l'esprit du protestantisme le plus rigide ; leur attachement aux traditions explique en partie le caractère cruel de la fameuse « guerre des Boers », qui les mit aux prises avec les colons anglais, nouveaux venus, après la découverte de riches mines de diamant, puis d'or, puis de charbon et de fer, enfin d'uranium après la seconde guerre mondiale. Les Anglais industrialisèrent le pays, d'abord malgré la résistance farouche des Boers, ensuite avec leur collaboration : actuellement, la moitié de la population blanche qui parle afrikaner est concentrée dans les villes ; quelques Anglais sont devenus des cultivateurs. Cette relative victoire de l'élément anglais permit un développement accéléré de l'industrie lourde, entrecoupé de crises économiques, qui furent toujours maîtrisées grâce à la découverte d'un nouveau minéral. Depuis la seconde guerre mondiale, où le pays s'est trouvé coupé du marché anglo-saxon traditionnel, l'industrie légère a connu un essor extraordinaire : industries de transformation et biens de consommation, qui posent un nouveau problème de distribution et obligent la population blanche à faire venir dans les villes une armée industrielle de gens de couleur, futurs clients pour les objets et ustensiles fabriqués dans les usines. Ici, comme dans le sud des U.S.A. « le pauvre blanc » est l'élément le plus perméable à la propagande raciste : ces petits fermiers ruinés, qui fuyaient en masse vers la ville, ont été pris en charge par le gouvernement, et on les retrouve dans les administrations, comme facteurs, porteurs, cheminots ou policiers ; leur présence dans tous ces emplois, subalternes mais assez bien rétribués, assure la stabilité du gouvernement Malan : en cas de crise ou de grèves, ils tiennent les leviers de commande et feront tout pour conserver leurs privilèges de race.

La masse noire autochtone est encore dans un état de misère et d'ignorance inconcevable. Mais déjà se pose le problème de les loger dans des « bidonvilles » (dépassant en promiscuité et en saleté ceux d'Afrique du Nord), de les protéger

contre les épidémies et les maladies de la misère, de leur vendre une petite part des objets de consommation fabriqués par la jeune industrie légère. A la campagne, à peine quelques centaines de milliers de noirs travaillent sur les terres des blancs ; tout le reste vit dans des « réserves », isolées de tout contact avec l'extérieur, où le système tribal a été conservé (au plus grand bénéfice de la population blanche). Les nouvelles armées industrielles noires qui se dirigent vers la ville arrivent tout droit de leurs réserves : la stagnation économique est telle au village qu'on n'y connaît pas la roue (on utilise des sortes de traîneaux), si ce n'est celles des camions et autocars qui viennent les chercher pour les intégrer brutalement à la vie démoralisante des « bidonvilles ». La stagnation de cette population noire n'est pas seulement le fait des colons ; elle s'explique aussi géographiquement ; les côtes très abruptes sont d'un abord malaisé ; le seul contact était naguère encore fourni par les chasseurs d'esclaves. On préfère avoir un troupeau nombreux, mais squelettique, plutôt que d'accepter un élevage sélectionné, comme le proposent les maîtres blancs, car c'est la coutume qui juge le chef de tribu d'après le nombre de ses bêtes à cornes. Le meurtre rituel est admis ; manger les organes de son ennemi encore vivant, c'est se procurer sa force (dans certaines réserves éloignées, on a pendu, en trois ans, 60 nègres pour cannibalisme).

Il est évident que le contact soudain avec la ville a amené un grand choc moral dans cette civilisation primitive : il était trop tentant (malgré les professions de foi en faveur de la ségrégation) d'utiliser cette main-d'œuvre à bon marché, dans les travaux non qualifiés, durs, dangereux et malsains ; il y a bien encore quelques 10.000 blancs dans les mines, mais dans les emplois de direction ou de contrôle. Il ne faut pas négliger non plus le pouvoir attractif de la grande ville sur le nègre des réserves ; c'est pour lui la seule façon de se libérer du joug tribal : quelques mois dans une ville moderne et le noir ne pourra plus jamais s'adapter à la vie lente, monotone et rituelle du village ; ce sera un inadapté des « bidonvilles » de Johannesburg, mûr pour la débauche et le gangstérisme ; s'il est évolué ou s'il est un intellectuel, le contact quotidien avec le mépris des blancs en fera un révolté, dont le poids politique n'est pas négligeable auprès de ses frères de race qui l'admirent : le médecin nègre, l'écrivain, l'avocat sont l'honneur du peuple opprimé.

Tout cela explique la réponse de la population blanche : l'« apartheid », mouvement mythique en faveur d'une ségrégation totale et impossible (on ne voit que des nègres, serviteurs ou hommes de peine, dans le quartier blanc, ils vivent au propre domicile du maître, dans le fond du jardin). Mais l'isolement moral des deux civilisations dépasse de loin ce qu'on voit en Afrique du Nord, ce qu'on voyait en Indonésie : l'« apartheid », préconisé par la population protestante afrikaner (plus raciste que les catholiques), est fait de mépris et de peur : dans certains quartiers blancs, après 9 heures du soir, la rue est aux nègres, le blanc n'ose sortir isolé ; dans les villes, comme Johannesburg, les fenêtres sont grillagées, même dans les quartiers du centre ; un maître, qui vit côte à côte avec son domestique, n'a ni l'envie, ni l'audace d'aller voir sa demeure, au fond de son propre jardin ; il est impossible d'acheter dans les magasins les objets d'art indigène et les textiles tissés au village : la clientèle préfère l'article de Paris, acheter un bijou nègre, c'est se déclasser.

Sous le général Smuts, cette psychologie de l'« apartheid » existait déjà. Ce sont les formes qui ont changé ; le racisme de doctrinaires, comme Malan, ne diffère que superficiellement de la mentalité du blanc d'origine anglaise, sauf que celui-ci a encore plus peur des Indiens que des Noirs.

La population indienne du Natal n'est formée ni de primitifs, ni de pauvres, ou toutefois elle apparaît pour les Anglais qui la côtoient comme un concurrent dangereux dans le « struggle for life ». Sur les 250.000 membres de la communauté indienne, il y a 90 % de très pauvres et 10 % de

riches (commerçants, intellectuels) Et ce peuple de vieille culture, fier de son passé, et encore plus sourcilieux depuis la libération de l'Inde, apparaît pour les Anglais comme la principale menace. De même que chaque Anglais en Palestine avait son « bon Arabe » et son « Juif voleur », ici aussi chaque Indien est un voleur et chaque nègre primitif renferme un « gentleman ». Les persécutions contre les Indiens datent d'avant le gouvernement Malan (on a chassé les commerçants des quartiers blancs, on a réduit au désespoir les intellectuels et la classe moyenne indienne, leur résistance est inéluctable). C'est ce qui explique la force de Malan et du groupe Afrikander, en face des Anglais : la nouvelle législation de ségrégation anti-nègre s'inspire habilement des textes de loi votés au Natal contre les Indiens ; que peuvent dire les membres du Parlement d'origine anglaise contre Malan ?

Cette persécution quotidienne d'une population évoluée indienne l'a jeté droit dans les bras du stalinisme ; les meilleurs chefs du Congrès Indien de l'Union sud-africaine sont communistes, souvent venus de l'Inde à l'instigation de Nehru, qui voulait se débarrasser de militants gênants. On assiste ainsi à ce paradoxe de deux peuples de couleur qui se méprisaient et s'entregorgeaient (comme en 1949 à Durban) et font maintenant le front unique (entre Congrès Noir et Indien). Le but évident des dirigeants staliens indiens est de « noyauter » les dirigeants nègres, souvent illettrés et peu aptes à résister à la démagogie dite communiste.

#### QUELLE SERA L'ISSUE DE CE CONFLIT DE RACES ?

Il est difficile de se prononcer. Cependant un fait est évident : un mouvement violent de la part des noirs n'a aucune chance de succès, il n'aboutirait qu'à une saignée massive d'une population désarmée et non préparée à la vie industrielle. Inversement, il y a quelques traits de lumière au milieu de ces ténèbres sud-africaines. L'action des missions protestantes et encore plus catholiques est indiscutablement favorable aux indigènes et ennuie beaucoup le gouvernement. L'action syndicale n'est pas négligeable ; tous les syndicats blancs ne sont pas pour l'« apartheid ». Le mouvement syndical est moins réactionnaire que le mouvement politique travailliste, qui n'a à faire qu'à une clientèle blanche. Il existe même de puissants syndicats mixtes, en particulier dans l'habillement, syndicats respectés et craints par les patrons blancs (il y a même des femmes noires à leur tête) ; c'est sur le terrain syndical que se trouve la meilleure forme de lutte dans le proche avenir.

De plus, les patrons de l'industrie légère sont gênés par l'« apartheid » : ils ont besoin de la main-d'œuvre indigène, ils souhaitent vendre aux nègres, plus ou moins évolués, les produits des industries de transformation. Une crise économique pourrait opposer les deux groupes de blancs ; ceux qui ont le « romantisme raciste » et le regret de la vie pastorale du temps de Paul Krueger, ceux qui ont des intérêts plus modernes et réalistes.

Enfin, dans la perspective d'une nouvelle guerre, les femmes blanches ne verraient guère d'un bon œil partir leurs hommes ; et l'armement des noirs, pour un front d'opérations, ne serait pas moins dangereux pour la population blanche.

Des contradictions subsistent donc au sein même de la population blanche, sans parler de la minorité indienne, très active.

\*\*

S. Tas a passé quelques jours au Kenya et nous rapporte des impressions forcément fragmentaires. Là, nous sommes dans une colonie de peuplement ; 10 à 12 mille blancs cohabitent avec des millions de noirs ; 6 à 7 mille Anglais y occupent les terres les plus fertiles (16.000 miles carrés). Alors que sur un territoire moins riche de 2.000 miles carrés vivent plus d'un million de noirs. Certes, c'est la « pax britannica » qui a mis en culture les terres fertiles et a permis aux indigènes de doubler leur chiffre de population. Un problème économique aigu n'en subsiste pas moins qu'on ne peut résoudre

qu'en donnant aux indigènes une partie des terres fertiles des colons et en accroissant le salaire des ouvriers des plantations de caféiers. Mais comme le disait à Tas un gros colon, « c'est le contribuable anglais qui paie la guerre contre les Mau-Mau, ce serait moi qui paierais les hauts salaires ». Le salaire moyen d'un noir est de 2.500 francs par mois et ces ouvriers agricoles vivent dans des bidonvilles aussi effroyables que ceux d'Afrique du Sud (Tas en a visité avec un ami des syndicats indigènes).

Les méthodes des Mau-Mau, avant-garde révoltée de la tribu des Kikouyou, ne facilitent guère une solution de ce problème économique. Leur chef Kényata est une figure singulière : élève de l'ethnologue Malinowski, il fit ses études à Londres ; il écrivit un livre glorifiant les méthodes tribales les plus arriérées avec des arguments ethnologiques, d'un rationalisme formel. Kényata a fait un voyage à Moscou (comme tous les nègres évolués) et a vite assimilé les méthodes stalinistes, qui s'adaptent fort bien à ce milieu primitif. C'est une politique moderne, qui a un immense retentissement sur tout le continent noir, mais qui se fonde sur le meurtre rituel, des coutumes féroces de circoncision mutilante (chez l'homme et chez la femme). Tas ne croit pas au « progressisme cannibale », surtout lorsqu'il est utilisé par des hommes européens et intelligents comme Kényata (qui lui est marié à une Anglaise). Pour combattre l'impérialisme anglais, tous les moyens ne sont pas bons, sinon on doit accepter les slogans staliens. Quoi qu'il en soit, les blancs, s'ils n'ont pas introduit la pauvreté sur le continent africain, ont introduit (ce qui est pire) la conscience de cette pauvreté et ont semé chez les noirs demi-évolués, urbanisés et partiellement détribalisés, la jalousie sociale : ils récoltent aujourd'hui les fruits de la faillite du colonialisme, et les éléments syndicaux (souvent alliés aux missions chrétiennes qui, là aussi, n'ont pas toujours une attitude colonialiste contrairement à ce qu'on croit en général chez nous) pèsent d'un faible poids modérateur et pacificateur, en face de ce déchaînement de la haine des races. Un faible espoir, c'est le crédit dont jouit l'O.N.U. même chez les tribus primitives et la naissance du syndicalisme en Afrique noire.

#### LA CAUSERIE DE JACQUES MAURICE

Notre camarade des *Cahiers socialistes belges*, qui vit présentement en Sarre, nous présente ensuite un tableau très complet et historique de l'évolution de cette petite enclave, dont la présence aigrit les rapports franco-allemands.

D'une superficie de deux arrondissements français (2.500 kilomètres carrés), peuplé d'un million d'habitants, avec sa capitale Sarrebruck de 120.000 habitants située à 4 kilomètres de la frontière française, le jeune Etat sarrois a sur ses armoiries un pont (jeté entre la France et l'Allemagne) : mieux vaudrait parler d'une pomme de discorde !

Malgré l'importance des charbonnages, la population reste agricole et sous l'emprise des Eglises (protestants de deux confessions et catholiques) ; 20 % de la population habite des villages de moins de 2.000 habitants ; 20 %, des villes de moins de 20.000 habitants ; le reste est groupé dans des villes assez petites. On ne voit pas de coronas comme dans le Nord et en Belgique, et les terrils se cachent dans les bois. Il existe juste quelques établissements industriels dans la vallée de la Sarre. Le mineur, petit cultivateur, habite loin de la mine : chaque jour, on le transporte gratuitement loin de son habitat. Il n'y a pas de prolétariat véritablement concentré. Avant d'être mineur, le paysan de ces terrains pauvres allait à la ville voisine vendre les produits artisanaux de sa petite industrie familiale. Cet état s'est prolongé jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle et une administration minière paternaliste (les mines ont toujours appartenu à l'Etat) a soigneusement protégé ces traditions agricoles.

La Sarre a toujours été partagée. On y parle deux patois : le mosellan à l'ouest, le rhénan à l'est. La seule unité est précaire et récente : on y parle l'allemand depuis 1870 ; jusqu'à cette date, on parlait le français à Sarrelouis, ville fondée par Louis XIV.



La richesse actuelle est le charbon : on extrait 1 million de tonnes par mois, soit la moitié de la production belge. Les gisements, petitement exploités depuis le Moyen Age, ne furent mis en valeur que depuis l'ère napoléonienne. Les ancêtres de Roehling, déjà « barons de la mine », intriguèrent auprès de Talleyrand pour que la région des charbonnages soit vendue à la Prusse ; ils avaient besoin du minerai de fer allemand, les procédés de l'époque ne permettant pas encore d'utiliser la minette lorraine. Après 1870, la découverte du bassin de Briey permit à la famille Roehling d'utiliser mieux la houille sarroise.

C'est donc vers l'ouest, vers la Lorraine, que regarde l'économie sarroise, tout en étant devenu un pays incontestablement allemand. Les meilleures voies de communication (canaux, routes et chemins de fer) relient la Sarre à la France.

En 1918, les mines (qui appartenaient au gouvernement prussien depuis Talleyrand) furent données à la France, au titre des réparations. Le plébiscite de 1935 rendit ces mines à l'Allemagne, puisque 90 % des Sarrois votèrent le rattachement à l'Allemagne, moins de 10 % votèrent pour le statu quo et l'internationalisation, à peine 2.000 (sur plus de 500.000 votants) demandèrent le rattachement à la France. Ce rattachement à l'Allemagne, qui ne fut pas seulement le fait des violences d'Hitler, mais s'explique aussi par les tracasseries de l'administration française, entraîna de grosses difficultés pour l'industrie allemande ; la séparation d'avec le fer du bassin de Briey fut une cause de chômage que seul le réarmement intensif arriva à résorber.

Avec la seconde guerre mondiale, le problème sarrois revient sur le tapis. A Téhéran, Roosevelt proposa le contrôle des Nations Unies sur la Sarre ; Staline fit enterrer le projet. Ensuite il fut question d'englober le pays dans la zone américaine, puis dans la zone anglaise. Enfin, malgré l'opposition de Molotov, la France obtint une zone d'occupation dans laquelle fut englobée la Sarre ; cette décision fut confirmée à Yalta.

Le statut dit autonome de la Sarre, consécutif aux élections de 1947 fut précisé par les conventions franco-sarroises de 1950, malgré les Allemands qui réclamaient un plébiscite. Le pouvoir des occupants français n'est plus discrétionnaire, comme au début, mais très réel : avantages économiques, droit de regard du haut commissaire français, représentation diplomatique à l'étranger et surtout élections truquées et non-démocratiques de 1952 (où trois partis seulement furent autorisés : social-chrétien, socialiste et communiste, et où les pro-allemands ripostèrent par le vote en blanc ou l'abstention ; ce qui n'empêcha pas 75 % des électeurs de voter et le parti social-chrétien d'obtenir la majorité absolue).

Les conventions franco-sarroises de 1953 sont assez habiles : autonomie législative de la Sarre, allègement de l'occupation, convention minière, de beaucoup la plus importante, remplaçant la régie des mines et accordant une égalité entre la France et la Sarre, au moins sur le papier : le directeur étant, par roulement, Français ou Sarrois, et changé tous les deux ans ; quant à l'épineuse question de la forêt de Warndt, elle n'est toujours pas réglée. L'attitude française, faite surtout de ruse avocassière, ne saurait être mieux illustrée : le sous-sol de la Warndt recèle les réserves de charbon les plus importantes et les plus facilement exploitables ; après la dernière guerre, les Français creusèrent des puits, dont l'entrée était en territoire français, mais dont les galeries se continuaient en pays sarrois ! C'était simple ; il fallait y penser. La France abrite ses appétits impérialistes en Sarre derrière l'idée « européenne » : beau début pour les Etats-Unis d'Europe !

Que pensent et que font les Sarrois ? La majeure partie d'entre eux, comme le montrent des élections même truquées, trouve que l'idée « européenne » est un bon alibi pour profiter des avantages particuliers du régime actuel. La liaison Sarre-Lorraine évite tout chômage. La séparation provisoire d'avec l'Allemagne (seul le traité de paix est censé devoir résoudre la question sarroise) évite d'accueillir la masse des réfugiés indésirables de

l'Est. L'autonomie des mines et des fonctionnaires est une fameuse prébende pour quelques-uns, alors que la politique de prussianisation obligeait les classes moyennes sarroises à s'éparpiller à travers l'Allemagne. La création la plus habile des Français a été l'Université de Sarrebruck, où viennent des universitaires de 19 nations, véritable université européenne-pilote, dans l'idée de ses créateurs.

En fait, une solution d'europanisation réelle est ardemment souhaitée par les Sarrois, qui ne sont ni pour une reprussianisation, ni pour l'intégration à la France (leurs sympathies vont plutôt vers la Bavière !). Mais tout cela est vague. La séparation de la Sarre d'avec la puissante classe ouvrière allemande (dont la direction social-démocrate adopte d'ailleurs des slogans chauvins souvent maladroits) empêche toute action syndicale efficace : les mineurs sarrois, encore à demi cultivateurs, ne sont guère syndiqués qu'à 50 pour cent ; le seul syndicat sérieux n'a pas été autorisé, sous prétexte que son chef n'avait pas accepté de prêter serment de loyalisme à la constitution sarroise et qu'il était (dit-on) crypto-stalinien.

\*\*

Comme le souligne Marceau Pivert dans la discussion, la classe ouvrière sarroise, sans conscience internationaliste, s'est laissée acheter pour quelques avantages matériels, d'autant plus illusoirs que la France commence à inonder le marché de la main-d'œuvre par l'introduction massive de travailleurs nord-africains.

Chambelland considère que dans la communauté européenne du charbon et de l'acier (problème qui dépasse en importance celui de la Sarre) les représentants ouvriers ne font que protéger l'industrie nationale de leurs patrons, ce qui n'est pas la meilleure façon de faire l'Europe.

Monatte voit d'un mauvais œil cet « os à ronger » pour nos militaires et politiciens de tout poil, qui n'ont pas encore digéré leur défaite de 40. Cette pomme de discorde entre la France et l'Allemagne ne sera vraiment supprimée que par la renaissance d'un syndicalisme internationaliste, que nous souhaitons tous ici, mais dont on ne voit pas encore poindre l'aurore.

Il n'en reste pas moins que si la Sarre, par son passé historique et sa langue, fait partie de l'Allemagne, elle est tournée, par ses intérêts économiques, vers la Lorraine. Ce devrait être une fameuse occasion à saisir par le mouvement syndical, s'il désire sincèrement intervenir sur le plan de l'unification européenne.

## CERCLE ZIMMERWALD DE NIORT

Le mercredi 20 mai, notre camarade Bruno, du Cercle Zimmerwald de Paris est venu nous parler de la question allemande.

La situation en Allemagne, le réarmement, l'unification et les conséquences de la mort de Staline ont été le thème de son exposé suivi d'une discussion animée, en particulier sur l'orientation à donner au combat contre la guerre.

## ADRESSE A LA POPULATION NIORTAISE ET DES DEUX-SEVRES

*A l'occasion de l'anniversaire de la déportation, à Niort, de Messali Hadj, la Nouvelle République a fait paraître un entrefilet.*

*Le Cercle Zimmerwald, par une lettre à son directeur, a apporté à ce sujet quelques précisions en en demandant la parution. Ces informations n'ayant pas été publiées, nous vous adressons les quelques notes suivantes :*

*Niortais et Habitants des Deux-Sèvres !  
Savez-vous qu'il y a, en Algérie, 11 millions d'habitants comprenant 1 million de colons (Français, Italiens, Espagnols) pour 10 millions d'Algériens ?*

*Savez-vous que le peuple algérien se débat dans une misère épouvantable : certaines familles kabyles se partagent pour vivre, le fruit d'un seul arbre (olivier-figuier) alors que certains colons font en avion le tour de propriétés de plusieurs centaines d'hectares ?*

*Beaucoup d'Algériens sont sans toit et dorment au bord des routes.*

*Tous les enfants des colons sont admis à l'école*

alors que 1 million et demi de petits Algériens attendent vainement d'y entrer.

Tous les colons trouvent place à l'hôpital en cas de maladie, mais une proportion infime d'Algériens peut y être soignée.

Savez-vous que toute cette misère et toute cette injustice ne peut faire entendre sa voix, malgré les semblants de libertés accordés qui ne sont qu'hy-pocrisie ?

La représentation au sein de l'Assemblée algérienne est limitée à 2/5 pour les 10 millions d'Algériens contre 3/5 pour 1 million de colons ; encore ces élections sont-elles scandaleusement truquées.

Savez-vous que, en 1945, au moment où les armées alliées fêtaient leur victoire à laquelle les Algériens avaient participé, 45.000 Algériens tombaient dans le Constantinois sous les coups de la répression gouvernementale et que depuis, la répression continue ?

C'est au nom de cette misère et de cette injustice que Messali Hadj parle. C'est pour cela qu'il a fondé le M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) qui lutte pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est pour avoir osé lutter contre l'injustice et aussi pour avoir refusé de collaborer que Messali Hadj fut condamné par Vichy à 16 ans de prison et 20 ans d'interdiction de séjour. C'est parce qu'il a le courage de continuer à lutter que les gouvernements successifs continuent à le proscrire.

Les timides mesures prises par ces gouvernements sont d'ailleurs mises en échec par les colons.

Messali Hadj est un homme comme vous qui a femme et enfants. Madame Messali fut frappée de paralysie le jour de la déportation de son mari à Niort et elle est restée à Alger, avec sa fillette de 14 ans, pendant que son fils était aux armées, en France.

Voulez-vous être solidaires de telles injustices, faites au nom de tous les Français ?

Le Cercle Zimmerwald est fier d'avoir porté à sa présidence d'honneur Messali Hadj, marquant ainsi sa solidarité dans la lutte contre l'injustice et la misère.

Messali Hadj reçoit ceux qui veulent se documenter directement sur le problème algérien.

Notre Cercle se fera aussi un plaisir de prêter la documentation qu'il possède sur ce sujet.

Permanence Cercle Zimmerwald  
de 19 à 20 heures, le jeudi,  
59, avenue de Limoges.

### LES REACTIONS SYNDICALES CONTRE LES TUERIES DE BERLIN

La commission administrative de la Fédération de l'Éducation nationale (autonome) a voté par 21 voix contre 3 et 2 abstentions la motion suivante :

La commission administrative de la Fédération de l'Éducation nationale, réunie le 22 juin 1953,

Salue les milliers de travailleurs qui se sont mis en grève en Allemagne orientale ; les assure de sa sympathie et de sa solidarité dans leur lutte contre l'exploitation économique et la tyrannie politique ;

Dénonce l'usage des forces policières et l'emploi des armes pour une brutale répression ;

S'incline avec émotion devant ceux qui sont morts pour leur liberté et le respect dû aux travailleurs ;

Mais, consciente qu'il s'agit, en l'occurrence, d'un sursaut populaire contre une forme spécifique de domination du travail, quelles que soient d'ailleurs les circonstances dans lesquelles il s'est déclenché, la Fédération dénonce, par avance, l'usage que la bourgeoisie capitaliste et ses représentants voudraient faire du mouvement des travailleurs allemands, pour défendre ses propres intérêts internationaux et considère comme une insulte à tous les travailleurs l'hyprocrite approbation de leur révolte.

De son côté la commission exécutive de la C.G.T.-F.O. réunie le même jour, a adopté le texte suivant :

La Commission exécutive, devant les événements de Berlin et d'Allemagne orientale, salue la lutte des travailleurs allemands pour l'amélioration de leurs

conditions de vie et pour la conquête de leur liberté.

Elle dénonce à l'opinion ouvrière de France les méthodes de répression exercées par le gouvernement d'Allemagne orientale représentant soi-disant les travailleurs et par la puissance occupante contre les ouvriers. Elle s'élève contre l'assassinat de ces travailleurs par les forces armées, elle se dresse contre les fusillades pour l'exemple, les arrestations et la mise en marche de tout un appareil répressif pour briser le mouvement de libération des travailleurs allemands.

Solidaire de ce mouvement, la Commission exécutive lance un appel à tous les travailleurs de France et de l'Union française, à tous les démocrates à tous les défenseurs de la liberté, à leurs organisations syndicales et politiques pour affirmer cette solidarité et engager toute action pour se dresser contre la répression.

Elle donne mandat au Bureau confédéral pour prendre toutes dispositions pratiques dans ce sens.

## ENTRE NOUS

### RECTIFICATION HISTORIQUE

Une erreur de date s'est glissée dans la légende de la photo, publiée le mois dernier, et représentant Rosmer lors des funérailles de Kropotkine. C'est le 13 février 1921 qu'il fallait lire. En février 1920, Rosmer n'était pas encore arrivé à Moscou et personne, à la R.P., n'avait envie de faire mourir Kropotkine un an plus tôt.

### LES VACANCES DE LA R.P.

Elles commencent au lendemain de la sortie de ce numéro. Comme les années précédentes nous ne publions pas de numéro d'août. Rendez-vous aux premiers jours de septembre.

### VACANCES ET NON CONGE PAYÉ

Mais si la R.P. ne paraît pas en août ce n'est pas une raison, au contraire, pour que les abonnés en retard pour leurs renouvellements oublient le compte chèque de la R.P. Ses vacances ne sont pas des congés payés. Et le numéro de septembre paraît toujours à une époque où les rentrées d'argent sont difficiles.

Vous qui partez en vacances, en fermant la porte de votre maison pensez que le compte courant postal de la R.P. reste ouvert, qu'il fasse chaud ou froid ou même qu'il vente. Pensez à lui.

### TEMOINS

Sous ce titre notre camarade J.-P. Samson commence la publication d'une revue trimestrielle. Non pas « témoigner POUR... » mais « témoigner DE... » précise avec à-propos l'avertissement au lecteur qui ajoute : « Qui sait, parmi la foule de tant de déceuvrés et d'idéologues, si une poignée de TEMOINS n'est pas aujourd'hui, quelque précaire que puissent être les faibles modalités à nous permises, l'un des seuls moyens de restaurer tant soit peu la réalité de l'homme ? »

Au sommaire de ce premier numéro une étude de Samson sur Silone et un beau texte de celui-ci. « le choix des camarades ». Beau texte mais dont certaine résonance peut inquiéter : « Nous sommes au dehors de la sphère dogmatique et institutionnelle de la tradition, mais sur le sentier que nous parcourons parmi les ruines de la société capitaliste, ce qui nous guide, c'est indubitablement une lumière non éteinte d'origine et d'essence chrétiennes ». Ce n'est pas assez de refuser, comme Simone Weil, le baptême. Ne faut-il pas, Silone, défendre l'enseignement du christianisme contre toutes les églises exactement comme l'enseignement de la révolution russe doit être dégagé de tout catéchisme de parti ou de secte ?

Signalons aux lecteurs de la « R. P. » que pour se procurer la revue, éditée à Zurich, ils peuvent s'adresser à Robert Proix, 211, rue Saint-Maur, Paris-11<sup>e</sup>, C.C.P. Paris 5207-58. Abonnement annuel : 250 francs. Le numéro 70 francs.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »  
232, rue de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

# LES FAITS DU MOIS



**LUNDI 25 MAI.** — Le congrès de la C.F.T.C. adopte d'importantes réformes de structure ; « La solution à la crise de la C.F.T.C. est trouvée. Pas un compromis, un point d'équilibre ». De nombreux militants de « Reconstruction » sont élus au nouveau « Conseil confédéral ».

**MERCREDI 27 MAI.** — Grève partielle des cheminots sur l'initiative de la seule C.G.T.

**JEUDI 28 MAI.** — Chute sans gravité du jockey Paul Reynaud devant la barrière de l'investiture. Le Kremlin « assouplit » sa représentation en Allemagne orientale.

**VENDREDI 29 MAI.** — Les élections des délégués du personnel de la S.N.C.F. donnent : C.G.T. 214.118 voix et 1.884 élus ; C.F.T.C. 70.882 voix et 548 élus ; F.O. 35.668 voix et 180 élus ; C.G.C. (cadres seulement) 1.037 voix et 13 élus ; cadres autonomes 13.452 voix et 237 élus. Maintien de la C.G.T., avance C.F.T.C., recul F.O.

270 pachas et caïds de service demandent avec le pacha de Marrakech El Glaoui, la destitution du sultan.

**SAMEDI 30 MAI.** — Ouverture du congrès de la Confédération Générale des Cadres.

En Tchécoslovaquie une réforme monétaire double les prix de détail.

**LUNDI 1<sup>er</sup> JUIN.** — Elections des délégués du personnel chez Michelin ; avance de la C.G.T. (plus 13 %).

**MERCREDI 3 JUIN.** — Mendès-France présente un véritable programme de gouvernement : son bon sens fait très mauvaise impression sur le syndicat des présidents du Conseil.

**JEUDI 4 JUIN.** — Mendès-France n'ayant obtenu que 301 voix (au lieu de 314) n'est pas investi.

**DIMANCHE 7 JUIN.** — A Pilsen, en Tchécoslovaquie, les ouvriers manifestent leur mécontentement à la suite de la réforme monétaire.

Ouverture du Congrès de la C.G.T.

**LUNDI 8 JUIN.** — Les délégués F.O. et C.G.C. quittent la séance du conseil d'administration des Charbonnages de France pour protester contre la nomination de deux administrateurs, anciens directeurs d'entreprises minières privées.

Accord sur les prisonniers en Corée.

**MARDI 9 JUIN.** — Résultats des élections italiennes ; progrès des communistes et des socialistes nenniens. Mais Gasperi garde la majorité relative.

**JEUDI 11 JUIN.** — M. Bidault, dont c'était la « tournée », manque l'investiture à une voix près.

**SAMEDI 13 JUIN.** — Epuration en Ukraine. Ouverture du congrès des coopératives ouvrières de production.

**DIMANCHE 14 JUIN.** — Le roi du Cambodge se réfugie au Siam ; il réclame l'indépendance complète de son pays.

« Assouplissement » du rideau de fer en Allemagne orientale.

**MARDI 16 JUIN.** — Grève de 24 heures à Air-France, soutenue par tous les syndicats.

**MERCREDI 17 JUIN.** — Révolte des ouvriers berlinois contre le gouvernement Grotewohl.

**JEUDI 18 JUIN.** — Etat de siège à Berlin-Est. L'ouvrier peintre Gœtting est fusillé sans jugement par un peloton russe.

Syngman Rhee « libère » des prisonniers nord-coréens pour empêcher l'armistice.

Journées d'étude de la sécurité sociale organisées par la C.G.T.-F.O.

Marie, malgré le soutien de l'archevêché, n'est pas investi.

**VENDREDI 19 JUIN.** — Exécution des époux Rosenberg.

Suspension des pourparlers d'armistice en Corée.

Cruelle répression à Berlin-Est.

**MERCREDI 24 JUIN.** — M. Pinay, qui cherchait à ne pas se faire investir, remporte un succès complet.

La Cour de Cassation confirme Mme Rosner comme tutrice des enfants Finaly.

**LUNDI 25 JUIN.** — Grève partielle du gaz et de l'électricité sur l'initiative de la seule C.G.T.

# D'où vient l'argent ?

SITUATION DU 26 MAI AU 26 JUIN 1953

RECETTES	
Abonnements :	
Ordinaires .....	54.450
De soutien .....	29.000
Souscription « R. P. » .....	10.350
Vente « R. P. » .....	4.637
Publicité .....	4.000
Souscription « Tunisiens » .....	1.000
Divers : librairie .....	4.875
	<hr/>
En caisse au 26 mai .....	108.312
	<hr/>
	119.979
	<hr/>
	228.291
	<hr/>
DEPENSES	
Impression « R. P. » juin .....	81.288
Papier .....	15.230
Routage, expédition, timbrage .....	8.634
Frais généraux .....	927
Divers : encartage .....	1.100
	<hr/>
En caisse :	
Espèces .....	3.405
Chèques postaux .....	117.707
	<hr/>
	121.112
	<hr/>
	228.291

## LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Hubert (Seine) 1.000 ; Marcadet (S.-et-O.) 1.000 ; Chambelland (Paris) 5.000 ; Hébert (Gironde) 1.400 ; Borias (Gard) 1.000 ; Geslin (Seine) 2.000 ; Sauve (Dordogne) 1.000 ; Deyme (Paris) 1.000 ; Castets (Landes) 1.000 ; Mme Puyoo (Landes) 1.000 ; Berthelemy (I.-et-L.) 1.400 ; Ballereau (Indre) 1.000 ; Hervé (S.-et-L.) 1.000 ; Barlet (Loire) 1.000 ; Pinty (Alger) 1.500 ; Josso (S.-et-O.) 1.500 ; Laval (Loire) 1.000 ; Salvat (Hérault) 800 ; M. A. (Tunisie) 1.400 ; Maleysson (Haute-Loire) 1.500 ; Lebedelle (Belgique) 1.500. — Total : 29.000 francs.

## LA SOUSCRIPTION

Nenert (Haute-Vienne) 100 ; Rival (Loire) 300 ; Ballot (E.-et-L.) 300 ; Gourlay (Finistère) 300 ; Millet (Paris) 300 ; Gorce (Gironde) 300 ; Duperray (Loire) 50 ; Sauzet (Allier) 300 ; Teilhac (Gironde) 300 ; Mlle Nicolas (Finistère) 100 ; Delage (Indre) 300 ; Joubert (Gironde) 300 ; Deler (Gironde) 100 ; Guillet (P.-de-C.) 300 ; Métivier (Deux-Sèvres) 300 ; Rigal (Haute-Garonne) 300 ; Mme Genevriev (Loire) 300 ; Bory (Loire) 100 ; Trellu (Finistère) 100 ; Caps (Gironde) 300 ; Pinty (Alger) 1.500 ; Garrivet (Côtes-du-Nord) 100 ; Mendelson (U.S.A.) 200 ; Boudet (Paris) 300 ; G. Maupieux (Seine) 500 ; Chevance (C.-du-Nord) 100 ; Viale (Seine) 100 ; Argence (Isère) 300 ; Mlle Befly (Rhône) 100 ; Lambert (Marne) 300 ; Ponsot (Paris) 700 ; Pierrette Rouquet (Indre) 300 ; Marcelot (Nièvre) 300 ; Mlle Verny (P.-de-C.) 100 ; Lebedelle (Belgique) 500. — Total : 10.350 francs.

## LA SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS (douzième liste)

Mme Guillaume (Loire) 1.000 francs.  
Total au 26 juin : 52.050 francs.

## MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 28-5-53 .....	1.316
Abonnements nouveaux .....	5
Rétablissements .....	2
	<hr/>
Désabonnements .....	8
	<hr/>
Situation au 27-6-53 .....	1.315

## LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 2 ; Seine 1 ; Alger 1 ; Charente Maritime 1 ; Isère 2 ; Loire 1.

# LA DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie  
198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIV<sup>e</sup>  
C. C. P. 5450.00 Paris — SUP. 66-71

Francs

- Paul-Boncour J.** : Les communistes démasqués ..... 1.000  
(Sténographie du procès « l'Internationale des traîtres. Ils ont choisi la calomnie »).
- Burnham James** : Contenir ou libérer ..... 590  
(L'auteur analyse d'une manière originale et convaincante la politique actuelle des Etats-Unis, dite de « containment », en constate et en explique les résultats négatifs jusqu'à ce jour).
- Despuuch Jacques** : Le trafic des piastres ..... 750  
(Despuuch y fait un tableau de la situation du monde des affaires en Indochine, de l'aide américaine, de la monnaie et des trafics, de quelques cas de transferts les plus saisissants, de ce qu'est le réseau communiste chinois, de la manière dont le Viet-Minh s'arme et s'équipe avec l'argent des contribuables français, et il termine par une documentation photographique qui apporte le poids de toute sa masse à l'appui de son exposé).
- Moch Jules** : Yougoslavie, terre d'expériences ..... 690  
(L'ouvrage n'est pas seulement un alerte récit de voyage, c'est aussi l'étude d'un sociologue et d'un économiste. Minutieusement Jules Moch a démonté le mécanisme des nouvelles institutions politiques, étudié sur place, à l'usine et au village, les structures originales d'un nouveau socialisme européen).
- Manceau** : J.-B. Clément ..... 200  
(Textes et documents inédits, choisis et présentés par Henri Manceau, commentés par René Robinet. *La Commune, l'Exil, l'Action Socialiste*)
- Huxley Aldous** : Les diables de Loudun ..... 600  
(Le Père Surin fut-il hystérique ou saint ?).

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT  
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »